

Université de Montréal

**Les élites soviétiques et la création du discours
pro-marché en URSS de 1986 à 1991**

par
Alexandre Pérusse

Département de Science Politique
Faculté des Arts et Sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maître
en Science Politique

Avril 2005



© Alexandre Pérusse, 2005

JA
39
U54
2005
V.010

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les élites soviétiques et la création du discours pro-marché
en URSS de 1986 à 1991

présentée par :
Alexandre Pérusse

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Patrick Fournier, président-rapporteur
Luc Duhamel, directeur de recherche
Richard Nadeau, membre du jury

Résumé

Ce mémoire s'intéresse au rôle des idées économiques dans le processus de transition d'une économie planifiée à une économie de marché en URSS de 1986 à 1991. En utilisant la théorie du double-mouvement de Karl Polanyi et révisée par Mark Blyth, ce mémoire avance que les entrepreneurs et les économistes soviétiques ont utilisé les idées du néo-libéralisme pour attaquer la légitimité du système soviétique et favoriser le passage à une économie déréglementée. En particulier, nous avançons que ceux-ci ont prescrit un rôle économique minime pour l'État et associé la diminution de celui-ci à la liberté et à la démocratie, pour tenter de construire des ponts entre les intérêts économiques des différents groupes sociaux et politiques. Pour vérifier cette thèse, nous analysons le contenu du journal *Moscow News* sur la période allant de 1986 à 1991, en relevant l'introduction et la disparition de différentes idées économiques et la disparité du discours entre différents groupes sociaux.

Mots-clés : URSS ; Russie ; perestroïka ; médias ; discours politique ; néo-libéralisme ; transition ; histoire économique

Abstract

This memoire observes the role of economic ideas in the transition process from a planned economy to a market economy in the USSR from 1986 to 1991. Using the double-movement theory brought forward by Karl Polanyi and revised by Mark Blyth, this memoire argues that soviet entrepreneurs and economists used neo-liberal ideas to attack the legitimacy of the soviet system thus easing the passage to a deregulated economy. More specifically, we argue that they prescribed a minimal economic role for the state and associated the downsizing of this role to freedom and democracy, in an attempt to build bridges between the economic interests of several social and political groups. To verify this hypothesis, we analyse the content of the *Moscow News* newspaper from 1986 to 1991 to observe the introduction and disappearance of different economic ideas and the disparities in the discourse between different social groups.

Keywords : USSR ; Russia ; perestroïka ; medias ; political discourse ; neo-liberalism ; transition ; economical history

Table des matières

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT	IV
TABLE DES MATIÈRES	V
LISTE DES TABLEAUX	VIII
LISTE DES GRAPHIQUES	IX
REMERCIEMENTS	XI
LES ÉLITES SOVIÉTIQUES ET LA CRÉATION DU DISCOURS PRO-MARCHÉ EN URSS DE 1986 À 1991.....	1
IDÉOLOGIE, DISCOURS ET INTÉRÊTS : NOTRE HYPOTHÈSE	3
DÉFINITIONS ET CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES	5
VÉRIFICATION DE L'HYPOTHÈSE ET DÉCOUPAGE DU MÉMOIRE	8
ÉTAT DE LA QUESTION	11
CADRE THÉORIQUE	16
RÉVOLUTION, MODERNISATION OU RÉVOLUTION PASSIVE ?	17
<i>Une révolution ?</i>	<i>17</i>
<i>Une modernisation ?.....</i>	<i>20</i>
<i>Une révolution passive ?.....</i>	<i>23</i>
<i>Implications pour la création du discours.....</i>	<i>24</i>
LE DOUBLE-MOUVEMENT OU LE RÔLE DES IDÉES DANS LE CHANGEMENT INSTITUTIONNEL	26
MÉTHODOLOGIE.....	33
ANALYSE DE CONTENU : MÉTHODOLOGIE ET PROBLÈMES.....	33

LES DIFFÉRENTS DISCOURS ÉCONOMIQUES DE LA PERESTROÏKA	41
<i>Les conservateurs et le maintien du système de commandement administratif</i>	42
<i>Gorbatchev et le renouveau du socialisme</i>	44
<i>Les réformistes radicaux et le discours néo-libéral</i>	47
DÉFINITION DES VARIABLES ET SYSTÈME DE CODAGE	51
ÉCHELLE DE POINTAGE	54
ANALYSE DES DONNÉES	63
ANALYSE : ÉTAPES ET ACTEURS DANS L'ÉVOLUTION DU DISCOURS	
ÉCONOMIQUE DURANT LA PERESTROÏKA	66
SURVOL DES DONNÉES ET PROBLÈMES ASSOCIÉS À LA COLLECTE	67
ANALYSE MATHÉMATIQUE DE L'ÉVOLUTION DU DISCOURS : ÉTAPISME ET POLARISATION DANS LES	
IDÉES ÉCONOMIQUES	69
<i>Évolution générale du discours et découpage par périodes</i>	69
<i>Présence des différents discours économiques par année</i>	72
<i>Le discours politique et le fil de la perestroïka : l'arme des idées économiques</i>	83
LES ACTEURS DE L'ÉVOLUTION DU DISCOURS : PARTISANS ET OPPOSANTS DU DISCOURS RADICAL	
.....	86
<i>Gorbatchev, le parti et l'État</i>	87
<i>Travailleurs et citoyens</i>	89
<i>Économistes et milieux d'entreprises</i>	91
<i>Analyse des catégories agrégées</i>	95
<i>Relations fallacieuses et considérations sur l'analyse</i>	99
CONCLUSION : LA DÉMOCRATIE, PRÉ-REQUIS AU MARCHÉ ?	102

BIBLIOGRAPHIE 112

Média à l'étude 112

Monographies 112

Thèses de doctorat 115

Articles de périodique 115

Sources Internet 116

TABLEAUX..... 118

GRAPHIQUES 126

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : FRÉQUENCE DU NOMBRE D'OBSERVATIONS PAR CAS	118
TABLEAU 2 : FRÉQUENCE DU NOMBRE D'OBSERVATIONS PAR CATÉGORIE DE PROVENANCE	119
TABLEAU 3 : ANALYSE ANOVA – COTES ET MOYENNES SELON LES ANNÉES	120
TABLEAU 4 : COEFFICIENTS ET R^2 DES RÉGRESSIONS MOYENNE-NUMÉRO DE CAS ET COTE- NUMÉRO DE CAS – POUR L'ENSEMBLE DE LA PÉRIODE ET PAR SUBDIVISIONS	121
TABLEAU 5 : POURCENTAGE DES OBSERVATIONS PAR COTE ET PAR ANNÉE.	121
TABLEAU 6 : ANALYSE ANOVA – NOMBRE D'OBSERVATIONS PAR CAS SELON L' ANNÉE	122
TABLEAU 7 : MOYENNE DES COTES PAR CATÉGORIES.....	123
TABLEAU 8 : ANALYSE ANOVA – COTES PAR CATÉGORIES A, B ET D.....	124
TABLEAU 9 : ANALYSE ANOVA – COTES PAR CATÉGORIES A, C ET D.....	125

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 : HISTOGRAMME ET COURBE NORMALE – FRÉQUENCE DU NOMBRE D'OBSERVATIONS PAR CAS	126
GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS ET RÉGRESSION LINÉAIRE, JANVIER 86 – DÉCEMBRE 91	126
GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS ET RÉGRESSION LINÉAIRE, MARS 1988-FÉVRIER 1990	127
GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS – 1986	127
GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS - 1987	128
GRAPHIQUE 6 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS – 1988	128
GRAPHIQUE 7 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS – 1989	129
GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS – 1990	129
GRAPHIQUE 9 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR MOYENNE DU DISCOURS – 1991	130
GRAPHIQUE 10 : ÉVOLUTION COMPARATIVE DES DISCOURS MOYENS PAR CATÉGORIE – CATÉGORIES 1,2,3,4 & 5	130
GRAPHIQUE 11 : ÉVOLUTION COMPARATIVE DES DISCOURS MOYENS PAR CATÉGORIE – CATÉGORIES 8,10,17 & 18	131
GRAPHIQUE 12 : ÉVOLUTION COMPARATIVE DES DISCOURS MOYENS PAR CATÉGORIE – CATÉGORIES 9,11,20 & 22	131
GRAPHIQUE 13 : ÉVOLUTION COMPARATIVE DES DISCOURS MOYENS PAR CATÉGORIES AMALGAMÉES – CATÉGORIES A, B, C ET D	132

Ce mémoire est dédié à tous les Russes qui ont grandi dans l'enseignement du système soviétique, ont subi ses faiblesses et partagé ses promesses, pour finalement voir celui-ci s'effondrer sans tirer partie des changements.

Remerciements

Merci à Pierre-Olivier Bussière, qui m'a aidé dans la collecte des données ; merci à Catherine Babin, qui m'a supporté durant les recherches et a déposé mon mémoire alors que j'étais en Russie ; et merci à tous ceux, particulièrement Rachel, qui ont écouté mes propos arides sur l'économie soviétique et les statistiques, sans y comprendre tout, mais en partageant mon intérêt.

Les élites soviétiques et la création du discours pro-marché en URSS de 1986 à 1991

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en URSS en 1985, le constat que celui-ci dresse de l'état du pays est assez désastreux : dans la même lignée qu'Andropov, Gorbatchev s'en prend à l'inertie et à la corruption au sein du Parti, mais aussi à la gestion de l'économie et de la production. « Ralentissement de la croissance économique »¹, augmentation honteuse des dépenses², mépris des besoins socio-économiques des citoyens³, la liste des critiques qu'adresse Gorbatchev au système économique soviétique est très longue. Parallèlement, il constate aussi une stagnation intellectuelle : la résistance bureaucratique au changement, l'absence totale d'innovation dans le monde intellectuel et universitaire et l'absence servile de critiques face à la violation administrative de la justice socialiste sont autant de vices qu'il dénonce⁴. Pour surmonter cet état de fait, le PCUS⁵ lance en 1986 un vaste programme de réformes économiques et politiques qui passera à l'histoire sous le nom de *perestroïka*. Bien que ce programme vise, entre autres, à modifier le système économique, nulle part n'est-il question de passage à l'économie de marché :

Il y a des gens à l'Ouest [pour qui] nous n'avons qu'une issue... adopter les méthodes de gestion économique capitalistes et ses modèles sociaux ; autrement dit, dériver vers le capitalisme. [Mais] ceux qui espèrent que nous allons nous éloigner de la voie socialiste seront profondément déçus. Chaque élément du programme de la *perestroïka* – et le programme dans son ensemble – se fonde entièrement sur l'idée qu'il faut davantage de socialisme, davantage de démocratie⁶.

Or 6 ans plus tard, l'URSS s'effondre et le programme de réformes économiques qui est adopté par le gouvernement Eltsine vise l'établissement d'une économie de marché fortement déréglementée assortie d'un niveau d'investissement social minimal, principalement sous la

¹ Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka : Vues neuves sur notre pays et le monde*. (Paris : J'ai lu, 1988) 12

² *Ibid.*, 20

³ *Ibid.*, 21

⁴ *Ibid.*, 22-24

⁵ Parti Communiste de l'Union Soviétique

⁶ *Ibid.*, 44-45

pression du FMI et des gouvernements occidentaux⁷. Comment donc expliquer un tel virage à 180° dans l'orientation des réformes en URSS ? Comment passe-t-on d'un programme pour plus de socialisme sous la tutelle du PCUS à un programme pour l'établissement de l'économie la plus déréglementée au monde ?

Parallèlement à ce changement d'orientation dans les réformes économiques, on assiste à une distanciation de plus en plus marquée entre les intérêts des diverses classes sociales. Mobilisé pour supporter les réformes économiques et initialement stimulé par une certaine libéralisation de la pensée politique et du droit à la critique, le peuple demande plus de démocratie et un meilleur contrôle sur la gestion de l'État, de la production et des affaires sociales ; nulle part dans le discours populaire ne fait-on mention d'un passage désirable à l'économie de marché⁸. Cette mobilisation reste pourtant faible, et s'estompe au fur et à mesure qu'apparaissent au grand jour les échecs criants de ce que certains surnommeront la *catastroïka*. À l'autre opposé de ces requêtes se situe un discours essentiellement intellectuel, qui supporte et même demande de plus en plus le passage à l'économie de marché. Les économistes de différentes écoles de pensée se sont au fur et à mesure de la *perestroïka* montré de plus en plus radicaux : les plus proéminents sont clairement Gavriil Popov et sa vision de l'économie soviétique comme d'un système administratif, ainsi que Stanislav Shatalin et Egor Gaïdar qui défendent plutôt l'idée d'une économie de négociations. Les deux écoles de pensée en viennent toutefois à la même conclusion, surtout dans les années 88-89 :

⁷ Peter Reddaway et Dmitri Glinsky, « The Ravages of "Market Bolshevism" » *Journal of Democracy* Vol 10 #2 Avril (1999) 23

⁸ Cette idée est présente chez plusieurs auteurs et dans plusieurs situations de l'époque. Par exemple, les mineurs du Kouzbass en 1991, demandaient une voie au chapitre dans la définition des objectifs économiques, tout en demandant le maintien des conditions de vie. Voir Hillel Ticktin, *Origins of the Crisis in the USSR : Essays on the Political Economy of a Disintegrating System*. (New-York & Londres : M.E. Sharpe Inc. 1992) 172 : "the workers demand socialism in a quiet empirical manner. They angrily reject privileges and demand egalitarianism." En mai 91, seuls 17% de la population désirent un libre-marché. Dans Michel Roche, *État et développement des rapports marchands : La question du régime politique dans la transition au capitalisme en Russie (août 1991 – décembre 1993)*. (Thèse de doctorat. Département de Science Politique. UQAM : 1997) 87 Finalement, Seppo dit que « la majorité du peuple soviétique [...] tout en étant, en gros, favorable à un rôle accru des rapports de marché, n'a pas appuyé [...] le projet libéral qui subordonne l'économie aux forces du marché. » David Seppo, « Contradictions et faillites du gorbatchévisme ». *Quatrième Internationale*. (#43 : 1991-1992) 20

l'économie de marché est nécessaire, tout d'abord pour rendre l'économie russe efficiente, mais aussi pour détruire le pouvoir totalitaire du Parti⁹. Logiquement, les milieux d'affaire se joignent à cette interprétation de l'économie soviétique, car celle-ci est porteuse de libéralisation économique, de privatisation et d'opportunités d'enrichissement¹⁰. De plus, les théoriciens qui défendent cette vision des choses n'hésitent pas à dire que cette réforme est essentielle à un tel point qu'elle doit être effectuée même s'il faut bâillonner le peuple et ériger un pouvoir autoritaire, capable de mener la tâche à bien sans subir les pressions démagogiques et conservatrices du peuple¹¹.

Malgré cette opposition, et malgré l'avantage du nombre qui revient aux travailleurs et au peuple soviétique en général, l'histoire donne en 92 le haut du pavé aux tenants de la thérapie de choc. Comment un tel revirement est-il possible ? Comment un tel changement de direction a-t-il pu permettre à une certaine partie de l'élite de se maintenir en place ? De manière plus générale, comment une transition en apparence si désavantageuse pour le peuple a-t-elle pu se produire avec si peu de violences ? Voilà les questions qui sont à la base de notre réflexion.

Idéologie, discours et intérêts : notre hypothèse

Si l'on accepte l'idée de légitimité webérienne du pouvoir, on constate que l'exercice du pouvoir sur une communauté donnée est impossible par la seule contrainte physique ; il doit exister une certaine perception de cette domination comme étant naturelle, nécessaire ou foncièrement bonne. Cette domination crée un ensemble de liens entre gouvernants et

⁹ Pekka Sutela, *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. (Cambridge : Cambridge University Press. 1991) 142-144

¹⁰ Reddaway et Glinsky défendent largement ce point dans l'ensemble de leur livre *The Tragedy of Russia's Reforms : Market Bolshevism against Democracy*. (Washington : United States Institute of Peace. 2001) ; Roche aussi abonde dans ce sens.

¹¹ Popov, dans son livre, *Que Faire ?*, est particulièrement éloquent sur le sujet. On peut aussi parler de Gaïdar, à qui l'on doit cette citation : « If some people must die from the transition, well then they'll just die from it » Cité dans Reddaway et Glinsky, *The Tragedy of Russia's Reforms*, 178.

gouvernés qui poussent ces derniers à se soumettre aux premiers, sinon dans l'intérêt général, du moins dans l'intérêt particulier. Ces liens sont ordonnés par un ensemble d'idées sur la nature du pouvoir : par exemple, dans le cas de la légitimité traditionnelle, l'idée que les coutumes et traditions du pouvoir constituent essentiellement la valeur de celui-ci permet de « tenir » cette société ensemble. De même, la démocratie se maintient grâce à la prédominance de certaines idées sur le rôle de l'individu et de l'État ; pour cette raison, on comprend mieux qu'une forme d'idéologie est toujours nécessaire. « La « fin de l'idéologie » n'est jamais possible : aucun ordre social n'existe une fois pour toute. ¹²»

C'est donc essentiellement ce qui nous intéresse dans notre mémoire. Si le rôle de l'idéologie est de légitimer un certain ordre social, qu'est-il survenu à ce niveau en URSS durant la perestroïka ? Peut-on parler de changement dans l'idéologie ? Si oui, quelle est cette nouvelle idéologie et qui a recours à elle ?

Suite à ce qui a été exposé, nous posons donc l'hypothèse suivante : de 1986 à 1991, une partie de l'élite soviétique, qui croyait en l'économie de marché ou qui y voyait une source possible de bénéfices, a favorisé la diffusion d'idées néo-libérales dans les médias, en mettant l'accent sur le lien intrinsèque entre la démocratie et l'économie de marché. Comme le disait à l'époque Gavriil Popov, un des économistes soviétiques les plus radicaux : « Quand les transformations économiques... de base seront réalisées, de meilleures conditions auront été créées pour une solution démocratique. ¹³» C'est donc cette idée, largement répandue dans les écrits néo-libéraux (entre autres *Free to Choose* de Milton Friedman) qui est au cœur de notre étude. En diffusant des idées sur l'ordre souhaitable des choses quant à l'économie, le discours économique est nécessairement porteur d'informations normatives quant aux personnes qui devraient guider cette économie. En se fondant sur les écrits analysant le rôle

¹² Adam Przeworski, Cité dans Mark Blyth, *Great Transformations : Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*. (Cambridge : Cambridge University Press. 2002) 251

¹³ Gavriil Popov, *Que faire ? Mon projet pour la Russie : Entretiens avec Nikita Adjoubeï*. (Paris : Pierre Belfond, 1992) 202

des idées économiques en période de transition, la vérification d'une telle hypothèse permettrait de répondre partiellement aux questions posées plus haut :

1. Le revirement du socialisme « gorbatchévien » à l'économie de marché a été rendu possible par l'introduction d'idées économiques néo-libérales qui diminuaient la légitimité de l'état soviétique ;
2. Ces idées ont permis de construire des coalitions entre les classes économiques, de former des ponts entre les intérêts politiques de divers groupes ; plus particulièrement, l'économie de marché, outre le fait d'être synonyme d'un standard de vie élevé, a été présentée comme un pré-requis pour la transition démocratique désirée par les travailleurs ; et
3. Finalement, en présentant une vision de gains partagés, ces idées ont permis à une partie de l'élite de se maintenir en place, en présentant celle-ci comme la plus apte à conduire la transition tant vantée vers le marché.

L'objet de notre recherche est donc l'évolution du discours économique en URSS de 1986 à 1991 ; nous avons choisi ces dates car le programme de réformes économiques de Gorbatchev a été adopté en 86 et l'URSS a cessé d'exister le 26 décembre 1991. Nous essayerons de voir comment ce discours s'est modifié, quelles sont les idées qui y ont été introduites, à quel moment et par qui.

Définitions et considérations préalables

Avant de pousser plus loin notre analyse du discours, il est nécessaire de bien définir quelques termes dont la précision peut porter à confusion.

- Par discours, l'on entend l'ensemble des idées et prises de positions, dans notre cas économiques, qui sont observables dans une forme ou une autre de média.

Nous étudierons plus loin dans ce mémoire les différents discours économiques observables durant la période à l'étude.

- La définition de « l'élite » soviétique est plus complexe. Certainement, ce concept inclut les couches dirigeantes du PCUS et de l'État soviétique, que l'on dénomme communément *nomenklatura* dans la littérature scientifique. On peut dire qu'il s'agit d'une « capacité à contrôler les nominations¹⁴ » ; d'autres la présentent plutôt comme étant « une liste de positions [de] personnel dirigeant des soviets, en particuliers économiques ou d'autres organes.¹⁵ » En fait, il s'agissait de listes de personnes approuvées par différents niveaux du PCUS dont on se servait pour remplir les postes importants au sein de chaque organisme de l'État et du Parti. C'est ainsi que le PCUS contrôlait l'État, en nommant le personnel de son choix dans les postes de son choix ; le système de promotion était donc la « cooptation », où un supérieur recommande l'entrée ou la promotion d'une personne sur ces listes¹⁶. Les estimations numériques concernant la *nomenklatura* vont de 250 000¹⁷ à un million¹⁸. Mais plus que cette simple catégorie, notre définition de l'élite englobe aussi l'*intelligentsia*¹⁹, cette catégorie de gens qui oeuvrent dans les domaines littéraires, artistiques, scientifiques et médiatiques. Les estimations numériques concernant cette catégorie sont extrêmement variées et il est donc quelque peu

¹⁴ Hammer, Darrell P. *The USSR : The Politics of Oligarchy* (2ième édition). (Boulder et Londres : Westview Press. 1986) 92. Michel Lesage, dans Michel Lesage. *L'administration soviétique*. (Paris : Economica. 1981) va dans le même sens.

¹⁵ Evan Mawdsley et Stephen White. *The Soviet Elite from Lenin to Gorbachev : The Central Committee and its Members, 1917-1991*. (New-York : Oxford University Press. 2000) 258. Voslensky, dans Michael Voslensky, *Nomenklatura : The Soviet Ruling Class*. (New-York : Doubleday & Company, Inc. 1981), la présente dans le même sens.

¹⁶ *Ibid.*, 79.

¹⁷ *Ibid.*, 75

¹⁸ Qui est une des estimations que présente Lesage dans *l'Administration Soviétique*.

¹⁹ Pour Gorbatchev, cette catégorie inclut clairement les intellectuels du Parti Bolchévique, mais elle inclut aussi créateurs, cinéastes, écrivains, peintres, compositeurs, architectes, metteurs en scènes, journalistes et scientifiques. Dans Gorbatchev, *Perestroïka*, 112-115.

inutile d'en discuter ; toutefois, cette catégorie inclut définitivement ces personnes qui exercent une certaine autorité morale ou intellectuelle de par leur travail. De la sorte, elle inclut académiciens, journalistes, artistes, auteurs, directeurs et employés de haut-niveau ; ces personnes recevaient généralement des bénéfices associés à cette position²⁰. Ainsi, notre définition de l'élite inclut tant cette catégorie que les dirigeants politiques et économiques de la société soviétique de l'époque.

- Finalement, il est plus difficile de décrire ce que sont l'économie de marché et les idées néo-libérales. Ces notions seront décrites plus en détail dans les prochains chapitres. Il suffit de dire pour le moment que l'idée d'économie de marché inclut une vaste description d'architectures institutionnelles, allant des démocraties sociales scandinaves aux régimes très libéraux comme les États-Unis. Celles-ci ont toutefois comme traits communs de laisser un rôle central au privé, ce qui n'exclut toutefois pas nécessairement un rôle important pour l'État. Par contre, le néo-libéralisme est plutôt un ensemble d'idées à très forte valeur normative, qui prescrivent un rôle minimal pour l'État et qui voient celui-ci comme la source principale des problèmes économiques potentiels d'une nation. Comme nous en discuterons plus tard, ces idées sont en général très populaires dans les milieux d'entreprise et de finance, car elles prescrivent un rôle très large pour le privé et une réglementation gouvernementale minimale. Pour terminer, disons donc que le terme néo-libéral inclut économie de marché, mais que l'inverse est faux.

²⁰ Gorbatchev, *Peretroïka*, 143 : « [I]es entreprises industrielles... l'Académie des Sciences, l'Union des Écrivains et d'autres organisations de ce type possèdent leurs centres de santé, leurs hôtels de vacances et leurs chalets d'été... À vrai dire, l'existence de ce genre de services peut engendrer – et engendre – des problèmes, en particulier lorsque la qualité des services fournis pour la population globale est moins bonne que celle des organisations et des institutions dont nous venons de parler. » Bien entendu, Gorbatchev n'est pas le critique le plus acerbe de ces privilèges, mais le simple fait qu'il en discute montre bien leur existence.

En somme, il est possible de reformuler notre hypothèse de la manière suivante, incorporant ainsi les éclaircissements sémantiques précédents : nous postulons que de 1986 à 1991, une partie de l'*intelligentsia* et des dirigeants économiques et politiques, qui croyaient que l'économie privée aurait un effet positif pour la Russie ou qui désiraient cet état de fait pour des raisons personnelles, a favorisé la diffusion dans les médias d'idées économiques prescrivant une réduction maximale du rôle de l'État dans l'économie et la maximisation du rôle du privé, en mettant l'accent sur le lien intrinsèque présumé par les théoriciens entre l'économie de marché ainsi que la rationalité individuelle de l'agent économique, et le développement d'une démocratie saine basée sur un système de loi et le respect de l'être humain comme étant autonome de l'État dans la majeure partie de sa vie, de manière à faciliter la création de coalitions politiques entre les différentes classes économiques pour pousser celles-ci à accepter un programme de réformes radicales.

Vérification de l'hypothèse et découpage du mémoire

Il fait peu de doute que le discours s'est diversifié et a évolué durant la période à l'étude ; en fait, il est très clair que celui-ci a échappé au contrôle du PCUS, comme en témoigne cette citation de Mikhaïl Gorbatchev lui-même :

La presse, il est vrai, a fait connaître certaines propositions qui allaient au-delà de notre système. L'opinion a été émise, par exemple, que nous devrions renoncer à l'économie planifiée et accepter le chômage. C'est impossible : notre but est de renforcer le socialisme, non de le remplacer par un autre système. L'exemple qui nous vient de l'Ouest, celui d'une économie différente, est inacceptable pour nous²¹.

Dans cette citation, non seulement Gorbatchev avoue que certaines idées économiques dépassant le cadre admis des réformes ont été émises ; il renouvelle aussi sa ferme conviction que la voie soviétique est différente de celle du marché et le restera. Or, lorsqu'il mandate

²¹ *Ibid.*, 120

différents économistes²² pour créer un programme de réformes en radicales en 90, son opinion est de toute évidence plus radicale. Ceci s'explique par le caractère largement plus dialectique²³ que linéaire de l'évolution du discours économique ; celui-ci s'est adapté au fur et à mesure que différents groupes ont présenté divers intérêts. Notre objectif dans ce mémoire est de savoir quelles idées, présentées par quelles personnes, ont eu le haut du pavé dans la transformation de ce discours. Pour ce faire, une analyse ponctuelle et individualiste du discours serait une approche beaucoup trop statique pour nous ; nous recherchons une approche dynamique qui peut illustrer de manière satisfaisante tant le contenu que l'évolution. Pour cette raison, nous avons choisi la méthode mathématique de l'analyse du discours ; pour que cette analyse soit systématique et neutre plutôt que ponctuelle et soumise au choix du chercheur, nous avons aussi choisi d'opter pour l'analyse d'un périodique. Ces choix nous permettront d'effectuer une analyse mathématique. Les détails de la méthode seront exposés dans la section méthodologie. Dans cette section, nous verrons aussi quels ont été les principales idées économiques que l'on peut s'attendre à retrouver dans le discours durant la période à l'étude.

Conformément au plan traditionnel du mémoire, nous étudierons avant la méthodologie l'état de la question et le cadre théorique. Dans le premier, nous verrons qu'aucune étude systématique de l'évolution du discours économique n'a été conduite jusqu'à présent, mais que tous les auteurs s'entendent sur l'importance fondamentale de celui-ci. Dans le cadre théorique, nous étudierons la nature du changement survenu en URSS et verrons pourquoi il ne s'agit ni d'une révolution, ni d'une modernisation, ni d'une révolution passive ; nous proposerons l'explication alternative du changement institutionnel à la lumière du

²² Dont Shatalin et Albakin

²³ Reddaway et Glinski abondent sur ce point, de même que Roche, en montrant l'adaptation de l'État aux demandes du milieu.

double-mouvement de Polanyi repris par Blyth et nous explorerons le rôle des idées économiques dans celui-ci.

Après la méthodologie, nous analyserons mathématiquement les données recueillies dans l'étude d'un périodique à large distribution en Russie durant la période étudiée et tenterons de vérifier deux points fondamentaux :

1. Est-ce que l'évolution par rapport au temps des idées économiques dans le discours est significative ? À quel moment sont abandonnées les anciennes idées sur le socialisme et à quel moment sont introduites les nouvelles idées sur le marché et le néo-libéralisme ? Est-ce que ces moments correspondent avec des réformes en particulier ou semblent-ils plutôt indépendant des événements politiques ? En somme, la modification du discours est-elle dialectique ou linéaire ?
2. L'évolution du discours est-elle homogène ? Est-ce que certains groupes tiennent un discours plus radical ou plus conservateur que d'autres ? Le discours est-il homogène à l'intérieur de ces groupes ? Finalement, ce discours est-il cohérent dans son évolution ? C'est-à-dire, des groupes à l'origine conservateurs sont-ils devenus soudainement radicaux et vice-versa, ou bien les plus progressistes n'ont fait que se radicaliser, forçant les plus conservateurs à évoluer quelque peu ?

Finalement, nous concluons sur les impacts potentiels qu'a eu une telle utilisation des idées économiques sur la structure actuelle des institutions et sur l'attitude de la population envers elles. Nous explorerons aussi comment notre recherche pourrait être développée afin d'améliorer ou de vérifier nos conclusions.

ÉTAT DE LA QUESTION

À notre connaissance, il n'existe aucune étude systématique de l'évolution du discours économique dans les médias durant la période qui nous intéresse. Plusieurs ouvrages se penchent sur l'évolution de la pensée économique en URSS de manière générale, par exemple *Economic Thoughts and Economic Reform in the USSR* de Pekka Sutela, ou encore sur l'évolution des problèmes économiques et des solutions qu'on leur imagine, comme *Origins of the Crisis in the USSR : Essays on the Political Economy of a Disintegrating System* de Ticktin. Plusieurs auteurs s'attardent aussi à étudier le rôle des acteurs impliqués dans une perspective rationnelle, comme Kotkin¹, Lane², McCalister et White³ ainsi que Medushevsky⁴. Par contre, aucun ouvrage ne fait le lien entre les idées, les institutions et leur utilisation par les acteurs politico-économiques ; c'est d'ailleurs le problème général qui est posé, comme nous le verrons plus tard, par Blyth dans son étude du double-mouvement⁵.

Toutefois, tous reconnaissent le rôle essentiel du discours dans la mobilisation et l'organisation en vue d'un changement institutionnel de l'ampleur de celui qui nous intéresse. Reddaway et Glinsky, dans l'article *Market Bolshevism Against Democracy* et leur livre éponyme, défendent la thèse du complot selon laquelle l'ancienne nomenklatura reconvertie soit en puissants financiers ou en politiciens « démocrates » s'est emparée du capital économique national en utilisant le mouvement démocratique pour obtenir des réformes économiques sans toutefois véritablement démocratiser l'État. Cette vision des choses semble soutenir notre hypothèse selon laquelle les aspects plus attirants du néo-libéralisme ont été

¹ Stephen Kotkin. « The Rubble » *The New Republic*. Janvier (1999) 28-36 et « The Soviet Collapse and the Russian collapse : Stealing the State » *The New Republic*. Avril (1999) 26-33

² David Lane. « Transition under Eltsin : the Nomenklatura and Political Elite Circulation » *Political Studies* XLV (1997) 855-874

³ Ian McAllister et Stephen White. « The legacy of the nomenklatura : Economic privileges in postcommunist Russia » *Coexistence* 32 (1995) 217-239

⁴ Andrei N. Medushevsky. « The Formation of a Ruling Class » *Russian Social Science Review* Septembre-Octobre (1997) 51-67

⁵ Mark Blyth, *Great Transformations*, 18-28.

utilisés pour rallier la majorité du peuple à un projet avantageux pour certaines couches supérieures de la société. Toutefois, la diffusion de ces idées et du programme qui les contient n'est pas étudiée systématiquement. Dans ces ouvrages, les auteurs reconnaissent l'utilisation des médias par les oligarques pour démontrer leurs bonnes intentions⁶ et présenter les réformes économiques dans une perspective de gains populaires. De même, leur concept-clé de bolchevisme (quoique quelque peu sensationnaliste) réfère à une vision somme toute messianique du chef autocratique, qui agit puis explique à son peuple la raison de ces actions ; dans cette vision le discours prend une tournure apologétique⁷. Lesage de même que Kagarlitsky mettent eux aussi l'accent sur la prépondérance de l'ancienne nomenklatura dans la vie politique de la Russie post-soviétique, et font remarquer qu'un tel maintien est impossible sans un nouveau discours légitimateur⁸. Roche aussi met l'accent sur un discours apologétique ou à tout le moins apaisant en insistant sur la façon dont les réformateurs radicaux ont tenu à rappeler à la population le caractère temporaire de l'inconfort relié aux mesures radicales⁹ ; celui-ci dit aussi que

dans ses discours, le « camp réformiste » allait progressivement laisser tomber toute référence au socialisme. Le « socialisme de marché » était rayé du vocabulaire au profit de la transition à l'économie de marché¹⁰.

Roche reconnaît donc l'importance du discours dans le phénomène de la transition, sans toutefois s'étendre sur la portée de celui-ci. De plus, l'auteur nous présente les trois phases que devrait logiquement présenter le discours économique entre 86 et 91 :

1. Tout d'abord, on désire améliorer les mécanismes de l'économie planifiée sans remettre en question ses fondements ;

⁶ Glinsky et Reddaway. *The Ravages of "Market Bolshevism"*, 19.

⁷ *Ibid.*, 21

⁸ Michel Lesage. *L'administration soviétique*. Boris Kagarlitsky. *The disintegration of the monolith*. (Londres New-York : Verso. 1992)

⁹ Michel Roche, *État et développement des rapports marchands*, 153

¹⁰ *Ibid.*, 75

2. Ensuite, on soutient une tentative d'instaurer un socialisme de marché assorti d'une démocratisation ; et
3. Finalement, on constate l'échec de la perestroïka et la volonté d'une partie des dirigeants de restaurer le capitalisme¹¹.

Implicitement, un tel emploi du discours supporte l'idée de son utilisation pour favoriser le changement institutionnel. Nous tenterons de vérifier si ces phases sont bel et bien observables.

Finalement, les partisans du marché croyaient eux-aussi à l'utilisation du discours comme outil de transformation. Comme le dit Ticktin, ceux-ci croyaient que « le marché créerait ses propres supporters avec le temps [et] une compréhension des bienfaits [de celui-ci] ¹² ». Or, « n'ayant pas le temps, soit ils abandonnent leurs espoirs ou demandent [*argue*] une façon autoritaire d'introduire le marché¹³ ».

Les économistes qui supportaient les réformes économiques radicales se divisaient en plusieurs écoles de pensée ; mais tous ceux qui ont fini par supporter de telles réformes l'ont fait suite à l'assouplissement du climat de rectitude idéologique sous Gorbatchev. Même les écoles les plus conservatrices, comme celle de l'Économie Politique Socialiste, ont participé à l'élaboration du programme de réformes économiques de Gorbatchev ; en fait, Leonid Ivanovitch Albakin, un des chefs de file de cette école qui prend ses racines dans la période stalinienne, a été admis au Politburo comme conseiller économique du secrétaire-général. Ensuite, l'économiste probablement le plus radical d'URSS, Stanislav Shatalin fut nommé en 1990 pour conseiller Gorbatchev, alors qu'il devenait évident qu'un programme de réformes radicales était nécessaire pour que le PCUS puisse garder le haut du pavé. Finalement, Gavriil Popov, un spécialiste du management en URSS qui avait toujours prôné un certain degré de

¹¹ Roche, 65

¹² Ticktin, *Origins of the Crisis in the USSR*, 172

¹³ *Id.*

libéralisation, en est venu en 87-88 à la conclusion que la nature même de l'économie de commandement est à la base du pouvoir totalitaire, et qu'en somme l'économie de marché est un pré-requis nécessaire à la démocratisation¹⁴. Or pour ce dernier, le peuple est souvent inconscient de ses besoins et des bénéfices du marché. En effet, Popov parle à la fois du « militantisme résolu des masses ¹⁵ » et du besoin d'un exécutif fort, voire autoritaire, capable de mener à bien les réformes ; dans cette vision, le discours prend le sens de « bolchevisme » que lui attribuaient Reddaway et Glinski en se résumant à expliquer des actions finies à la population, à les guider en quelque sorte dans le droit chemin¹⁶. En somme, on voit que les différents économistes qui ont fait la promotion d'une vision radicale des réformes ont souvent été impliqués au niveau politique, ce qui suppose une certaine diffusion de leurs idées économiques, alors que pour d'autres la diffusion des idées économiques occidentales est vue comme un processus nécessaire à la « libération » du peuple soviétique et à l'amélioration de l'économie en URSS.

En conclusion, revenons sur le fait qu'aucune étude systématique de la diffusion des idées néo-libérales n'a été effectuée à notre connaissance ; les auteurs se sont plus attardés à leur utilisation ponctuelle, dans le cadre d'une perspective rationaliste où l'on s'intéresse aux intérêts du porteur de ces opinions plutôt qu'à leur impact sur les institutions en place. Ces études s'intéressent pour la plupart au maintien en place des anciennes élites soviétiques. En addition à ce phénomène, Glinsky et Reddaway suggèrent l'utilisation du mouvement démocratique par ces élites comme véhicule de réformes, non pas politiques, mais économiques ; ils introduisent de plus l'idée du discours légitimateur *post facto* sous le concept du « bolchevisme ». Lesage et Kagarlitsky abondent dans le même sens. Roche reconnaît l'utilisation du discours et propose même un découpage très logique de son

¹⁴ Les notes pour ces trois auteurs proviennent de l'ouvrage *Economic Thoughts and Economic Reform* de Sutela

¹⁵ Gavriil Popov, *Que faire ?*, 176

¹⁶ *Ibid*, 150, 169, 176, 202.

utilisation, mais il n'étudie pas non plus de manière systématique cette affirmation. Finalement, même chez les praticiens et théoriciens russes de la réforme économique, on reconnaît implicitement le caractère essentiel du rôle des idées et de leur diffusion, que ce soit pour inciter à l'action ou suivant au contraire celle-ci dans une intention de légitimer le passé. En somme, selon tous, l'utilisation des idées dans la période de transition est présentée comme une nécessité ou un fait accompli, sans toutefois avoir été étudiée de manière systématique.

CADRE THÉORIQUE

Dans le dernier chapitre, nous avons vu comment les études spécialisées sur l'utilisation du discours et des idées économiques durant la perestroïka considèrent ces deux éléments comme importants, sans toutefois s'étendre de manière systématique sur l'articulation de ce discours et sur le rôle de ce dernier dans le changement institutionnel qui est survenu. Dans cette partie, nous observerons comment l'apport théorique de la science politique peut nous aider à comprendre :

- le rôle du discours dans le changement institutionnel et dans la création d'un nouveau pacte de légitimation avec le peuple ; et
- la nature du changement survenu en URSS en 91 et l'utilisation du discours que celui-ci nécessite.

Pour explorer cette théorie, la présente partie sera découpée de la manière suivante :

1. Tout d'abord, nous explorerons la nature du changement survenu en URSS, en se demandant s'il s'agit d'une révolution, d'une modernisation, ou d'une révolution passive¹ ; nous démontrerons qu'il ne s'agit d'aucun de ces cas, mais que ceux-ci ont tous en commun de nécessiter la diffusion d'un discours pour légitimer les agissements de l'élite.
2. Ensuite, nous proposerons comme modèle alternatif d'explication le double-mouvement de Polanyi, repris par Mark Blyth pour expliquer le rôle des idées économiques dans le changement institutionnel ; nous pourrions voir comment des groupes ayant des intérêts mal défendus par le régime en place peuvent, dans un moment de crise économique, utiliser les idées économiques pour présenter et mobiliser un soutien en faveur d'une solution qui leur est favorable.

¹ Selon Gramsci

Révolution, modernisation ou révolution passive ?

Les régimes d'Europe de l'Est se sont effondrés de différentes manières : passation pacifique en Tchécoslovaquie, insurrection armée et exécutions sommaires en Roumanie et défaite électorale en Hongrie. Comment s'insère donc dans ceci la démission de Mikhaïl Gorbatchev ? Quelle fût l'implication du peuple ? Révolution, modernisation ou révolution passive ? Nous verrons ici certaines théories concernant ces types de changement et nous démontrerons que les événements survenus en URSS ne correspondent à aucun de ces types, mais que chacun d'entre eux nécessite tout de même l'utilisation du discours politique à des fins de mobilisation.

Une révolution ?

Les deux exemples historiques classiques en Occident semblent être la Révolution Française et la Révolution Bolchevique ; *de facto*, l'on imagine le peuple en armes dans la rue arrêtant ou exécutant ses anciens dirigeants. Certaines des « démocraties populaires » est-européennes ont connu cette fin, entre autres la Roumanie et la RDA. Il semble donc possible d'interpréter les démonstrations populaires à Moscou et le refus des troupes de disperser celles-ci comme les signes d'une révolution ; mais cette perception résiste difficilement à la comparaison théorique.

Nombre d'auteurs célèbres ont écrit sur la révolution. Toutefois, il ne semble pas y avoir consensus sur les conditions et les manifestations de celle-ci. Crane Brinton a observé l'occurrence de tous ces phénomènes dans l'Angleterre, la France, l'Amérique et la Russie pré-révolutionnaires :

- La société en question est en expansion économique, et le niveau de vie n'est pas misérable² ;
- Il existe un antagonisme de classe marqué ;

² Ce sont là les propres mots de l'auteur, qui n'offre par ailleurs pas d'explication plus poussée.

- Un nombre significatif d'intellectuels ont retiré leur allégeance au régime ;
- La machinerie gouvernementale est inefficace ; et
- La vieille classe dirigeante n'a plus confiance en elle-même³.

De prime abord, toutes ces conditions semblent remplies dans le cas russe de 91, sauf la première. De toute évidence, l'économie s'est contractée dès 1985, et on peut parler de débâcle en 1991. On peut toutefois critiquer le fait que la révolution soit plus l'apanage d'une économie relativement bien portante que d'une économie moribonde ; en fait, il peut sembler plus logique que dans une telle situation les couches inférieures se soulèvent puisqu'elles n'ont plus rien à perdre. Autre critique toutefois, Brinton considère qu'une société qui réunit ces critères est comme saisie d'une « fièvre révolutionnaire » qui pousse celle-ci à la révolte ; dans notre cas, il est difficile de détecter cette fièvre, puisque seule une petite partie de la population s'est mobilisée. De même, une partie de l'élite est restée fidèle au modèle original jusqu'à la fin. Il semble impossible donc de conclure à une situation révolutionnaire selon ce schéma.

Selon Davies, ce sont des attentes montantes, déçues par des échecs, qui causent des révolutions ; il avertit toutefois que les classes inférieures ont besoin des couches supérieures pour mener une telle révolution à terme⁴. Encore une fois, ces conditions semblent remplies ; toutefois, ce n'est pas la classe inférieure qui a initié les réformes en 91, mais bien l'élite. Et à ce moment, il n'existait pas de réelle pression populaire contraignant l'élite à agir de cette façon. Après les élections de 89 et 90, alors que le PCUS ressent une certaine contrainte provenant de la population, on pourra parler de pressions populaires ; toutefois, c'est l'impulsion initiale qui compte pour lui. Encore une fois donc, cette approche ne correspond pas aux événements.

³ Charles Tilly. *Big Structures, Large Processes, Huge comparisons*. (New-York : Russell Sage Foundation. 1984) 101

⁴ *Ibid.*, 103

Skocpol est une autre auteure majeure dans l'étude des révolutions ; celle-ci fait une étude comparative des circonstances structurelles favorisant la révolution, selon Tilly⁵. En se basant surtout sur la Chine, la Russie et la France impériales, Skocpol en arrive à la conclusion suivante : une révolution survient lorsqu'un régime est incapable d'implanter des réformes de base ou de promouvoir la croissance à un moment de fortes pressions militaires ou diplomatiques de l'étranger. Plusieurs considèrent justement que la pression américaine tant au niveau des armes de destruction massive, de l'aide économique ou de *Star Wars* constitue une telle menace ; toutefois, force est de constater que plusieurs de ces menaces ne tenaient qu'à des paroles et qu'il restait beaucoup de chemin à accomplir pour que les États-Unis puissent mettre celles-ci en action. En fait, il semble bien que les changements aient été initiés, du moins au début, par le leadership soviétique, et non sous le coup de pressions étrangères ou même internes⁶.

De sorte, il apparaît que les événements en URSS ne remplissent ni les conditions structurelles communément associées à une révolution, ni le niveau de participation populaire que l'on attend communément d'une situation qui remplit ces conditions : même la violence que l'on retrouve typiquement dans ces situations n'a pas eu lieu, car il n'y eut seulement que trois morts dans la défense de la Maison-Blanche. Finalement, et c'est le plus crucial, les événements soviétiques n'ont pas eu les résultats attendus d'une révolution. Selon Pareto, une révolution est d'abord et avant tout un changement d'élite : or, Eltsine et son entourage sont des *nomenklaturistes*. La plupart des figures proéminentes de la société post-soviétique ont appartenu au parti, l'élite de l'URSS.

En somme, il appert que la transition du communisme à la « démocratie libérale » en URSS ne réunit ni les conditions structurelles, ni la participation populaire, ni les résultats

⁵ *Ibid.*, 105

⁶ Jerry F. Hough. *Democratization and Revolution in the USSR 1985-1991*. (Washington D.C. : Brookings Institution Press. 1997) 11

d'une révolution. Puisque l'impulsion de départ provient de l'élite, doit-on alors parler de modernisation ?

Une modernisation ?

La deuxième piste provient des écrits de la « transitologie » ; il s'agit du schéma de la modernisation. Ceux-ci s'attachent à l'étude du changement politique de l'angle d'un passage contrôlé à la démocratie, dirigé par l'État, en opposition au renversement pur et simple de l'État dont discutent les théories sur la révolution. Les écrits de la transition montrent plusieurs faiblesses lorsque appliqués à la Russie ; simplement, le fait qu'ils aient pour source l'Amérique du Sud et l'Europe du Sud impliquent des différences culturelles, religieuses, militaires, politiques, etc. Toutefois, nous passerons outre ces différences pour le moment afin de voir si le schéma que cette école propose est applicable à notre cas.

Selon Linz et Stepan, la transition paisible d'une société vers la démocratie requiert de celle-ci cinq caractéristiques, soit :

- autonomie de la société civile ;
- autonomie de la société politique ;
- constitutionnalisme et état de droit ;
- normes professionnelles et autonomie de la bureaucratie ;
- société économique avec un certain marché et une pluralité des formes de propriété⁷.

La société totalitaire ne possède aucune de ces caractéristiques selon ces auteurs ; toutefois, dans son évolution vers le post-totalitarisme, elle les acquiert peu à peu, à l'exception de l'autonomie de la société politique. La société post-totalitaire en est une où le pouvoir personnel du chef est restreint⁸, ce qui correspond clairement à la direction de Khrouchtchev. par opposition à la période stalinienne où l'étendue du pouvoir du chef ne connaît pas de

⁷ Juan Linz et Alfred Stepan. *Problems of Democratic Transition and Consolidation*. (Washington : John Hopkins University Press. 1996) 56

⁸ *Ibid.*, 42

limites. Une telle société ne dispose que de peu de façons de passer à la démocratie ; le modèle que propose Linz et Stepan est celui du *reforma-pactada*, *ruptura-pactada*⁹, c'est-à-dire qu'un pacte initial tient l'élite solidaire et forge un lien entre la société et l'élite basé sur la continuité du passé. Puis, un différent survient entre deux parties de l'élite, le contrat social est brisé mais la partie réformiste parvient à forger un nouveau pacte avec la population. Suivant ce modèle, le nouveau contrat social doit maximiser le développement des caractéristiques démocratiques du régime. Déjà, on voit qu'il est essentiel pour l'élite de créer un discours de légitimité qui vise la démocratie, et que le marché peut donc à la fois être perçu comme une bonne chose venant de l'Ouest et comme une façon de conserver ses appuis auprès des *apparatchiks* ambitieux.

La base de cette idée, soit la rupture d'une minorité d'un état autoritaire avec la majorité et la création par celle-ci d'un pacte avec la population, est d'abord présentée par Guillermo O'Donnell, le premier des « transitologistes » et un spécialiste de l'Amérique du Sud. Celui-ci a créé un schéma des étapes de modernisation au sein d'un état bureaucratique-autoritaire. Toutefois, comme nous l'avons exposé plus haut, les théories de la transition sont d'un usage problématique dans le cas de la Russie. Est-il donc possible d'utiliser les étapes de modernisation d'O'Donnell ici ? Selon lui, ce schéma est applicable à l'étude de crises au sein du système durant lesquelles le pouvoir dévolu aux fonctionnaires d'organiser les relations sociales et les relations de travail est mis à l'épreuve¹⁰ ; c'est en quelque sorte la situation qui nous intéresse ici.

Ce schéma¹¹ pose comme point de départ de la modernisation le phénomène suivant :

Les titulaires de rôles technocratiques mesurent la performance gouvernementale sous la perspective d'un ensemble d'indicateurs [choisis]... La performance...sera jugée satisfaisante...si les indicateurs montrent une amélioration significative...Si des

⁹ *Ibid.*, 57

¹⁰ Guillermo O'Donnell. *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism*. (Berkeley : University of California. 1973) 26

¹¹ *Ibid.*, 102-105

améliorations ne sont pas observables, la performance sera considérée insatisfaisante et les titulaires de rôles technocratiques vont promouvoir la démission du gouvernement.

Ce qu'O'Donnell entend par « titulaire de rôle technocratique » n'est pas parfaitement clair. Toutefois, il semble prendre une des deux significations suivantes : soit il s'agit des bénéficiaires du régime soit il s'agit des employés de l'État. En somme, les bénéficiaires du régime, incluant ses employés, vont promouvoir la modernisation de celui-ci ou son remplacement s'ils croient pouvoir y améliorer leur qualité de vie. On peut donc dire que la performance sera jugée non-satisfaisante par les *apparatchiks* s'il n'y a pas croissance. De toute évidence, c'est ce qui s'est produit en 85 et c'est ce qui a mené à l'arrivée de Gorbatchev. Le KGB, inquiet de l'esprit qu'il percevait dans la population et conscient des défaillances de l'économie soviétique par rapport au capitalisme occidental, a appuyé des réformes, et a été secondé par tous, même les plus conservateurs.

Par la suite, le schéma se scinde selon que les réformes sont réussies ou non. Dans notre cas, il est clair qu'elles n'ont pas été fructueuses, si l'on regarde la dégringolade du niveau de vie de 86 à 89 et l'opinion de plus en plus mitigée quant aux capacités du Parti et de ses dirigeants. Dans un tel cas, on ne peut donc parler de modernisation, puisque la situation qui a initié les réformes en 85 n'a pas été corrigée. De plus, une modernisation implique selon O'Donnell un usage efficace de la coercition, qui mène à des changements mineurs et qui assure une amélioration relative des capacités du système et sa survie. De toute évidence, il ne s'est pas amélioré, Gorbatchev a refusé d'utiliser la force et le système n'a pas survécu.

En somme, que l'on utilise les critères de Linz et Stepan ou ceux de O'Donnell, on voit que les conditions qu'ils énoncent ne sont pas remplies en totalité dans le cas de l'URSS. Il est donc impossible de parler de modernisation réussie pour expliquer les événements de 85 à 91.

Une révolution passive ?

Il reste une troisième et dernière explication potentielle des événements à explorer, à savoir la révolution passive de Gramsci. Il s'agit pour lui d'une

« révolution sans révolution » où des changements apparemment radicaux [prennent] place dans la distribution du pouvoir entre les élites et dans les structures du pouvoir elle-mêmes, sans toutefois transformer les structures de base de l'économie [...] Les masses ne [prennent] pas partie à cette révolution, [sont] mobilisées par un côté ou un autre afin de se battre pour des causes dans lesquelles ils [n'ont] pas de réel intérêt, ou quand elles [essaient] de défendre leurs propres intérêts, [sont] promptement supprimées sans pitié¹².

Cet extrait est tiré d'un livre de Lieven, intitulé *Chechnya : Tombstone of Russian Power*.

Lieven avance que c'est un événement de ce type qui s'est produit en Russie ; mais il affirme aussi qu'étrangement, c'est plutôt une révolution passive « inverse » qui s'est produite, en ce sens que les structures économiques ont totalement changé mais que les relations de pouvoir sont restées les mêmes¹³. Nous ne pouvons être que partiellement d'accord avec cette vision des choses. Premièrement, les relations économiques ont été transformées uniquement dans le sens du rapport à la propriété, car certaines des relations entre les individus et les pratiques qui en découlent comme le *blat* sont demeurées. De plus, les anciens gestionnaires sont bien souvent devenus propriétaires. Cette situation a créé plus un changement de *perception* des relations économiques, en ce sens que des pratiques auparavant criminelles comme le détournement et la corruption sont devenues des *good business practices*. Conséquemment les martyrs d'hier sont les héros d'aujourd'hui, et bien des réseaux économiques en place sont demeurés ; logiquement, on serait donc tenté de dire que les réseaux politiques ont aussi survécu, accréditant donc l'idée que les relations de pouvoir sont demeurées les mêmes. Mais peut-on réellement faire abstraction de la disparition du PCUS ? Il nous semble un peu exagéré d'affirmer que les relations de pouvoir n'ont pas changé alors qu'une bonne partie de

¹² Anatol Lieven. *Chechnya : Tombstone of Russian Power*. (New-Haven, London : Yale University Press. 1998) 163

¹³ *Ibid.*, 169

l'ancienne élite est disparue, que le centre a perdu son pouvoir sur la périphérie et qu'une part importante des nouveaux riches en Russie ne se soumet plus à l'autorité étatique¹⁴.

Par contre, cette interprétation des événements offre l'avantage d'un portrait assez juste de l'implication populaire dans le déroulement des événements. En effet, le peuple russe a été réduit en quelque sorte à un rôle de « véhicule » des idées politiques nouvelles de l'élite. Une telle vision des événements explique beaucoup mieux l'importance contemporaine des oligarques, la situation économique difficile des moins biens nantis et les accrocs à la démocratie que l'Ouest reproche à la Russie.

En somme, nous voyons que cette explication, tout comme les deux précédentes, ne cadre pas parfaitement avec le cas à l'étude ; de plus, l'utilisation de la théorie « inverse » de Gramsci implique qu'aucun parallèle historique ne peut être tiré. Finalement, cette théorie a aussi le défaut d'en dire très peu sur l'impulsion initiale au changement. Ainsi, le changement russe de 85-91 semble demeurer un cas unique, à l'image du pays où il a pris place.

Implications pour la création du discours

Il est donc difficile de catégoriser clairement les événements survenus en URSS dans la période à l'étude. Clairement, il ne semble pas y avoir eu révolution puisqu'en 85 les conditions structurelles d'une révolution n'étaient pas réunies, que pendant la chute de l'URSS la participation populaire était faible et qu'après les événements le résultat n'avait pas été atteint, c'est-à-dire un changement dans les élites. Il ne semble pas non plus s'agir d'une modernisation réussie, puisque la situation de stagnation économique qui a lancé le processus n'a pas été corrigée, que la coercition n'a pas été utilisée avec succès et que le système n'a pas survécu. Finalement, il ne s'agit pas non plus d'une révolution passive dans le sens original de Gramsci, car le système économique a changé de façon importante et que certaines élites sont

¹⁴ Surtout à l'époque de Eltsine.

restées en place ; d'un autre côté, il ne s'agit pas non plus d'une révolution passive « inverse » car les réseaux économiques sont demeurés et le Parti Communiste a perdu son emprise sur l'appareil d'État.

Toutefois, ces trois approches ont un point en commun : toutes trois nécessitent à un point ou un autre une forme de discours pour légitimer ou pour amener à l'action. Dans le cas d'une révolution, il faut bien entendu créer un mouvement, une unité. Dans le cas d'une révolution passive, il faut soit assurer la non-participation des masses en créant chez elle la confiance en une partie ou l'autre de l'élite, soit les amener à défendre un point de vue en faisant valoir le bénéfice qu'elles y gagnent. Dans le cas de la modernisation, la nécessité du recours aux masses est moins évidente.

Selon O'Donnell,

Une autre sous-coalition [la minorité réformatrice] conclura que la tentative bureaucratique-autoritaire [dans le cas d'un régime plutôt temporaire qui sert à « redresser » une situation] a irrémédiablement échoué. En supposant que la participation ouverte à un système politique qui a échoué sera dommageable pour leurs intérêts, les membres de cette sous-coalition choisiront de s'extirper rapidement [...] Tant et aussi longtemps que leur tentative de se désengager « réouvre le jeu » à d'autres acteurs politiques, elle [la sous-coalition] peut obtenir plus de support « externe » que l'option de continuité. Mais le soutien externe pour la sous-coalition [s'extirpant] est limité parce que ses motifs sont suspects et parce que les politiques bureaucratiques-autoritaires ont produit une intense désaffection dans les secteurs dont le support est maintenant recherché¹⁵.

Selon nous, cette vision de modernisation « ratée » explique très bien les motivations des réformateurs à utiliser le mouvement démocrate, seul apte à mobiliser le secteur dont l'appui est recherché, la population. En effet, vers la fin de la perestroïka, les gens ne peuvent que constater l'échec des réformes économiques et de la démocratisation du Parti, mais un appui généralement bon semble exister pour le maintien d'un programme de démocratisation de la société¹⁶. De plus, cet échec économique ne peut qu'accroître le soutien à des réformes économiques radicales semblables à celles de Grande-Bretagne et des États-Unis, dans

¹⁵ O'Donnell, *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism*, 105

¹⁶ Hough. *Democratization and Revolution in the USSR 1985-1991*. 112

l'espoir d'atteindre le même succès (réel ou imaginaire) à l'aide des mêmes outils néo-libéraux. En somme, dans la société post-totalitaire, la seule aide que peut aller chercher une coalition minoritaire en dehors de l'état réside dans le peuple, et en créant un discours associant marché et démocratie il s'assure le soutien de celui-ci dans la lutte contre le centre. En fait, la modernisation ratée est devenue révolution passive « inverse », et le cours des événements fût scellé.

En somme, bien qu'il soit difficile d'établir avec précision quelle sorte de changement est survenu en URSS entre 85 et 91, les trois types de changements présentés nécessitent tous que l'on « vende » nos idées aux masses de sorte à obtenir leur participation ou leur inaction. Toutefois, aucun de ces modèles n'offre une explication comparable à celle du double-mouvement pour expliquer les points suivants :

- quel est le rôle des idées dans la construction d'une alternative définie au pouvoir en place ?
- comment permettent-elles de construire l'in vraisemblable coalition entre les ouvriers réclamant plus de démocratie et de socialisme et, entre autres, des *apparatchiks* soucieux de tirer leur épingle du jeu ?
- et finalement, comment les idées permettent d'effectuer ce changement sans violence massive ?

Pour explorer toutes ces questions, nous nous tournons vers l'interprétation qu'a fait Mark Blyth de la théorie du double-mouvement de Polanyi, et ce à la lumière des « révolutions » néo-libérales qui ont eu lieu en Occident dans les années 80.

Le double-mouvement ou le rôle des idées dans le changement institutionnel

Bien qu'il puisse sembler un peu gros de présenter les événements survenus entre 1986 et 1991 en URSS comme un changement institutionnel, il est évident qu'ils en partagent

plusieurs caractéristiques. Une bonne partie des élites est demeurée en place sans toutefois utiliser massivement la coercition ; un changement important du paradigme philosophique définissant le rôle de l'État dans la société est survenu ; et finalement les institutions reposant sur ce paradigme ont connu des changements majeurs ou ont disparues. Bien entendu, on pourrait dire que lorsque l'épine dorsale de l'architecture institutionnelle change aussi fondamentalement, il est malaisé de parler simplement de « changement institutionnel ». En effet, le passage de l'unipartisme¹⁷ au multipartisme (apparent, du moins), l'attribution de libertés individuelles, tant politiques qu'économiques, ainsi qu'une plus grande ouverture sur le monde peuvent être considérés comme autant de signes que nous avons à faire à bien plus qu'un maigre changement institutionnel ; toutefois, plusieurs de ces transformations avaient été amorcées dans le cadre de l'architecture gouvernementale soviétique, ce qui implique que leur avènement n'était pas nécessairement dépendant d'un changement radical dans la nature du gouvernement. De plus, si l'on considère la définition d'une institution comme étant, entre autres, celle d'un comportement humain répété avec le temps¹⁸, on voit en fait que plusieurs institutions soviétiques n'ont pas disparu mais se sont simplement modifiées : le système politique russe est aujourd'hui virtuellement unipartiste, les libertés dont bénéficient les Russes sont remises en doute de tous côtés et l'ouverture sur le reste du monde est elle aussi en mutation, en particulier après la « Révolution Orange » en Ukraine. En somme, malgré ses défauts, nous croyons à l'apport théorique que peut véhiculer cette conception, surtout en ce qui a trait au rôle des idées dans la création de coalitions et dans le changement institutionnel, à l'impulsion initiale de ce changement et à l'utilisation des masses au cours de ce processus.

¹⁷ PCUS

¹⁸ www.mdx.ac.uk/www/study/sshglo.htm et www.wordreference.com Cette définition n'est bien sûr pas la seule. Elle exclut toute définition d'institution « physique » ou d'architecture institutionnelle. Néanmoins elle est prise ici au sens de comportement institutionnalisé.

Dans son livre *Great Transformations : Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Blyth observe une dichotomie infructueuse dans l'étude des institutions en science politique, soit celle entre l'institutionnalisme historique et l'institutionnalisme rationnel¹⁹. Ces derniers tiennent pour antérieures les préférences des agents, et « [conséquemment] les institutions ne peuvent être vues que comme des produits instrumentaux utilisés par les individus pour maximiser leurs utilités respectives.²⁰ » Toutefois, cette théorie ne cadre pas selon l'auteur avec la réalité puisqu'elle sous-tend un monde beaucoup plus instable que celui dans lequel nous vivons en réalité²¹. À l'opposé, l'école de l'institutionnalisme historique considère les institutions comme étant antérieures, et structurant donc les préférences individuelles. Toutefois, ces théories sont incapables d'expliquer les divers changements qu'éprouve l'architecture institutionnelle, car celles-ci « prédi[sent] un monde de stabilité, de *path-dependance* et de persistance.²² » Pour l'auteur, la cause de cet échec aux deux opposés du continuum est l'incapacité de ces théories à prendre en compte le rôle des idées ; conséquemment, l'objectif que se donne l'auteur est d'explorer le rôle de celles-ci dans le changement institutionnel.

Conséquemment, l'auteur concède que les institutions contribuent à former les idées, mais ajoute que ces dernières contribuent aussi à former la conscience qu'a un agent de son intérêt. L'auteur se réfère au concept d'incertitude selon Knight. Pour ce dernier,

dans une situation de risque, la distribution de l'issue dans un groupe d'instances est connue...[c'est-à-dire, des probabilités peuvent être assignées à des issues possibles]... alors que dans le cas de l'incertitude...il est impossible de former un groupe d'instances puisque la situation qui se présente est à un haut degré unique²³.

Pour Blyth, la contraction et les ratées économique sont une telle situation d'incertitude.

Conséquemment,

¹⁹ Mark Blyth, *Great Transformations*, 18

²⁰ *Ibid.*, 19

²¹ *Id.*

²² *Id.*

²³ *Ibid.*, 31. En somme, il est impossible de prévoir les possibilités qu'une option en particulier se produise dans une situation d'incertitude, car cette dernière est souvent incomparable.

Des ensembles complexes d'idées, telles que les idées sur le fonctionnement de l'économie, permettent aux agents d'ordonner et d'intervenir dans le monde en alignant les croyances, désirs et buts des agents... [Cette situation] est compliquée par un autre facteur [:] dans le monde économique... les idées qu'ont les agents à propos de l'impact de leurs actions, et celles des autres, forment les issues elles-mêmes²⁴.

Ainsi, pour l'auteur il est très clair qu'en période d'incertitude et, à plus forte raison, de crise économique, les idées économiques jouent un rôle majeur : elles servent non seulement à réduire l'incertitude des agents, mais servent aussi de guide pour l'action, en ce sens qu'elles offrent aux agents une certaine certitude que leurs actions s'inscriront dans un cadre global qui aboutira à un résultat donné. En fait cette théorie est basée sur l'idée du double-mouvement de Karl Polanyi, qui en étudiant la reprise en main de l'économie par le gouvernement américain sous Roosevelt, en était venu à la conclusion qu'un changement dans les conditions économiques pousse les classes défavorisées à demander la protection de l'État, ce qui entraîne en retour un changement institutionnel. Quelque part au cours de ce double-mouvement se produit un changement de paradigme dans les idées économiques dominantes, particulièrement alors qu'il s'agit de proposer une architecture institutionnelle différente à l'État. Plus précisément, Blyth propose un schéma expliquant le rôle des idées économiques dans le changement institutionnel en découpant celui-ci en 5 étapes distinctes :

1. « En période de crise économique, les idées (et non les institutions) réduisent l'incertitude. »
2. « Suite à la réduction de l'incertitude, les idées rendent l'action collective et la construction de coalition possibles. »
3. « Dans la lutte au sujet des institutions existantes, les idées sont des armes. »
4. « Suivant la délégitimation [*delegitimation*] des institutions existantes, les nouvelles idées agissent comme des plans [*blueprints*] institutionnels. »

²⁴ *Ibid.*, 32-33

5. « Suivant la construction institutionnelle, les idées rendent la stabilité institutionnelle possible ²⁵»

Blyth teste dans son ouvrage la validité de cette hypothèse avec quatre cas aux extrêmes de la réglementation économique en Occident, soit la construction et la déconstruction du libéralisme réglementé²⁶ aux États-Unis et en Suède. Par libéralisme réglementé, l'auteur entend une économie où l'État joue un fort rôle dans la réglementation économique, dans la planification de la production et dans l'arbitrage des relations de travail ; dans cette situation, l'État est la locomotive économique. L'auteur démontre qu'à la fin des années 70, les idées néo-libérales du monétarisme, des *rational expectations*, du *public choice* et du *supply-side* ont été utilisées dans ces deux pays par les milieux d'entreprise et de finance pour attaquer le rôle de l'État dans l'économie²⁷ ; ces idées ont été présentées comme étant les seules solutions possible au problème de stagflation qui minait les économies keynésiennes d'Occident à l'époque.

Nous reprenons pour notre travail cette hypothèse : pour nous, les milieux intéressés par le passage au marché ont utilisé les idées néo-libérales nommées ci-haut pour attaquer la légitimité de l'énorme rôle économique du PCUS, et ce de manière croissante au fur et à mesure que la crise économique en URSS s'aggravait. Plus particulièrement, nous nous intéresserons aux étapes 1 à 3 de l'utilisation des idées, à savoir la réduction d'incertitude, la construction de coalitions et les attaques contre l'ancien régime. L'utilisation de cette théorie comporte plusieurs avantages. Tout d'abord, Blyth s'intéresse justement à l'utilisation des idées néo-libérales dans la déconstruction du libéralisme réglementé. Par exemple selon ces idées, les crises économiques sont causées ou aggravées par le gouvernement qui représente en fait l'essence du problème²⁸ ; de plus, le modèle keynésien de stabilisation et

²⁵ *Ibid.*, 35, 37, 39, 40, 41.

²⁶ *Embedded liberalism*

²⁷ *Ibid.*, 139 et suivantes

²⁸ *Ibid.*, 145

d'interventionnisme gouvernemental nécessite, toujours selon ces idées, une « duperie » permanente des agents économiques²⁹, une brèche évidente aux idéaux démocratiques de gouvernance populaire. On voit donc très bien comment ces idées peuvent être utilisées pour attaquer le rôle de l'État soviétique, en présentant celui-ci comme la source du problème, et ses politiques d'investissement social et de contrôle de la production comme une source de contraintes antidémocratiques. De plus, cette théorie permet de répondre aux trois questions posées plus haut. Tout d'abord, on comprend avec cette théorie le rôle central qu'occupent les idées économiques dans le changement. Celles-ci ont permis selon nous l'incroyable rapprochement entre la *nomenklatura* et les ouvriers : selon Blyth, les idées économiques permettent non seulement de définir le problème auquel les agents sont confrontés mais aussi ses solutions. Et puisque les facettes de ce problème et de ses solutions sont multiples, il est possible de présenter à une multitude d'agents de nature différente les gains que chacun peut réaliser en promouvant un changement de paradigme³⁰. Comme nous en discuterons plus longuement dans la section méthodologie, outre les gains économiques promis par le néolibéralisme, c'est surtout sa présentation du marché comme un fondement important de la démocratie qui a selon nous permis la construction d'un pont entre les classes économiques et les divers intérêts politiques. Finalement, il devient très clair qu'une telle construction de coalition permet un passage non-violent, ce qui est essentiel dans notre cas puisque la partie dite réformiste ne contrôlait pas, durant la période à l'étude, les instruments de répression. De plus, en offrant un schéma d'alignement des actions individuelles sur le résultat global, les idées économiques, à plus forte raison celles du marché, donnent l'impression aux agents individuels d'agir en fonction de l'intérêt du groupe par leur comportement individuel ; ceci

²⁹ *Ibid.*, 143. « Thus, rational expectations theorists argued that the agents depicted in these Keynesian models must in some sense be « fooled » all the time for interventionism to work »

³⁰ *Ibid.*, 38 « Such ideas overcome free-riding problems in two principle ways : by building bridges across class and consumption categories through the redefinition of agent's interests, and by defining the common ends of action. »

permet ainsi de réduire l'apparence de chaos et contribue à permettre une transition sans violence.

En somme, si l'on applique ce modèle aux événements à l'étude, nous pouvons postuler que le passage du socialisme au capitalisme a été une sorte de changement institutionnel dans lequel le discours économique, porteur des idées, a joué un rôle fondamental. Dans un moment de crise économique et donc d'incertitude, celui-ci a permis de réduire l'incertitude, de construire des coalitions en faveur des réformes économiques et de délégitimer l'ordre existant au profit du capitalisme, préparant donc le terrain pour les réformes radicales de 1992. Dans ce processus, nous croyons que l'idée centrale ayant permis le « pacte » entre les supporters du marché et les ouvriers a été une facette bien précise du néo-libéralisme, à savoir sa vision du marché comme élément central de la démocratie. Finalement, comme dans les cas que Blyth étudie, nous croyons que les groupes qui ont le plus supporté ce changement de paradigme sont de deux ordres : en premier lieu, les milieux économiques et d'entreprise qui ont vu un intérêt évident dans la privatisation et le retrait de l'État, et ensuite ces économistes qui avaient une foi sans bornes dans les capacités du modèle économique néo-libéral. Ainsi, nous pouvons postuler plus logiquement que ces acteurs ont cherché à diffuser les idées attirantes du néo-libéralisme dans le discours économique de la perestroïka. Pour vérifier notre hypothèse, il ne nous reste plus qu'à articuler celle-ci à l'intérieur d'un cadre méthodologique précis et à la tester.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie occupe une place centrale dans notre analyse ; plus qu'un outil ou un guide, elle est elle-même le cœur de la recherche. C'est pourquoi nous y consacrerons une attention importante. En effet, qui dit analyse du discours politique dit probablement aussi analyse de contenu ; or, ce type d'analyse vient avec son propre corpus méthodologique, ses propres règles et problèmes que nous nous devons de résoudre dans un cadre adapté à notre problématique.

Dans cette section, nous verrons d'abord ce qu'est l'analyse de contenu et ce qu'elle suppose au point de vue méthodologique ; nous verrons aussi les problèmes qui sont communément associés à ce type d'analyse, comment ceux-ci s'articulent dans le cadre de notre recherche et comment nous pouvons les solutionner. Par la suite, nous ferons un bref survol des différents discours économiques de la perestroïka, ce qui nous permettra de définir nos variables et de construire notre grille d'analyse.

Analyse de contenu : méthodologie et problèmes

« L'analyse de contenu est une méthodologie de recherches qui utilise un ensemble de procédures pour faire des inférences valides à partir d'un texte.¹ » Selon Nicole Gagnon, le but de l'étude d'une communication de masse est de déterminer « *qui dit quoi à qui, comment, pourquoi et avec quel effet.*² » Dans notre recherche, cette définition du fonctionnement et des buts de l'analyse de contenu circonscrit plus aisément les hypothèses auxquelles nous pouvons nous attaquer de manière réaliste :

¹ Robert Philip Weber. *Basic Content Analysis*. (Beverly Hills : SAGE publications. 1985) 9 « Content analysis is a research methodology that utilizes a set of procedures to make valid inferences from text »

² Nicole Gagnon. *Méthode quantitative de l'analyse de contenu*. (Québec : Presses de l'Université Laval. 1985) 5

- Il nous est aisé de repérer *qui* s'exprime ; il s'agit soit de l'auteur du texte ou, dans le cas d'une entrevue, de la personne qui est visée par celle-ci. Toutefois, une telle approche serait résolument incapable de dégager des tendances générales dans la création du discours, vu la quantité d'intervenants et la durée du phénomène à l'étude ; c'est pourquoi nous préférons nous tourner vers une approche plus « macro » qui associe l'auteur ou la personne qui émet une opinion à l'organisation ou à la profession qu'il représente. Nous reviendrons sur ce point en étudiant le *pourquoi* de la communication de masse.
- Le *quoi* est certainement la partie la plus problématique de notre démarche ; en effet, comment cerne-t-on un discours pro-marché ? En fait, qu'est-ce qu'une économie de marché et, plus particulièrement, comment se manifeste-t-elle dans les transformations que vit le système socio-économique soviétique durant la période étudiée ? Pour comprendre ce qui constitue un discours pro-marché dans ce cadre, il faut faire contraster celui-ci en relation avec le système économique traditionnel de l'URSS, appelé ici « système de commandement administratif » (SCA), et les nouveaux mécanismes économiques imaginés par Gorbatchev. Nous interpréterons donc les différences entre ces deux visions de l'économie soviétique et une économie néo-libérale³ à la lumière des innovations qu'elles apportent ou non au système économique antérieur. C'est donc sous la forme d'un certain « continuum de l'idéologie économique » que nous pouvons nous représenter l'évolution du discours économique. Nous nous attarderons à quatre secteurs des idées économiques qui définissent particulièrement bien la position d'un discours donné sur ce continuum, soit :

³ Puisque très clairement elle constitue, comme nous le démontrerons plus tard, l'inspiration tant académique qu'idéologique des principaux ténors des réformes radicales, de Shelev et Shatatalin à Popov en passant, bien sûr, par Gaïdar.

- La reconnaissance de l'existence de problèmes économiques et les solutions possibles ;
- La place de l'État dans la gestion de l'économie ;
- La provision de services publics par l'État ; et
- Le type de propriété et l'attitude face à la richesse.

Nous définirons plus loin dans cette section comment s'articuleront exactement la classification et l'évaluation de ces points.

- Nous supposons que le message s'adresse aux citoyens de l'URSS. Ici un problème survient ; le journal que nous utilisons, *Moscow News*, est en fait principalement destiné à l'exportation dans les pays étrangers. Toutefois, cela ne constitue pas pour nous un problème grave puisque :

- i. Il est aussi lu en URSS ;
- ii. En tant que journal officiel destiné à l'étranger, nous supposons qu'il reflète sinon la vue des hautes instances du Parti, du moins celles d'une partie de l'élite soviétique. Plus tard, il deviendra de plus indépendant (1990) ; et
- iii. Il est le seul journal soviétique de langue anglaise et/ou française disponible dans les milieux universitaires québécois dont la couverture inclut la période étudiée.

Pour les besoins de l'analyse, nous supposons avec une marge d'erreur jugée minimale que le message véhiculé dans *Moscow News* s'adresse aux soviétiques.

- Le *comment* se bornera dans notre cas à l'utilisation du canal mentionné ci-haut, soit le journal *Moscow News* ; la forme de la communication est toutefois variable. Il s'agit soit d'articles théoriques, d'entrevues, de lettres de citoyens ou de reportages sur des expérimentations socio-économiques en cours. Nous avons par contre choisi de soustraire à cette analyse le courrier de l'éditeur, puisqu'il est en grande partie

constitué de lettres en provenance de l'étranger ; conséquemment, la qualité du contenu de ces lettres est d'un niveau très inégal et le processus de sélection de celles-ci pousse l'utilisation propagandiste potentielle du journal à un niveau qui est plus difficilement pondérable pour une analyse sérieuse, sans compter qu'il est difficile de juger de l'influence des idées provenant de l'étranger sur les attitudes des citoyens soviétiques.

- Le *pourquoi* est une autre pierre d'achoppement ; en effet, nous pouvons supposer qu'une personne qui défend les thèses du marché en réaction à une économie planifiée croit que celle-ci peut offrir de meilleurs résultats. Toutefois, ce but peut être en quelque sorte intermédiaire ; comme nous l'avons démontré dans le cadre théorique, l'utilisation des idées économiques en vue d'un changement institutionnel se situe en marge de la définition des intérêts rationnels et l'on peut donc supposer que les motivations réelles sont multiples et variables. Il peut s'agir d'un intérêt économique rationnel ou du désir d'amener le peuple à l'action ou, au contraire, à l'inaction dans le but de se maintenir au pouvoir ou de conquérir celui-ci ; ou encore, il peut s'agir d'une réelle croyance dans les bienfaits d'une économie de type occidental pour la Russie. Il nous paraît donc impossible de discerner quel est le but final des acteurs pro-marché. Toutefois, certains indices peuvent orienter cette réflexion :

- Certains ont défendu très tôt les bienfaits d'une économie de marché, c'est-à-dire vers 86-87 ; à ce moment, il pouvait non seulement être dangereux de faire ceci en opposition avec la position officielle du Parti⁴⁵, mais puisqu'il

⁴ Il ne faut pas oublier que Mikhaïl Gorbatchev, à son accession au pouvoir, à tout de même procédé au plus grand remaniement de personnel depuis l'époque de Staline ; il était donc difficile durant les premières de prévoir si une trop grande critique du centre serait acceptée. Ce n'est que plus tard qu'est devenue évidente la résolution de Gorbatchev à tolérer l'ouverture et la discussion coûte que coûte, avant le splendide revirement de 90.

n'était aucunement question d'abandonner les principes fondamentaux de la gestion socialiste, il était plus difficile de percevoir de vastes opportunités d'enrichissement personnel. Par opposition, lorsque les structures et processus de la propriété privée et du marché ont commencé à être mis en place (à partir de 88, et plus particulièrement de 89), il était très avantageux pour certains de participer à l'économie privée et donc de militer pour son expansion ou à tout le moins sa codification irréversible dans la loi⁶. Le *moment* de l'intervention nous apparaît donc comme important afin de déterminer l'objectif poursuivi par l'émetteur ; et

- Certains secteurs de l'État, organisations ou personnes, ont mieux réussi la transition que d'autres ; nous avons parlé par exemple de l'économie de la « jeunesse dorée » du *Komsomol* ; d'autres secteurs, comme la finance ou le commerce de détail ont bénéficié de la transition. Par opposition, des secteurs comme l'industrie lourde et le militaro-industriel en ont largement souffert⁷. Pour cette raison, la *provenance* de la personne qui s'exprime revêt un caractère important ; c'est pourquoi nous classerons les intervenants selon leur organisation et/ou profession.

- Finalement, il n'est pas dans nos objectifs de déterminer *avec quel effet* s'effectue la dissémination de ces nouvelles idées économiques. Tel que discuté plus tôt, le rôle

⁵ Par exemple, dans Pekka Sutela, *Economic Thoughts and Economic Reforms in the USSR*, celle-ci dit : "Several [economists] – Ambartsumov, Lisichkin, Latsis and Shmelev among them – were already discussing the mixed economy of the New Economic Policy of 1921-8 as an alternative model of socialism in the early eighties, when it was less fashionable to do so [c'est nous qui mettons en italique]" 126

⁶ Peter Reddaway et Dmitri Glinsky parlent largement de ce point, entre autres en soulignant que Gorbatchev a tenté de ramener le Komsomol sur le droit chemin après que celui-ci ait tenté d'utiliser ses privilèges particuliers pour fonder une sorte d'empire financier.

⁷ Il est évident que dans suivant les grandes lignes du programme d'économie de marché, tous les secteurs qui dépendaient largement de l'État ou qui produisaient des matières premières ou des produits intermédiaires (matériaux) ne survivraient pas à l'entrée de la compétition. Alors que dans les économies modernes d'Occident, le marché oriente automatiquement la production vers les secteurs à forte demande, en URSS le secteur 2 (produits de consommation) était largement défavorisé, pour plusieurs raisons, au profit du secteur 1 (industrie lourde et produits intermédiaires).

des idées économiques varie en fonction de la phase du changement institutionnel ; or puisque le changement institutionnel à l'étude est survenu en quelque sorte après la période à l'étude, l'effet du discours est en dehors du cadre de notre recherche. Nous pouvons toutefois supposer, à l'aide de notre cadre théorique, que l'effet recherché et probablement atteint vu le changement qui a eu lieu, est l'appui populaire ou du moins l'inaction face aux réformes économiques radicales. Il est toutefois impossible de déterminer la part de cette inaction qui revient au discours pro-marché de celle qui vient des habitudes tirées de l'époque soviétique, du manque d'informations, du manque d'intérêt ou, comme le dit Roche, de la constitution d'un État démocratique mais à tendance autoritaire.

Donc, à la lumière de ces possibilités méthodologiques, de notre cadre théorique et de notre problématique, il est maintenant possible d'énoncer nos hypothèses de travail :

- H1. Nous supposons qu'il y a eu, au cours de la période allant de 86 à 91, la diffusion dans les médias russes d'idées économiques soutenant une économie privée de type occidental et qui présentaient celle-ci comme un pré-requis à la démocratie, pour amener les mouvements démocratiques et populistes à appuyer ce type d'économie.
- H2. Nous supposons que les principaux propagateurs de ces idées, de par la nature de leur organisation, de leur profession ou de leur position économique, défendent ces idées économiques principalement pour l'une des deux raisons suivantes : soit ils croient à leur efficacité réelle et au bien qu'elles peuvent apporter à la Russie, soit ils y voient une source potentielle de bénéfice personnel. Comme indicateur possible de cette distinction, nous supposons que l'organisation ou la profession dont proviennent ces propagateurs, ainsi que le moment de leur

intervention dans l'évolution du discours sont les deux indices qui peuvent aider à estimer le but de ces acteurs.

Il nous reste maintenant à déterminer et les problèmes méthodologiques qui découlent de ces hypothèses, et à construire une démarche de cueillette de données et d'analyse qui permettra de résoudre ceux-ci.

En effet, comme toute méthode quantitative, l'analyse de contenu comporte un degré important de simplification de la réalité et d'abstraction. Dans notre cas, les problèmes sont de deux ordres : ce qu'on peut appeler le *face-validity* et la fiabilité de l'analyse⁸.

Selon Robert Weber, un des principaux problèmes de l'analyse de contenu est le fait qu'elle repose largement sur la relation entre la définition d'un concept par le chercheur et sa définition des catégories qui le mesure⁹. Dans notre cas, ce problème est double ; en effet, le concept à l'étude est difficile à circonscrire et il n'est pas plus aisé de mesurer la *diffusion* de ce concept. Tel que mentionné, la question *qu'est-ce qu'une économie de marché ?* est en soi problématique, puisqu'on s'entend généralement pour inclure dans ce concept pratiquement les deux-tiers des économies nationales, qui vont pourtant de social-démocraties fortement exclusives et nationalistes comme en Scandinavie à des économies très libérales, inclusives et avec une faible protection sociale comme aux États-Unis. Même si l'on réussit à définir ce que l'on entend par économie de marché en relation au contexte soviétique, il n'est pas nécessairement plus aisé de détecter ses manifestations dans le discours. Est-ce qu'un économiste qui vante les politiques monétaires restrictives en opposition au « rouble flottant »¹⁰ s'inscrit nécessairement comme partisan de l'économie de marché ? Il ne faut pas oublier que ce qui peut nous sembler très économiquement directif et contraire aux principes

⁸ Weber, *Basic Content Analysis*, 16, 19.

⁹ *Ibid.*, 19.

¹⁰ Durant la période soviétique, le rouble a été artificiellement maintenu à une valeur proche du dollar américain, et ce pour des raisons purement politiques, par exemple le besoin de présenter l'URSS comme supérieure aux États-Unis. L'échange se faisait donc à un taux avantageux.

de l'économie libérale pouvait à l'époque sembler un pas révolutionnaire vers le capitalisme. Par exemple, en opposition avec le système de commandement administratif, le fait pour l'État de fonctionner par contrat avec les producteurs était en 87 une révolution ; or le fait que 70% de la production soit à l'époque ainsi organisée paraît aux Occidentaux comme un frein étatique à l'économie. Il est donc nécessaire de représenter l'évolution des idées économiques en opposition à la situation précédente ; et il est nécessaire de relever de manière systématique les indicateurs de cette différenciation pour observer les variations du discours. Conséquemment, la toute première étape sera de circonscrire les différents discours économiques observables durant cette période. Toutefois, avant d'explicitier ces idées, nous allons tenter de résoudre notre deuxième problème méthodologique.

Le problème de la fiabilité est central à toute analyse à prétentions scientifiques. Selon Weber, elle est de trois types dans l'analyse de contenu ; en ordre croissant, il s'agit de :

1. La stabilité, lorsqu'une seule personne effectue le codage ;
2. La reproductibilité, lorsque plus d'une personne code ; et
3. L'exactitude, où intervient un standard ou une norme pour le codage.¹¹

Dans notre situation, il nous est impossible pour des raisons très simples de prétendre à la reproductibilité ; nous ne disposons pas des ressources financières nécessaires à l'emploi d'un grand nombre de codeurs. À plus forte raison, il est essentiel selon cet auteur que le travail des codeurs soit superposé ; c'est-à-dire que plusieurs d'entre eux doivent coder le même texte pour détecter un biais, la donnée utilisée pour l'analyse étant alors une transformation mathématique des données agrégées des codeurs. Dans notre cas, le peu de fonds qui ont pu être utilisés pour employer un codeur alternatif ont dû être dirigé vers un codage juxtaposé et non superposé, c'est-à-dire que notre codeur alternatif a codé des données différentes. D'un autre côté, nous ne pouvons nous contenter de la stabilité, puisque tel que discuté plus haut, le

¹¹ *Ibid.*, 16.

problème de *face-validity* est extrêmement fort dans notre analyse ; et en conséquence, une fiabilité basée sur la stabilité laisserait une trop grande place à l'interprétation personnelle du chercheur, à plus forte raison lorsque les concepts en jeu sont quelque peu flous.

Il apparaît donc que la solution aux deux problèmes méthodologiques auxquels nous faisons face réside dans l'utilisation de l'exactitude comme norme de fiabilité, c'est-à-dire par la création d'un standard ou d'une norme de codage extrêmement précise et rigoureuse, dans laquelle les concepts sont définis de manière statique et sont articulés dans un système de codage à catégories mutuellement exclusives. Comme le dit Nicole Gagnon,

Le chercheur doit formuler des règles d'interprétation qui explicitent le raisonnement sur lequel il se fonde pour garantir la validité de sa mesure et qui réduisent la subjectivité de l'opération de codage, i.e. augmentent la sûreté de la mesure¹².

La prochaine étape de notre démarche est donc cette définition de concepts et l'articulation d'une grille de codage pour appuyer leur représentation. Pour ce faire, nous explorerons les trois discours principaux que l'on peut retrouver durant cette période et qui portent sur les idées économiques, à savoir le système de commandement administratif, le discours réformiste de Gorbatchev et le discours des réformes radicales. L'exploration de ces différents discours nous permettra d'extraire les éléments nécessaires à la création d'un système de codage le plus exact possible.

Les différents discours économiques de la perestroïka

Dans cette section, nous étudierons les principaux discours économiques que l'on peut répertorier durant la perestroïka. Tel qu'expliqué plus haut, ils sont selon Roche au nombre de trois : le discours supportant le maintien du système de commandement administratif, celui de Gorbatchev et celui des réformistes radicaux. Nous pourrions ajouter à ce nombre un quatrième discours, soit celui provenant des travailleurs et du peuple en général, demandant

¹² Gagnon, *Méthode quantitative de l'analyse de contenu*, 26

plus de démocratie et plus de liberté économique, mais aussi le maintien des garanties sociales de l'État soviétique ; toutefois, ce discours ne s'inscrit pas réellement dans le continuum des idées économiques durant la perestroïka puisqu'il est en fait un agrégat de positions diverses. De plus, puisque nous nous intéressons aux idées qui ont émergé de l'élite, ce discours est quelque peu en dehors de notre cadre d'analyse ; pour cette raison, nous choisissons de le laisser de côté.

Les conservateurs et le maintien du système de commandement administratif

Le 3 juillet 1990, Yegor Ligachev, un membre influent du Comité Central du PCUS, critique Gorbatchev et lui reproche d'être allé trop loin dans les réformes économiques¹³. On entend le même son de cloche du côté de Nikolaï Ryzhkov en 1991 ; les critiques de la perestroïka forment ceux que l'on appelle traditionnellement les *conservateurs* en Occident. L'idéologie économique dont ils se réclament est l'idéologie classique de l'État soviétique, dont les deux meilleures explications sont celles de Popov, soit le système de commandement administratif, et celle de Shatalin et Gaïdar (notamment), soit l'économie de négociations [*bargaining*]. Nous utiliserons ici la vision de Popov comme fondement de l'idéologie économique conservatrice et ce pour deux raisons : premièrement, elle est la plus populaire, et à défaut de représenter parfaitement la réalité, elle exprime du moins l'objectif de l'économie politique soviétique classique soit le contrôle absolu du centre sur l'économie, sous formes de commandements administratifs¹⁴. En effet, un des traits de l'économie politique soviétique héritée du Staline est de soumettre l'économie à la volonté du politique¹⁵. Par exemple, toute forme d'auto-gestion est perçue comme diminuant l'autorité du centre et doit donc être rejetée ; c'est cette perception qui dominera jusqu'à la fin de la période brejnévienne¹⁶.

¹³ Aslund, Anders, *How Russia Became a Market Economy*. (Brookings Institutional Press : 1995) 319-320

¹⁴ Pekka Sutela, *Economic Thought and Economic Reform*, 140

¹⁵ Jacques Lévesque, Notes de Cours, UQAM, 2004.

¹⁶ Sutela, *Economic Thought and Economic Reform*, 76

Ce système provient de la conception de l'économie socialiste comme d'une gigantesque usine, conception élaborée par Kautsky et Lénine et reconfirmée dans le programme de 1961 du PCUS. Les points essentiels de ce système sont les suivants :

- Seule la propriété publique est valide ;
- Toute la gestion et la planification s'effectuent à partir d'un centre unique, selon un modèle d'organisation hiérarchique ;
- Il n'y a aucun besoin pour les marchés et pour la monnaie ; cette dernière peut par contre être utilisée de manière passive pour la comptabilité ;
- Il n'y a aucune distinction entre l'économie et la politique, entre l'État et la société civile. Toute chose est politique ; et
- Finalement, tous les secteurs économiques peuvent être gérés de la même manière que l'industrie. Il n'y a aucun besoin de différencier le secteur de la consommation par exemple¹⁷.

Bien entendu, des changements à l'intérieur de ce cadre sont possibles, comme on l'a vu très fréquemment, sous forme d'une nouvelle politique économique. Les *objectifs* sont modifiés et de nouveaux secteurs sont mis en priorité. Il peut aussi y avoir un changement dans les *techniques*, particulièrement au niveau de la planification : plusieurs économistes soviétiques ont longtemps réfléchi à l'utilisation de simulations de marché, à l'utilisation des ordinateurs, ou à des réorganisations des organisations de gestions, que ce soient les *khozraschet* ou les *sovmarkhoz* de Khrouchtchev¹⁸. L'autre changement possible concerne l'incorporation massive des fruits de la science à la production et à la gestion, en accord avec l'idée de Marx selon laquelle la science doit servir au bien général. En exemple de cela, Lénine suggérait l'électrification massive de la Russie pour sortir du communisme de guerre,

¹⁷ *Ibid.*, 131

¹⁸ *Ibid.*, 106, 140-141

pour augmenter la production et pour démontrer le bien-fondé du socialisme¹⁹. Finalement, l'on peut aussi recourir à différentes campagnes idéologiques ou disciplinaires pour tenter de stimuler l'économie ou modifier son orientation²⁰ : on peut penser, par exemple, à la campagne des Terres Vierges de Khrouchtchev, aux nombreuses campagnes anti-alcool ou, de manière plus générale, à la propagande et à la répression sous Staline.

En somme, les défenseurs de cette idéologie, qui occupaient le haut du pavé jusqu'à la mort de Brejnev en 82, croient fermement aux institutions en place, à la suprématie du Parti, au contrôle du centre, à l'efficacité des solutions traditionnelles soviétiques (changements techniques, changements dans la planification, discipline). Ils s'opposent généralement à la libéralisation et à l'auto-gestion, et de fait sont contre toute forme de propriété privée. Bien que largement décriés, les défenseurs de cette vision de l'URSS demeurent bien vivants tout au long de la période à l'étude ; s'en réclameront tant Nina Andreeva, dans sa lettre de 1988 au journal *Sovietskaya Rossiya*, intitulée *Je ne puis renier mes principes*, que les putschistes d'août 1991.

Gorbatchev et le renouveau du socialisme

Tel que discuté dans l'introduction, Mikhaïl Gorbatchev, lors de son accession au pouvoir, dénonce ce conservatisme rampant qui s'est installé dans toutes les sphères de la vie soviétique. Protégé de Iouri Andropov, Gorbatchev s'inscrit définitivement dans la lignée des réformes, en opposition au leadership de Brejnev et Tchernenko. Celui-ci se réclame plutôt d'une vision léniniste du socialisme et met, entre autres, beaucoup d'emphasis sur la NEP²¹ de

¹⁹ Gavriil Popov, *Que faire ?*, 59

²⁰ Sur toutes ces solutions, voir Hans Joachim Heed, *From Brezhnev to Gorbachev : Domestic Affairs and Soviet Foreign Policy*, (New-York & Hamburg : Berg Publishers Limited. 1984) 41 : "Upgrading management, faster modernisation of production facilities, better exploitation of building and factory space, improving work discipline and the quality of labour, and other similar steps will be achieved primarily by using administrative pressure."

²¹ Nouvelle politique économique

Lénine²². Il propose, entre autres, une plus grande responsabilisation des travailleurs et des entreprises et, parallèlement, propose une différenciation des salaires basée sur le rendement et l'effort de chacun. Ce faisant, il se réclame d'un véritable retour aux fondements du socialisme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ²³ », répète-t-il à maintes occasions dans ses ouvrages et communications.

Pourtant, il ne va pas trop loin : issu de l'appareil et dépendant de lui pour son pouvoir personnel, il n'attaque que faiblement les privilèges qui lui sont associés. De plus, nulle part n'est-il question d'un passage complet à l'économie de marché : le PCUS doit rester maître de l'économie, et il n'est aucunement question dans ses ouvrages initiaux de propriété privée ou de capitalisme. Ce n'est que sous l'impulsion de différents événements et de différentes forces que Gorbatchev modifiera son discours. En somme, Gorbatchev voulait utiliser les mécanismes du marché mais sans la déréglementation, la perte de contrôle et « l'anarchie » du marché.

Concrètement, cette vision qu'a Gorbatchev du renouveau socialiste s'articule autour des points suivants. Premièrement, la planification doit se concentrer sur des objectifs vastes et à long terme : Gorbatchev se dit prêt à abandonner la planification d'une grande partie des entreprises et même la fixation des prix pour une large partie de la production soviétique²⁴. On parle dans la presse de 30% de commandes d'État, le reste étant laissé à la production demandée par d'autres entreprises ou par le consommateur²⁵. En somme, on désire favoriser une certaine indépendance économique, tant de l'entreprise que de l'individu²⁶ ; celle-ci est

²² Par exemple, « [Lénine] n'a jamais dit ce que pourrait être cette nouvelle vue [du socialisme] ; mais un changement de l'image de l'usine unique peut difficilement se faire dans une autre direction que vers la décentralisation et les marchés. Gorbatchev a utilisé cette perspective quand il a insinué que la *perestroïka* [en italique dans le texte] signifie d'obéir au testament de Lénine. » Sutela, *Economic Thoughts and Economic Reform in the USSR*, 112

²³ Gorbatchev, *Perestroïka*, 36

²⁴ Sutela, 84-85

²⁵ Popov, *Que faire*, 145

²⁶ Gorbatchev, *Perestroïka*. P.117 « le transfert des entreprises à un système de complète responsabilité des coûts »

perçue comme une source de motivation, d'efficience. Une plus grande autonomie économique de l'individu a pour Gorbatchev deux conséquences inéluctables : il faut permettre et encourager la propriété coopérative non-étatique ainsi que la propriété familiale²⁷ et il faut permettre une différenciation des salaires, de façon à ce que chacun reçoive selon ses efforts²⁸. Dans cette vision, le PCUS conserve absolument son rôle dirigeant, en fixant les grandes orientations de la production en, étant le consommateur ou le client d'une large part de celle-ci au moyen du plan quinquennal, et en maintenant son contrôle sur les secteurs clés ainsi sur les prix des denrées essentielles. Finalement, grâce au développement des potentialités du socialisme qu'entrevoit Gorbatchev, celui-ci croît en une extension quantitative et qualitative des services fournis par l'État²⁹, qui demeurent gratuits et accessibles à tous. Par contre, celui-ci reconnaît qu'une certaine liberté dans le choix du fournisseur de ces services contribue à améliorer ceux-ci ; c'est dans cette optique qu'il entrevoit la démocratisation de la société, dans le but d'amener la population à ébranler les vieilles habitudes de l'élite afin de permettre les améliorations du système économique. Dans ce sens, la *perestroïka* s'inscrit résolument dans la lignée de la NEP et des réformes sous Khrouchtchev, puisqu'elle tolère une libéralisation minimale dans l'unique but de supporter l'économie. Elle va par contre plus loin que cette dernière en diminuant quelque peu la marge de contrôle du Parti sur l'économie et en apportant des changements fondamentaux à celle-ci.

En somme, Gorbatchev croît au maintien du rôle dirigeant du PCUS et cherche à utiliser les bons côtés de mécanismes de marché sans toutefois adopter ceux-ci. Il désire une certaine autonomisation des agents économiques et rejette conséquemment l'égalitarisme qui

²⁷ *Ibid.*, 116 : « La propriété publique, sur laquelle est fondée notre économie », « mariage entre la propriété collective et les intérêts personnels »

²⁸ *Ibid.*, 137-138 « [les gens] ne veulent pas seulement gagner davantage [,] ils veulent le faire honnêtement. Ils veulent mériter leurs gains [:] que chacun reçoive ce qu'il gagne. »

²⁹ *Ibid.*, 138 « pousser encore le développement des services de santé [...] le niveau de vie doit s'élever » 140 « nous devons nous montrer particulièrement attentif à ce que le principe de justice sociale soit respecté » 141 « l'enseignement – secondaire et supérieur – est gratuit, comme les services de santé »

avait cours sous Brejnev, allant même jusqu'à encourager l'émergence de formes de propriété alternatives autre que privées³⁰ ; il maintient toutefois l'égalité de tous dans le domaine des services publics, qui doivent eux prendre de l'expansion. Ce discours d'autonomisation, de responsabilisation et de développement du socialisme sera tenu par Gorbatchev et le Parti durant les premières années de la *perestroïka*, période pendant laquelle celui-ci contrôle de manière efficace l'appareil du Parti ; lentement toutefois, ce discours se modifiera sous l'impulsion des travailleurs, des conservateurs, mais surtout des réformistes, dont les radicaux.

Les réformistes radicaux et le discours néo-libéral

En opposition au discours économique socialiste de Gorbatchev, on retrouve le discours des réformistes radicaux, pour la plupart des économistes. Ceux-ci expriment leurs réserves face à l'économie socialiste de manière de plus en plus prononcée au fur et à mesure qu'avance la *perestroïka*, de sorte qu'en 89 plusieurs d'entre eux se prononcent ouvertement en faveur de la propriété privée, dont Bogomolov, Tikhonov, Popov et Lisichkin³¹. Toutefois, commence à se répandre dès 1987 l'idée centrale qu'étudie notre mémoire :

L'idée de l'incompatibilité entre la planification centralisée et la démocratie ainsi que de l'économie de marché comme condition nécessaire à la démocratie politique devint [à ce moment] largement acceptée parmi les économistes réformistes soviétiques³².

Le discours de ces réformistes n'est pas plus linéaire que celui des autres ; il se modifie largement au fur et à mesure que différentes réformes échouent et que différents secteurs de la société font entendre leurs voix. En fait à l'exception de Shmelev qui dès les années 70 se montrait assez radical, la plupart des économistes ne se sont révélés en faveur du

³⁰ Au sens occidental du terme.

³¹ Sutela, *Economic thoughts and Economic Reform*, 127

³² *Ibid.*, 77

marché que tardivement³³. À ce moment, ceux-ci se positionnent clairement contre l'idée gorbatchévienne selon laquelle les mécanismes de marché peuvent être utilisés dans le cadre du socialisme sans reléguer le contrôle de l'économie à l'ensemble des institutions du marché, incluant la propriété privée³⁴, le désengagement de l'état et la libéralisation complète des prix. Sans cette dernière, les marchés sont désormais condamnés comme une illusion bureaucratique³⁵. Mais les supporters radicaux de l'économie de marché, avec tout ce qu'elle inclut, n'étaient pas inspirés par une économie de type social-démocrate comme on en retrouve à l'Ouest : « [ceux-ci] voyaient l'Ouest au travers du prisme des réformes du libre-marché de Thatcher et Reagan. ³⁶»

Tel que discuté dans le cadre théorique, les idées néo-libérales représentaient à cette époque une tendance dominante dans la pensée économique occidentale, ce qui ne manqua pas d'impressionner plusieurs économistes soviétiques ; une large part des problèmes de l'Union Soviétique leur semblait en fait une version extrême des problèmes économiques de l'économie keynésienne³⁷. Par exemple, alors que cette dernière reconnaît le rôle que peut jouer une entreprise ou un contrôle étatique sur des certains secteurs économiques, « [certains économistes soviétiques] ont rejoint [vers la fin de la *perestroïka*] les néo-conservateurs occidentaux en prétendant que les sociétés d'État sont toujours moins efficaces que les... entreprises privées. ³⁸» De plus, certains économistes avouaient ouvertement leur intérêt marqué pour les idées de certains penseurs néo-libéraux ou radicaux, comme Ricardo et Friedman³⁹. En somme, l'on voit que plusieurs d'entre eux étaient influencés fortement par les idées néo-libérales, dont l'idée centrale, discutée plus haut, selon laquelle la démocratie

³³ Popov en 87, Aganbegyan et Albakin (pourtant un canon de l'Économie Politique du Socialisme, l'école « officielle » du système de commandement administratif) en 89, entre autres

³⁴ Gavriil Popov parle du droit fondamental « d'acheter et de vendre ». Popov, *Que faire*, 154

³⁵ Sutela, *Economic thoughts and Economic Reform*, 82

³⁶ Glinsky et Reddaway, *The Ravages of Market Bolshevism*, 22

³⁷ Inflation, chute de la production, diminution de l'innovation et de l'efficacité, etc...

³⁸ Sutela, *Economic thoughts and Economic Reform*, 127

³⁹ Auteur Inconnu. 2004. Entrevue avec Yegor Gaïdar pour la série Commanding Heights sur le site de PBS. http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/miniextlo/int_yegorgaidar.html

politique est impossible sans l'économie de marché. Cette idée, très présente dans les recherches de Milton Friedman et initialement introduite par Martin Seymour Lipset dans *Social Prerequisites of Democracy*, est parfaitement résumé dans les propos suivant de Richard Pipes, conseiller au FMI : « Le marché libre, conjugué à la propriété privée, entraîne inexorablement dans son sillage la démocratie. ⁴⁰» Dans le cas soviétique, cette vision est souvent mieux justifiée : comme le note Gavriil Popov, l'essence du pouvoir du PCUS repose sur son contrôle de l'économie. Conséquemment, il considère qu'une démocratisation de la société doit passer par une libéralisation du contrôle économique et donc par l'économie de marché⁴¹. Pour lui, toute réforme économique par le haut ne fera qu'augmenter le pouvoir du PCUS. Ces idées projettent aussi la vision de la démocratie comme d'un marché politique⁴². Concrètement, le discours réformiste radical met l'accent sur les points suivants :

- Il faut libéraliser, « marchandiser » l'économie, c'est-à-dire déréglementer les prix, arrêter la planification et laisser le marché contrôler l'économie ;
- Les monopoles d'État doivent être vendus et ne doivent plus être protégés. On peut les réglementer, mais le marché peut aussi s'en charger seul ;
- Les propriétés publiques doivent être massivement privatisées et la création de nouvelle propriété privée ne doit pas être entravée. L'essentiel est de créer une classe possédante ; à la limite, on parle de « privatisation spontanée – donner [les] entreprises à quiconque en veut ⁴³», en partant du principe qu'un « propriétaire privée quelconque est meilleur qu'aucun ⁴⁴», même s'il s'agit de *nomenklaturistes* corrompus.

⁴⁰ Richard Pipes, Cité dans Michel Roche (traduction par l'auteur), *État et développement des rapports marchands*, 2

⁴¹ Sutela, *Economic thoughts and Economic Reform*, 140-142

⁴² Downs par exemple dans *An Economic Theory of Democracy*.

⁴³ Walter Adams and James W. Brock, *Adam Smith Goes to Moscow*, (Princeton : Princeton University Press. 1994) 80

⁴⁴ *Ibid.*, 82

- Le gouvernement doit limiter son intervention économique à des politiques fiscale et macro-économique minimalistes ;
- Le marché est plus apte à réglementer la qualité des produits et services que la réglementation gouvernementale ; conséquemment, le gouvernement doit minimiser ses interventions dans la protection des consommateurs et dans la provision de services publics ; et
- Finalement, une telle approche comporte bien entendu un choc radical, d'où l'idée d'une thérapie de choc. On reconnaît que les conséquences à court terme seront difficiles ; néanmoins, on favorise la méthode « Big Bang », où ces changements sont introduits de manière simultanée sur une courte période de temps⁴⁵.

Bien entendu, ce programme n'a pas été implanté de manière intégrale ; c'est toutefois vers un tel programme que tendait Gaïdar en 1992 et dans les années subséquentes. Convaincus de la nécessité de ces réformes, leurs défenseurs allaient jusqu'à montrer l'absence la plus totale d'empathie face aux problèmes politiques et sociaux qu'elles pouvaient apporter : Popov suggérait ouvertement la constitution d'un état autoritaire de type chilien ou chinois pour mener à bien ses réformes⁴⁶, alors que Gaïdar se disait prêt à tolérer la mort de plusieurs pour mener ces réformes à bien⁴⁷. En somme, une déréglementation quasi-totale, une foi extraordinaire dans le marché⁴⁸, un état fort et apte à mener ces réformes, l'arrêt

⁴⁵ Tout ce passage est un résumé du livre de Adams et Brock, *Adam Smith Goes To Moscow*.

⁴⁶ Popov, *Que faire ?*, 169 et 150

⁴⁷ Voir l'introduction

⁴⁸ Il est intéressant de voir à quel point cette idée cadre bien avec une interprétation de l'histoire russe comme étant une dynamique dialectique entre les courants slavophiles et occidentalistes. Ici, comme en 1917 et au temps de Pierre le Grand, les idées occidentales sont perçues comme étant la solution pour permettre à la Russie d'accéder à la modernité, d'entrer finalement dans la famille des pays normaux. Par exemple, Popov dit : « Observons simplement les pays qui vivent normalement » Popov, *Que faire ?*, 156 Il parle aussi des réformes de 1861 comme ayant résulté d'un retard de 50 ans dans le développement du capitalisme. *Ibid.*, 45 Finalement, l'explication historique de l'absence de surplus agricoles est pour lui la paresse des moujiks. *Ibid.*, 57 Comme le montrent Glinsky et Reddaway dans le deuxième chapitre de leur livre *The Tragedy of Russia's Reforms*, tous ces thèmes sont ceux utilisés par les Occidentalistes dans leur recherche de la modernité ; parallèlement, les

de l'intervention régulatrice et caritative de l'État sont généralement les thèmes que défendront au cours de la période à l'étude les réformistes radicaux, à savoir les économistes, mais aussi, comme notre cadre théorique nous permet de le supposer, les représentants des entreprises et de la finance.

Définition des variables et système de codage

Avant de définir réellement nos outils méthodologiques, il nous reste trois remarques préalables à faire. Premièrement, il existe quatre composantes fondamentales d'une analyse de contenu selon Gagnon :

1. Un système de catégories ; dans notre cas, toutes les variables que comporte la grille sont susceptibles d'être repérées sur un seul phénomène ; mais les catégories de la variable sont mutuellement exclusives : chaque phénomène doit être classé dans une et une seule catégorie de chaque variable.
2. Une unité d'énumération ; pour nous c'est le texte d'un article en entier⁴⁹.
3. Une unité d'enregistrement ; pour nous c'est « l'idée » exprimée dans le texte.
4. Des règles d'interprétation et une unité de contexte ; c'est ce que nous allons définir plus particulièrement dans cette section.⁵⁰

Pour représenter les phénomènes à l'étude et vérifier H1 et H2, notre banque de données se compose des variables suivantes :

- V1. Une des trois façons d'exprimer le temps, soit celle de l'année ;

réformistes de ce type ont historiquement montré en Russie une condescendance inusitée à l'égard de la vie humaine.

⁴⁹ Cette approche est quelque peu inusitée ; en effet, l'habitude dans l'analyse de contenu est souvent de compter les mots par phrase, par paragraphe, par page. Or cette approche nous convient peu en raison de la subtilité et de la complexité des concepts ; puisque nous recherchons à capturer l'expression d'une idée, il est inutile de découper le texte en parties analysées distinctement. D'ailleurs Weber aussi reconnaît cette possibilité en 23 de son livre. Weber, *Basic Content Analysis*, 23

⁵⁰ *Ibid.*, 20-26

- V2. Une autre façon d'exprimer le temps, soit la date. Cette façon est moins intéressante et sera utilisée seulement si un phénomène récurrent, ou au contraire, extrêmement localisé transpire de l'analyse ;
- V3. Notre principale façon d'exprimer le temps, à savoir le numéro du cas, où un cas représente un numéro du journal en entier. Ceux-ci sont numérotés en ordre en commençant par 1 pour le numéro 1 de l'année 1986 pour se terminer avec le dernier numéro de l'année 1991. Cet indicateur représente donc la progression linéaire détaillée du phénomène ; il est à noter que, bien sûr, plusieurs observations peuvent s'effectuer sur un même cas, soit une observation par article contenu dans le cas.
- V4. La variable centrale de notre analyse, à savoir l'attitude face au marché. Celle-ci est théoriquement une variable ordinale, puisque la valeur mathématique qui lui est attribué ne représente rien en soi. Toutefois, il est nécessaire de pouvoir manipuler celle-ci pour pouvoir obtenir des moyennes et observer s'il existe une progression significative. Théoriquement bien sûr, nos analyses auraient pu se faire en utilisant une variable strictement ordinale, mais nous préférons « trafiquer » celle-ci et l'utiliser comme une variable intervalle-ratio. Pour cette raison, celle-ci porte une valeur mathématique de 0 à 5 dont la teneur sera expliquée plus tard dans cette section.
- V5. Finalement, il reste une dernière variable, à savoir la provenance de l'opinion. Cette variable est de type nominal ; elle regroupe donc plusieurs catégories dont l'articulation est donnée plus loin. *De facto*, celle-ci ne peut pas être soumise à des opérations mathématiques et il s'agira plutôt de comparer les groupes entre eux.

Le choix des unités d'enregistrement et d'énumération est facilement explicable. C'est l'idée exprimée dans le texte qui nous intéresse plus que les mots, le récepteur ou d'autres éléments ; en effet, c'est la seule façon de répondre à nos hypothèses présentées ci-haut et l'utilisation de mots isolés ne permet pas selon nous de capturer la subtilité du discours présenté, surtout dans un contexte où une trop grande honnêteté pouvait être gage de problèmes sérieux. Pour cette raison, il pouvait être intéressant d'exposer une idée avec des mots qui ne lui sont pas associés, comme de vanter le marché sans nommer celui-ci. Puisque nous recherchons l'idée, il est inutile de découper le texte en paragraphes ; il est en effet rare que l'on change d'idée au fil du texte.

En ce qui concerne le type de codage, nous avons choisi un système d'échelle de pointage ; ce choix découle de la nature même du sujet. En effet, notre objectif est plus d'observer la force d'un concept et l'évolution d'une idée que sa présence ou son absence ; en ce sens, une clef dichotomique n'aurait pas été à propos. Par opposition, un système de pointage permet de tenir compte des subtilités conceptuelles et permet un plus vaste éventail de représentations et d'analyses une fois la collecte terminée. Ce système de pointage se présente donc *de facto* comme un continuum, et représente donc la nature postulée du phénomène à l'étude. Les deux extrêmes de ce continuum seront les manifestations économiques du SCA d'un côté, et d'une économie néo-libérale de l'autre. Au centre devrait logiquement se trouver le système économique imaginé par Gorbatchev, compromis entre la primauté économique de l'État et l'autonomie économique des citoyens, entre le dirigisme du Parti et le laisser-aller du marché. Il est donc maintenant possible d'écrire la version mathématique de nos deux hypothèses de travail énoncées ci-haut :

- H1. Nous supposons qu'au fur et à mesure que les numéros de cas augmentent, la valeur de l'attitude face au marché augmente elle aussi. Cette

augmentation n'est pas nécessairement linéaire et est sensible aux événements sociaux, politiques et économiques qui surviennent durant cette période.

- H2 : Nous supposons qu'il existe une différence significative entre les catégories de provenance de l'opinion en relation avec l'attitude face au marché. De plus, nous supposons que pour plusieurs catégories de provenance, l'évolution dans le temps de l'attitude face au marché est différente.

Le choix d'une telle classification est sans nul doute arbitraire ; moult autres possibilités auraient pu être utilisées et les détails de l'échelle ainsi que la méthodologie de la collecte pourraient toujours être améliorés ou modifiés selon les penchants du chercheur ou les changements dans la situation à l'étude. Toutefois, une part d'arbitraire existe nécessairement dans tout système de classification, à plus forte raison mathématique. De plus, puisque cette recherche se veut, tel qu'expliqué précédemment, une première analyse méthodique et systématique du phénomène, on peut juger qu'une marge d'arbitraire est acceptable.

Échelle de pointage

Nous avons décidé de concentrer notre échelle sur quatre critères ; bien que ce nombre puisse lui aussi paraître arbitraire, les critères choisis tentent d'exposer le maximum de différences entre les deux extrêmes de notre continuum tout en conservant les règles de codage au plus simple. Ces quatre critères sont donc :

1. La reconnaissance des insuffisances de l'économie planifiée et, surtout, le choix des solutions pour régler celles-ci ;
2. La place de l'État dans la gestion de l'économie ;
3. L'offre et le fonctionnement des services publics par l'État ; et

4. Les types de propriété légalement reconnus et l'attitude face à la richesse individuelle.

Comme nous le démontrerons, chacun de ces critères évolue de manière généralement progressive au fil du continuum d'idéologies économiques. Dans chacune de ces catégories, le pointage ira de 0 à 5, où :

0. représente la négation de tout problème. Le discours met ici l'emphase sur les vertus du communisme par rapport aux vices du capitalisme.
1. représente l'idéologie du SCA. On y reconnaît l'existence de problèmes, mais le système de commandement administratif est apte à résoudre ceux-ci.
2. représente un entre deux entre le SCA et la perestroïka. On commence à discuter des vices du système, et de la possibilité que celui-ci ait atteint certaines de ses limites. Toutefois, on ne demande ou propose que des changements minimes quant à l'organisation de l'économie.
3. représente la pensée de la perestroïka. On reconnaît l'incapacité du SCA à gouverner une économie moderne ; il faut libéraliser et démocratiser l'économie, traiter le citoyen en consommateur, et rendre l'État efficient. Mais tout ceci doit se faire sous la houlette du Parti et dans le but d'offrir toujours plus de services aux citoyens, d'obtenir plus de socialisme.
4. marque un éloignement de l'idéologie socialiste. Cette catégorie incarne un peu la social-démocratie occidentale, tout en se permettant des remises en questions quant aux préceptes fondamentaux de celle-ci⁵¹. On reconnaît la primauté du privé, mais l'on reconnaît un rôle social à l'État, bien que l'étendue de celui-ci soit débattue. On favorise l'autonomie économique,

⁵¹ À la mesure de nos propres débats sur le système de santé ou sur l'assurance-automobile.

certains mécanismes de marché et une autonomie de la société civile face à l'État.

5. incarne l'esprit néo-libéral le plus accompli. Seul l'ajustement réciproque au sein du marché peut amener la satisfaction individuelle et ainsi contribuer au bonheur général et à la productivité ; l'État est inefficace et brime les libertés des citoyens lorsqu'il contrôle l'économie. Le citoyen est mieux servi lorsqu'il possède une liberté de choix économique, et l'État doit donc se départir des services publics comme l'éducation, la santé et la gestion des installations culturelles et favoriser la compétition ; son rôle est minimal. Le marché favorise donc la démocratie, puisque le citoyen a la liberté de choix et que l'État dispose de moins de contrôle sur lui.

Sous forme d'un tableau représentant chaque catégorie et chaque pointage, ainsi que les caractéristiques du discours qui leurs sont associés, notre échelle de pointage se présente donc ainsi :

Pointage	Catégorie	Solutions à apporter aux problèmes économiques	Place de l'État dans l'économie	Provision de services publics par l'État	Types de propriété légale et attitude face à la richesse individuelle	
0		Aucun problème économique majeur. L'URSS est sur la bonne voie vers le communisme et le Parti fait un travail irréprochable. <u>Emphase sur les vices et les problèmes du capitalisme et de l'impérialisme.</u>				
1		<p>Solutions du type soviétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - campagnes visant à renforcer la discipline ou à augmenter l'initiative des travailleursⁱ - amélioration dans la planification, gestion plus « scientifique »ⁱⁱ - améliorer la technologie et l'apport des sciences en général dans l'économieⁱⁱⁱ. 	<p>Maintien du système de commandement administratif : l'État est le seul intermédiaire. Il commande tout et dirige tout à l'aide de la planification scientifique ; les réalités économiques doivent être soumises aux objectifs politiques^{iv}.</p>	<p>Les services publics sont fournis et assignés, i.e. le choix du médecin, de l'école et autres sont effectués par l'État, qui subventionne largement ces services pour maintenir un coût minimal. À long terme le but de l'État est de fournir le plus grand nombre de services publics possible.</p>	<p>Tout est public. La propriété coopérative est permise, mais dans la pratique peu répandue et peu encouragée. L'enrichissement individuel est perçu comme le fait du crime^v.</p>	
2		<p>Apport combiné de solutions en 1 et en 3, c'est-à-dire de solution « économiques » et « soviétiques ». Aussi, emphase sur des facettes du système déjà critiquées par le passé mais dans une moindre mesure.</p>	<p>Le rôle de l'État est primordial, mais on aimerait qu'il soit moins intrusif, par exemple en diminuant les complexités bureaucratiques associées à la production.</p>	<p>Tous les services sont fournis par l'État ; on demande toutefois une plus grande liberté de critiquer ceux-ci, et l'on espère des sanctions pour ceux qui offrent de mauvais services^{vi}.</p>	<p>On demande plus liberté et d'initiative dans le milieu de travail. On critique l'égalité des salaires alors que tous ne fournissent pas le même effort.</p>	
3		<p>Idées de Gorbatchev :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autonomie accrue des entreprises et indépendance économique^{vii}. - Bonification des salaires au rendement^{viii}. - Transaction directe entre 	<p>L'idée est de conserver le rôle dirigeant du Parti Communiste ; mais on reconnaît que celui-ci peut diriger une économie planifiée où certains secteurs sont libéralisés par le moyen de politiques</p>	<p>Tous les services sont fournis par l'État^{xii}, mais il existe ici une certaine liberté de choix, donc les sanctions économiques s'ajoutent aux sanctions administratives pour punir le travail de basse qualité. Il</p>	<p>Propriété publique ou coopérative^{xiv} ; l'État favorise la création de coopératives pour responsabiliser les travailleurs et les impliquer dans la gestion de l'entreprise^{xv}.</p>	

	<p>les entreprises et diminution du rôle de l'État comme médiateur obligatoire des transactions économiques^{ix}.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apparition de petites entreprises privées^x. - Rendre l'État plus efficient. 	<p>économiques plus globales, moins détaillées. En ce sens, le public et le privé peuvent coexister et l'État peut harmoniser la production privée avec son contrôle du secteur public et la planification^{xi}.</p>	<p>y a spécialisation des tâches dans les services publics et une certaine « approche-client »^{xiii}.</p>	<p>Une certaine disparité dans la richesse est tolérée comme symbole d'une prise de risque (privé) ou d'un plus grand effort au travail (public) ; une meilleure rémunération doit remplacer les médailles et honneurs de travail^{xvi}.</p>
<p>4</p>	<p>Puissance du marché pour favoriser la croissance, éliminer le gaspillage et la corruption. Favoriser le privé, plus efficient que l'État^{xvii}.</p>	<p>Disparition du plan pour favoriser la coordination automatique des intérêts personnels sur le marché ; l'État devient régulateur, sur le modèle des sociétés occidentales.</p>	<p>Essentiellement, on propose ici un service à deux vitesses, où la moyenne bénéficie de services publics et les riches de services privés. L'État se départit des services inefficients.</p>	<p>Une partie publique, l'autre privée ; la coopérative doit venir de propriétés privées mises en commun. La richesse est un gage d'initiative et de croissance.</p>
<p>5</p>	<p>L'intervention étatique est généralement un frein à la croissance. Il faut déréglément^{xviii}. L'autonomie économique et le marché favoriseront la démocratie puisque l'État sera moins contrôlant^{xix}.</p>	<p>La plupart des choix de l'individu concernent sa consommation et se font donc sur le marché ; le rôle de l'État est minimal. Il doit se contenter de politiques macro-économiques, fiscales et monétaires ; la démocratie est perçue comme un marché politique.</p>	<p>Tous les services peuvent être assurés de manière plus efficiente par le privé, sauf rares exceptions, où l'on peut quand même souvent aller en sous-traitance. La liberté de choix dans la consommation de services favorise donc la liberté, l'initiative et la démocratie^{xx}.</p>	<p>Le public doit représenter un strict minimum ; seul le privé peut assurer la coordination des intérêts et la croissance^{xxi}. La richesse se répand avec cette croissance et représente le fruit de l'effort et du progrès.</p>

ⁱ Du type des campagnes staliniennes, de la campagne anti-corruption sous Andropov, et des campagnes anti-alcool sous Brejnev et Andropov.

ⁱⁱ Pekka Sutela, *Economic Thoughts and Economic Reforms in the USSR*, 106 et 140-141

ⁱⁱⁱ Gavriil Popov, *Que faire ?*, 59 Aussi, Gorbatchev discute abondamment dans son ouvrage de l'augmentation de la production dans les machines-outils et de l'incorporation des sciences dans les usines, entre autres chez ZIL.

^{iv} Pekka Sutela, *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*, 140 ; Jacques Lévesque, Notes de Cours, UQAM, 2004 ; Sutela, 131.

^v *Idem.*

^{vi} Selon Luc Duhamel, dans *Le Système Politique de l'URSS*, la « lettre » constitue un des principaux mécanismes de défense du citoyen : il s'agit d'une lettre que le citoyen envoie à un journal ou au soviet local pour se plaindre de la qualité des services qu'il reçoit et dénoncer un comportement anti-socialiste.

^{vii} Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*. 117 « le transfert des entreprises à un système de complète responsabilité des coûts »

^{viii} *Ibid.*, 118 « manque de stimulation interne poussant à l'autodéveloppement »

^{ix} *Ibid.*, 119 « chaque entreprise doit partir de la demande sociale réelle pour déterminer sa production »

^x *Id.*, « mariage entre la propriété collective et les intérêts personnels »

^{xi} *Ibid.*, 126 « les organes centraux ne contrôleront plus les entreprises que sur un nombre limité de points : l'exécution des ordres de l'État, les profits, la productivité, les indicateurs de progrès scientifiques et techniques, la sphère sociale [...] on combinera de plus en plus les avantages de la planification avec les facteurs stimulants du marché »

^{xii} *Ibid.*, 138 « pousser encore le développement des services de santé [...] le niveau de vie doit s'élever » 140 « nous devons nous montrer particulièrement attentif à ce que le principe de justice sociale soit respecté » 141 « l'enseignement – secondaire et supérieur – est gratuit, comme les services de santé »

^{xiii} *Ibid.*, 143 « À vrai dire, l'existence de ce genre de services peut engendrer – et engendre – des problèmes, en particulier lorsque la qualité des services fournis pour la population globale est moins bonne que celle des organisations et des institutions dont nous venons de parler » 141 « le socialisme n'a rien à voir avec l'égalitarisme » Sur ce point en général, Gorbatchev est moins clair dans son livre ; par contre, au fur et à mesure du développement de la perestroïka, il supportera la liberté de choix du citoyen dans la sélection d'un médecin ou d'une école.

^{xiv} *Ibid.*, 116 : « La propriété publique, sur laquelle est fondée notre économie », « mariage entre la propriété collective et les intérêts personnels »

^{xv} *Ibid.*, 137 « si l'on néglige les intérêts individuels, rien ne sortira de nos efforts et la société ne fera qu'y perdre [...] il faut s'assurer [de] l'établissement d'une atmosphère qui encourage l'effort de restructuration et rende les individus socialement actifs et responsables. »

^{xvi} *Ibid.*, 137-138 « [les gens] ne veulent pas seulement gagner davantage [,] ils veulent le faire honnêtement. Ils veulent mériter leurs gains [:] que chacun reçoive ce qu'il gagne. »

^{xvii} Sutela, 127

^{xviii} Walter Adams and James W. Brock. *Adam Smith Goes to Moscow*. 10-11 ; 36

^{xix} Sutela, 77 et Richard Pipes, Cité dans Michel Roche (traduction par l'auteur), *État et développement des rapports marchands*, 2

^{xx} Par exemple, on retrouve chez Gavriil Popov l'idée que la provision de services par l'État diminue la valeur des salaires, puisqu'elle implique le prélèvement implicite (salaires réduits) ou explicites (impôts et taxes) des gains de l'employé en diminuant la valeur de son travail (Popov 1992, 95)

^{xxi} Adams et Brock., *Adam Smith Goes to Moscow*, 13 ; 15

Comme il apparaît à la lecture de notre classification, les catégories ne sont pas placées de manière aléatoire ; on peut dire qu'elle se présente dans un certain ordre, allant du philosophique aux solutions économiques pragmatiques. En effet, on peut dire que l'attitude envers la richesse et les types de propriété reconnus conditionnent l'importance du secteur public, qui définit elle-même partiellement la place de l'État dans l'économie ; finalement, le type de solutions prônées face aux problèmes économiques sont largement fonctions de la place qu'on considère légitime pour l'État dans l'économie. Ainsi, on peut dire que la catégorie « solutions à apporter aux problèmes économiques » est la plus importante dans la considération du pointage par le codeur.

Certaines règles s'appliquent au codage. Premièrement, pour qu'un texte obtienne un pointage donné, il faut qu'on y retrouve une vision *positive* des idées énoncées dans le tableau de pointage ; par exemple, un texte qui dirait que l'autonomie des entreprises et la bonification des salaires va trop loin ne peut se voir attribué un pointage de 3 au vu du critère 1. Dans un tel cas, à moins que l'on n'avance une vision *positive* d'une autre idée contenue dans une autre catégorie du tableau, on accordera par défaut le pointage immédiatement inférieur à celui de la catégorie critiquée ; dans ce cas-ci, le pointage serait 2.

Deuxièmement, à moins qu'on ne retrouve explicitement des solutions appartenant au critère 1 des *solutions*, le pointage le plus haut accordé dans un des critères sera celui du texte en entier. Ceci s'explique par le fait que nous cherchons à observer l'*évolution* d'un discours ; *de facto*, tout départ de la norme généralement accepté est intéressant et doit être noté. Une idée radicale glissée subtilement entre deux phrases de l'idéologie officielle montre une plus grande évolution vers une vision pro-marché qu'un texte encensant le discours réformiste du Parti. Mais, comme troisième règle, si les solutions proposées sont de pointage inférieur à un autre critère, c'est le pointage des solutions qui devra être retenu et ce pour deux raisons :

1. Tel que discuté plus haut, le critère des solutions est « conceptuellement » hiérarchique aux autres ; et
2. Dans l'optique où l'élite cherche à encourager un certain comportement populaire, il est nécessaire de fournir des solutions concrètes plutôt que de tenir des débats philosophiques ou économiques sur la place de l'État ou la mécanique de la compétition.

Ces trois règles simples sont les principales règles qui guident le codage de la variable « attitude face au marché ». L'autre variable dépendante à l'étude est, tel que mentionné plus haut, la provenance organisationnelle ou professionnelle de l'intervenant ; étant donné le nombre potentiellement élevé de cas dans notre analyse, il est possible et même souhaitable de catégoriser les intervenants dans un nombre plus grand de catégories spécifiques, de manière à bien relever les variations d'opinions dans des micro-groupes. Malgré le fait que ces catégories seront ajustées en fonction des résultats de notre collecte de données, il est d'ores et déjà possible de relever les catégories d'intérêt suivantes :

1. Gorbatchev
2. Parti, niveau central ;
3. Parti, niveau régional
4. État, niveau central ;
5. État, niveau régional ;
6. Komsomol ;
7. Organes de sécurité ;
8. Ouvriers et autres travailleurs ;
9. Directeurs d'usines et cadres de production ;
10. Citoyens (s'ils ne s'expriment pas comme faisant partie d'une autre catégorie) ;
11. Académique, Économie ;
12. Académique, Autre discipline ;
13. Dirigeants, Pays Satellites ;
14. Autres, Pays Satellites ;
15. Dirigeants, Pays Non-Satellites (États-Unis et autres) ;
16. Autres, Pays Non-Satellites ;
17. Journal ;
18. Travailleurs agricoles ;
19. Autre journal
20. Banques
21. Autres partis politiques
22. Entrepreneurs

Des catégories pourront se rajouter au fur et à mesure de la collecte de données, si le nombre de cas qui les composent est plus grand ou égal à 10 ; inversement, certaines de ces catégories pourront être exclues de l'analyse si elles ne présentent pas une importance numérique suffisante.

Finalement, la variable indépendante est le temps ; celui-ci est mesuré à l'aide du numéro du journal, qui va chaque année de 1 à 52. Le numéro 1 de l'année 2 est donc le 53 et ainsi de suite.

Analyse des données

Les deux analyses principales viseront à répondre aux deux hypothèses : elles mettront en relation les variables indépendantes et la variable dépendante attitude face au marché. Dans un premier temps, le temps, représenté par le numéro de cas, sera associé à l'attitude dans une régression linéaire simple, ce qui nous permettra de voir mathématiquement si cette association est significative et forte et, graphiquement, si elle est linéaire ou si elle connaît certaines oscillations.

En effet, si l'on suppose que le discours est utilisé comme guide vers l'action ou l'inaction, on y retrouve nécessairement des moments forts lorsqu'une mobilisation ou une soumission poussée est souhaitée. Dans un tel esprit, un battage médiatique en faveur de certaines mesures qui seront annoncées ou qui viennent d'être annoncées peut raisonnablement être perçu comme ayant des visées propagandistes ou approbatrices, dépendamment du secteur d'activité de l'auteur ; l'inverse est bien sûr tout aussi vrai. Par exemple, si un haut placé du Parti vante une mesure qui entrera en effet bientôt, on peut y voir une action propagandiste ; par contre, un article indépendant par un journaliste ou un académicien qui se félicite de l'adoption d'une mesure récente vise plus à souligner son approbation, soit forcée ou individuelle, pour cette mesure. Toutefois, la demande de

réglementation ou la critique d'un phénomène sans qu'il ne se soit produit de modification majeure à celui-ci dans un temps récent constitue moins un incitatif à l'action.

Pour cette raison, cette première analyse sera subdivisée en parties plus petites, pour observer si la modification de l'opinion sur une plus courte période de temps est significative elle aussi, mais aussi pour détecter des périodes de « stagnation » ou au contraire de transformation brusque dans les idées économiques. L'émergence de ces dernières sera aussi comparée à une ligne du temps des principaux événements politiques et économiques ; cette approche permettra de détecter des événements déclencheurs dans l'évolution du discours et l'utilisation potentielle de celui-ci à des fins propagandistes pour soutenir une partie ou une autre de l'élite.

En effet, loin de nous l'idée de soutenir l'uniformité du discours des élites durant la *perestroïka* : au contraire, c'est l'un des objectifs centraux de notre travail que d'observer les divergences en son sein et repérer les différents parti-pris qu'entraîne cette scission. Pour ce faire, nous comparerons à l'aide d'une analyse de variance les moyennes de la variable attitude face au marché de chaque groupe ; encore une fois, cette analyse sera effectuée en relation avec le temps, ce qui est une approche très logique car le discours de certains groupes s'est évidemment modernisé au fil des années alors que celui de certains autres est demeuré plus stable⁵² : certains groupes de travailleurs, par exemple, se sont prononcés constamment en faveur d'un socialisme plus démocratique, mais ont beaucoup insisté sur l'élément socialiste lorsqu'il est devenu clair que le passage au capitalisme ne favoriserait pas également tous les secteurs.

Bien entendu, nous utiliserons aussi les données que nous avons recueilli pour effectuer des analyses qualitatives afin de comparer le contenu de nos articles avec celui de

⁵² Gorbatchev par exemple ne pouvait de toute évidence pas se permettre de renier ouvertement son propre discours ; d'ailleurs il était largement perçu en 90-91 comme un réactionnaire conservateur (Popov 1992, Reddaway 2001)

notre cadre théorique. De plus, nous utiliserons notre base de données pour effectuer diverses analyses secondaires dont l'intérêt serait soulevé par les analyses principales ; d'ores et déjà, nous effectuerons à ce titre une analyse de la variance intra-groupe pour vérifier l'homogénéité du discours, ainsi qu'une observation de l'apparition et de la disparition de certaines catégories idéologiques pour bien observer la progression de l'idéologie économique durant cette période ainsi que la disparition progressive de toute référence classique au marxisme-léninisme dans l'économie.

ANALYSE : ÉTAPES ET ACTEURS DANS L'ÉVOLUTION DU DISCOURS ÉCONOMIQUE DURANT LA PERESTROÏKA

Dans ce chapitre, nous présenterons et analyserons les résultats que nous avons obtenus durant notre recension des articles à caractère économique parus dans *Moscow News* de 86 à 91. Pour ce faire, nous commencerons par effectuer un survol rapide des données compilées, ce qui nous permettra de mettre en relief certains problèmes inattendus qui sont survenus, d'expliquer comment nous avons choisi de résoudre ceux-ci et les modifications au protocole de recherche qui s'en sont suivies.

Par la suite, nous présenterons nos résultats en deux temps. Nous observerons d'abord l'évolution du discours de 86 à 91 : nous verrons qu'il y a une évolution très marquée mais plus ou moins homogène à divers moments. En effet, nous verrons que le discours se polarise par moments, mais surtout, que l'évolution marquée du discours est entrecoupée d'un plateau de 88 à 90 ; conséquemment, nous observerons les différentes explications politico-économiques possibles à ce phénomène et vérifierons si celles-ci concordent avec le discours observable dans le média à l'étude. Cette partie nous permettra de vérifier l'hypothèse 1, à savoir s'il y a eu une diffusion marquée et croissante d'idées supportant l'économie de marché et, à plus forte raison, d'idées néo-libérales supportant un rôle minime pour l'État et présentant l'économie de marché comme un pré-requis à la constitution d'un État démocratique solide.

Cette analyse ne saurait être dégagée complètement de celle portant sur notre deuxième hypothèse, à savoir que les idées avancées varient selon les groupes sociaux. En effet, conformément à notre vision dialectique et hautement politique de l'évolution du discours, il semble évident que celui-ci n'évolue pas de manière linéaire, mais encore probablement moins de manière homogène : celui-ci se forge sous des pressions diverses et en réaction aux événements, entraînant inévitablement polarisations, recombinaisons et

stabilisations parmi les divers groupes porteurs de celui-ci. Ainsi, après avoir observé de manière générale la teneur du discours pour chacun des groupes énumérés dans la méthodologie, nous verrons s'il est possible de regrouper certains d'entre eux. Nous verrons donc quels groupes socio-économiques ont accéléré la progression du discours pro-marché et quels groupes se sont plutôt attachés aux acquis soviétiques ou aux idées de la perestroïka. Finalement, l'analyse de ces deux parties nous permettra de répondre à notre hypothèse de recherche, en observant si, conformément aux idées de Blyth, les milieux financiers, économiques et d'entreprises sont responsables de l'introduction d'idées néo-libérales dans le discours économique durant la perestroïka et si ces idées ont été utilisées pour tenter de construire des ponts entre les classes socio-économiques.

Survol des données et problèmes associés à la collecte

De 86 à 92, nous avons donc relevé 310 cas, soit 310 numéros de *Moscow News*. Pour l'ensemble de ces cas nous avons effectué 1077 observations sous diverses formes, que ce soit des articles de fond, des éditoriaux, des discours politiques ou encore des discussions académiques. Le nombre d'articles par numéro de journal est extrêmement variable, et ainsi survient notre premier problème.

« INTRODUIRE TABLEAU 1 ET GRAPHIQUE 1 ICI »

Comme on peut le voir au tableau 1, ce nombre varie de 0 à 13 ; 70% des cas contiennent toutefois 4 observations ou moins, et comme on peut le voir dans le graphique 1, la distribution de ces cas ne correspond pas à une distribution normale. Ceci est dû, entre autres, au fait que plusieurs cas contenaient un plus grand nombre de pages (jusqu'au double parfois) que d'autres. Conséquemment, l'utilisation des cotes individuelles des observations dans l'analyse de nos données a produit certaines irrégularités, car les cas contenant un plus grand nombre d'observations modifiaient la valeur de nos équations. Pour cette raison, et

parce que notre analyse cherche à observer l'évolution générale du discours plutôt que son ampleur, nous avons décidé d'effectuer la plupart de nos analyses en utilisant la moyenne des cotes pour chaque cas¹. Puisqu'une analyse effectuée à partir de moyennes réduit de beaucoup la valeur des données compilées, nous avons décidé d'inclure, à fin de comparaison, la valeur des mêmes analyses effectuées à l'aide des cotes individuelles.

« INTRODUIRE TABLEAU 2 ICI »

Le second problème majeur que nous avons rencontré est le fait que plusieurs des observations compilées soient des articles écrits par des personnes dont le groupe socio-économique est peu clair. Comme dans tout journal, plusieurs auteurs sont simplement journalistes et il est difficile de classer leur provenance dans une autre catégorie que « journal ». Conséquemment, un nombre disproportionné d'observations se retrouvent dans la catégorie « Journal » pour la variable « Provenance » (voir Tableau 2). De plus, les opinions émises dans cette catégorie sont beaucoup moins homogènes que dans la plupart des autres, comme le montre l'écart type ; on peut probablement relier cette situation à l'hétérogénéité des profils socio-économiques et politiques de ces auteurs, en opposition à certaines autres catégories. Ainsi, nous soustrairons cette catégorie à certaines analyses afin de minimiser l'impact disproportionné que celle-ci pourrait avoir, en raison tant de son importance numérique que de son faible potentiel explicatif. À l'autre opposé, certaines catégories comme « Organes de Sécurité » et « Komsomol » comprennent moins de 10 cas, ce qui réduit énormément leur potentiel explicatif. Toutefois, puisque leur petit nombre n'influe que faiblement sur les résultats, nous ne soustrairons pas ces catégories à l'analyse. Nous avons plutôt choisi, tel que mentionné précédemment, d'amalgamer certaines catégories à divers stages de l'analyse pour tenter de dégager des tendances plus générales.

¹ Par exemple, pour un cas comptant 5 observations, $M_{cotes} = \sum cotes / \#$ d'observations. À partir de maintenant, tous les nombres référeront à la moyenne des cotes, et la même valeur pour les cotes sera entre parenthèse.

Notre dernier problème majeur est celui de la signification statistique. En effet, puisque nos données peuvent être comparées à une population², la signification statistique ne sert pas à vérifier les chances qu'une relation observée soit due à un hasard dans l'échantillon. De même, il est impossible d'étendre les conclusions que nous tirons ici à d'autres journaux ou à l'ensemble des publications médiatiques de la perestroïka, puisque notre échantillon n'est absolument pas aléatoire, se concentrant uniquement sur un journal. Tout de même, la signification statistique peut être interprétée comme une mesure de confiance, vérifiant la qualité et la signifiante des relations mathématiques observées entre nos variables. Ainsi, à moins de mentions contraires, toutes les analyses présentées ici sont significatives au seuil de 0,001.

Analyse mathématique de l'évolution du discours : Étapisme et polarisation dans les idées économiques

Évolution générale du discours et découpage par périodes

La première hypothèse de travail que nous avons posé se proposait de vérifier l'évolution du discours économique dans le média choisi. Cette évolution est essentiellement celle menant d'un système qui, encore en 1985, supportait le système de commandement administratif au soutien d'une économie déréglementée sous-tendue par des idées néolibérales. Cette évolution est de manière générale confirmée par l'analyse des données. Comme on peut le voir dans le tableau 3, la moyenne des valeurs moyennes pour l'année 1986 est de 1,40 (cotes 1,42), alors qu'en 1991 elle est de 4,17 (4,18). Avec un éta carré de 0,63 (0,42), on peut dire que la différence entre les moyennes pour chaque année est assez forte. Sous forme de régression associant le numéro du cas à la moyenne, on obtient un R^2 de 0,59 (,39) (tableau 4), ce qui encore une fois indique une association assez forte entre le temps

² Sauf erreur, nos données représentent l'ensemble des articles à caractère économique publiés durant la période à l'étude. Il n'y a donc aucun besoin d'étendre nos résultats par inférence statistique à d'autres articles potentiels.

et le discours. De plus, la moyenne de 4,17 observée en 1991 indique que le discours est à ce moment très fortement en faveur du marché et qu'il tend même quelque peu vers les idées néo-libérales. De manière générale, l'équation associant la moyenne au numéro de cas est $y=0,009n + 1,509$ où n est le numéro de cas ; ainsi, la valeur moyenne du discours augmente en moyenne de presque 0,01 à chaque numéro du journal, ce qui explique l'augmentation de presque 3 points sur une période de 6 ans.

« INTRODUIRE LE TABLEAU 3 ICI »

« INTRODUIRE LE TABLEAU 4 ICI »

« INTRODUIRE LE GRAPHIQUE 2 ICI »

Toutefois, lorsqu'on observe le graphique 2, on peut observer un phénomène des plus intéressants : l'évolution générale du discours n'est pas linéaire, mais présente plutôt deux phases de croissance rapide entrecoupée d'une période de stagnation. Sur ce graphique, la ligne droite représente la ligne de régression ($R^2=0,59$) et la ligne pointillée représente une courbe Loess incluant 50% des points³. Cette dernière nous permet d'observer les points d'inflexion dans l'évolution générale. On peut voir sur le graphique qu'après un début d'année très conservateur, avec plusieurs moyennes aux alentours de 1, le discours général progresse plutôt rapidement jusqu'en février 1988, surpassant en février 87 la droite de régression. Comme on peut le voir dans le tableau 4, l'équation de régression pour cette période est $y=0,019n + 0,871$, soit un taux de croissance deux fois supérieur au taux moyen de 0,009. Suite à cette croissance, le discours moyen est entre octobre 87 et février 88 non seulement très près des idées de la perestroïka, mais il est aussi très homogène. En effet, la moyenne de celui-ci est 2,83 (2,81) et son écart type ,304 (,870). En comparaison, l'écart type pour l'ensemble de l'étude est de 1,080 (1,166) et atteint même 1,296 (1,448) pour certaines

³ La ligne de Loess est une ligne d'inférence qui utilise les moindres carrés pondérés itératifs. Cette ligne est ajustée à 50% des points dans notre cas. Cette ligne présente le double avantage d'offrir une capacité d'inférence tout en préservant une souplesse qui permet de tenir compte de développements ponctuels ou tendancielles.

périodes. Nous verrons plus tard à quels facteurs on peut attribuer cette croissance rapide et somme toute homogène.

Immédiatement après cette période, le discours moyen entre dans un plateau jusqu'en février 1990. Durant cette période, la ligne Loess rejoint la droite de régression et passe même sous-elle, ce qui dénote un ralentissement marqué dans l'évolution du discours ; conséquemment, l'équation de la droite de régression pour cette période est $y=0,002n + 2,897^4$ (Tableau 4). Ici, le taux de croissance est donc de 4,5 fois inférieur au taux moyen ; en fait, pour l'année 1989 à elle seule, la pente de la droite est de $-0,017$, signifiant un repli vers un discours généralement plus conservateur durant toute cette période, et ce à un taux presque aussi fort que l'évolution générale durant la première période. Parallèlement à cette stabilisation marquée, le discours se fait de plus en plus hétérogène, comme on peut le voir dans le graphique 3. En support de ce fait, on peut aussi mentionner la différence entre l'écart type des moyennes durant les six premiers mois de cette période et durant les six derniers de celle-ci, soit 0,379 (0,722) et 1,190 (1,192). En somme, on peut dire que la deuxième période de notre analyse est caractérisée par la stagnation du discours économique moyen, mais aussi par l'hétérogénéité croissante de celui-ci. Nous vérifierons plus loin si cette dernière est le résultat de tendances distinctes dans l'évolution du discours économique ou si celui-ci est tout simplement devenu hétéroclite à cette époque.

« INTRODUIRE LE GRAPHIQUE 3 ICI »

Finalement, la dernière période qui transpire du graphique 2 est celle allant de février 1990 à décembre 1991. Durant cette période, on observe une reprise de la croissance du discours moyen, alors que celui-ci redevient de plus en plus homogène. L'écart type passe en effet de 0,628 (1,151) à 0,343 (0,698), et l'équation de la droite est maintenant de $y=0,013n +$

⁴ Sig. = ,268 L'absence de relation montre justement que le discours n'évolue pas dans cette période en fonction du temps.

0,516⁵ (Tableau 4), ce qui nous amène à une valeur prédite de 4,6 pour le 311^{ième} et dernier cas. Bien que trop forte par rapport aux données actuelles, cette valeur nous montre bien à quel point le discours moyen correspond de plus en plus à la catégorie 5 de notre analyse.

En somme, on retient de ce qui précède que le discours économique dans la période à l'étude suit trois phases distinctes : une phase relativement homogène de croissance qui amène la prédominance du discours pro-perestroïka, un plateau durant lequel les opinions se polarisent de plus en plus et finalement une phase finale de croissance, où un support de plus en plus généralisé se fait sentir en faveur des idées économiques néo-libérales. La prochaine étape de notre analyse est justement de voir le poids relatif de chacun des types de discours au cours de la perestroïka.

Présence des différents discours économiques par année

Dans cette section, nous analyserons à quels moments de la perestroïka « apparaissent » et « disparaissent » les différents discours économiques. Nous verrons aussi à quels moments certains d'entre eux deviennent prédominants ou, inversement, sont relégués aux oubliettes. Pour ce faire, nous utiliserons les données compilées dans le tableau 5 ainsi que différents articles analysés dans notre collecte de donnée et qui serviront à illustrer les manifestations des différents discours. Parallèlement, nous observerons si des décisions ou événements sociaux, politiques ou économiques sont à même d'expliquer les moments charnières dans l'évolution du discours, tels que décrits dans la section précédente. Pour ce faire, nous vérifierons la présence, dans *Moscow News*, d'articles relatifs à ces événements. On notera d'emblée que l'on retrouve dans ce tableau l'évolution décrite précédemment. Mais on remarque aussi comment sont introduites les idées nouvelles sur toute cette période.

« INCLURE LE TABLEAU 5 ICI »

⁵ Il ne faut pas oublier que ces équations sont calculées à partir de n=0. C'est pourquoi la constante est ici plus basse.

En 1986, les articles de cote 4⁶ ne représentent à ce moment qu'un maigre pourcentage des publications, alors que 55% des publications, avec des cotes de 0 ou 1⁷, encensent l'économie socialiste ou vilipendent le capitalisme. Cette situation explique le départ très lent observé dans le graphique 2. Le discours somme toute très conservateur que l'on observe à ce moment s'explique facilement. À ce moment, le programme de la perestroïka n'est pas annoncé, voire pleinement développé ; au début de l'année 1986, Gorbatchev n'a en effet été au pouvoir que 9 mois. Comme on peut le voir dans le graphique 4, ce n'est qu'en juin 1986 que le discours économique commence à évoluer proprement. Ce point correspond à la sortie publique de Gorbatchev contre le Gosplan, qu'il accuse de faillir à planifier correctement l'économie soviétique. Cette sortie est observable dans *Moscow News* : avant cette sortie⁸, 86% des interventions de Gorbatchev ont la cote 1. Après cette sortie, ce pourcentage passe à 61%. Qui plus est, Gorbatchev lance par cette sortie l'idée que la critique est nécessaire au régime. Conséquemment, alors qu'un maigre 19% des articles publiés avant juin adoptent une attitude critique⁹ face à la situation, ce pourcentage augmente à 49% après juin. On retrouve à ce moment plusieurs articles qui proposent même des solutions semblables à celles qu'annoncera Gorbatchev par la suite¹⁰. Le discours se met finalement à augmenter de manière plus régulière après la promulgation de la loi sur le travail individuel, en novembre 86.

« INTRODUIRE GRAPHIQUE 4 ICI »

⁶ #48

⁷ Entre autres, 15 articles concernant Gorbatchev. Plusieurs interventions du Gosplan aussi. Gorbatchev y parle fréquemment d'améliorer la planification (#2, #16, #28, #29, #32) et d'intégrer les dernières technologies dans les usines (#39).

⁸ Voir #26

⁹ Essentiellement le Parti lui-même plus quelques articles de journalistes. Voir #10 et #27.

¹⁰ Par exemple, une défense des marchés privés de fruits et légumes à Moscou, qui offrent qualité et bas prix (#35) ; une critique ministérielle de la planification (comme principe), étouffante et retardant le développement de certaines branches de l'économie (#33) ; et une défense de la future loi sur le travail individuel, permettant de libérer « l'initiative des travailleurs » (#46).

Cette tendance se poursuit en 1987, alors que la valeur moyenne du discours augmente de façon régulière pour presque atteindre la cote 3 en fin d'année. La régularité de cette augmentation¹¹ (voir graphique 5) est facilement explicable : l'année 87 est l'année de la mise en place des structures légales et économiques de la perestroïka. La pluralité des candidatures électorales, la loi sur les coopératives, la loi sur les *joint ventures* et celle sur les entreprises d'État sont autant de nouveautés qui sont adoptées durant cette période. Conséquemment, elles semblent entraîner un fort enthousiasme alors que leurs effets négatifs ne se font pas encore sentir. La liberté de critique qui est encouragée par le discours gorbatchévien se fait aussi sentir et tire la moyenne vers le haut. Conséquemment, les articles de cote 2 et 3 sont les plus nombreux, représentant respectivement 35,1% et 40,4% du contenu de l'année. Un nombre de plus en plus grand d'articles critique la bureaucratie abusive¹² et l'égalitarisme du SCA¹³ ; toutefois, on croit encore dans les capacités de celui-ci pour redresser la situation¹⁴. De plus, on vante l'émergence du travail privé et l'énergie qu'il insuffle à l'économie¹⁵ et on prône la gestion économique et autonome plutôt qu'administrative¹⁶. L'omnipotence économique du gouvernement est présentée comme désormais impossible¹⁷ et on propose de permettre aux citoyens de choisir la provenance de leurs services publics¹⁸. Mais encore plus impressionnant, on observe l'implantation rapide et assez ferme de la conception gorbatchévienne de l'utilisation des marchés comme des outils permettant d'atteindre un socialisme plus « vrai ». Conséquemment, on observe l'apologie du marché dans plusieurs

¹¹ Hormis une courte période de stabilisation de juillet à septembre.

¹² #16, #25, #35, #36, #43, #44, #46, #47.

¹³ #17, #20, #29, #31. Dans celui-ci, on retrouve un particulier un article intéressant qui montre que l'égalitarisme est en fait anti-marxiste. Dans celui-ci, l'auteur (Vyacheslav Motyashov) explique que travailler pour soi, au lieu d'être un signe d'un mauvais communiste, est un retour aux idées marxistes-léninistes selon lesquelles dans le socialisme, intérêts général et particulier coïncident.

¹⁴ #33, #34, #51

¹⁵ #12, #18, #24

¹⁶ #31, #322, #33, #36, #40, #41

¹⁷ #34

¹⁸ #36

articles¹⁹ : un auteur dit par exemple qu'une « société de socialisme étatique en santé doit être orientée sur le marché²⁰. » Néanmoins, on observe aussi que certaines idées économiques vont déjà au-delà du cadre de la perestroïka : des articles prônent la médecine à deux vitesses²¹ et on rapporte de manière enthousiaste la vente d'actions par certaines entreprises²². Plus encore, l'efficacité et la liberté économique sont progressivement présentées comme les deux traits qui devraient constituer le centre de l'économie²³ et, conséquemment, on propose d'abandonner certaines garanties sociales²⁴ ou subventions qu'offre le socialisme²⁵. Bien que l'on ne puisse qualifier ces points de radicaux, on voit clairement qu'ils dépassent les idées de Gorbatchev ; or en 1987, ils occupaient 10,1% de la couverture économique de *Moscow News*. L'apparition de ce type d'idées contribue donc sans nul doute à faire augmenter la valeur moyenne du discours économique tout au long de 87.

« INTRODUIRE GRAPHIQUE 5 ICI »

Cette croissance se poursuit d'ailleurs jusqu'en 88, où pour la première fois les articles de cote 3 et 4 représentent les deux catégories les plus répandues, avec 49,3% et 29,3%. C'est donc l'année où le pourcentage d'articles supportant les idées économiques de la perestroïka est le plus élevé. Par contre, on remarque aussi au graphique 6 que l'évolution cesse au mois de mai ; le discours moyen subit même un léger recul jusqu'en août, date à partir de laquelle il se stabilise jusqu'à la fin de l'année 88. Il est malaisé d'expliquer cette évolution ; en effet, bien que les effets négatifs de la perestroïka commencent à se faire sentir, les événements semblent encore sous contrôle. De plus, le pourcentage des cotes 0 et 1 est à son plus bas, année 1991 exceptée. Tel que discuté plus tôt, l'on remarque toutefois que le discours semble

¹⁹ #30,#31,#35,#40 Un des articles porte sur le concept de socialisation en économie. On y parle de la nécessité du retour à une vision plus léniniste ; sans un marché, la valeur sociale des biens ne peut apparaître, dit l'auteur.

²⁰ #30. C'est un économiste, Oleg Bogomolov, qui fait cette remarque.

²¹ #20 et #35. Dans le #50, on va même plus loin, en suggérant carrément que la médecine privée peut être de meilleure qualité que la médecine publique !

²² #51

²³ #41, #42, #44, #46

²⁴ On propose, par exemple, de rendre les repas à l'hôpital payant. #26

²⁵ La science comme un produit : ce qui n'est pas efficient ne doit pas être fait !!! #38

se polariser quelque peu dès la fin de cette année. Les cas présentant des moyennes élevées se font plus rares, mais ces moyennes deviennent plus élevées. De même, plusieurs cas présentent des moyennes plus faibles. Que se passe-t-il donc dans cette période ? On remarque dans plusieurs articles une crainte de l'inflation²⁶ et d'une baisse de la qualité de vie. Un travailleur va même jusqu'à rappeler que « Jamais, sous aucune condition, la réforme ne devrait résulter en une baisse de la qualité de vie des gens²⁷. » Mais surtout, une quantité croissante de gens s'interrogent sur les écarts grandissants au sein de la société soviétique ; le réflexe semble être d'associer ceux-ci à la criminalité²⁸, ce qui, tel que discuté dans notre grille de codage, est beaucoup plus associé au SCA qu'à l'esprit de la perestroïka. Puisque la plupart de ces articles ont été publiés en juin, on peut raisonnablement assumer que c'est cet inconfort découlant de nouvelles réalités et cette peur des événements à venir qui sont à la base de ce recul du discours moyen. C'est d'ailleurs sur ces bases que va s'appuyer le mouvement conservateur dans les années suivantes. Peut-être face à ces craintes, mais aussi face à une apparente perte de contrôle du centre dans certaines sphères, celui-ci va tenter de rappeler ses prérogatives. Lorsque la RSS²⁹ d'Estonie modifie vers la fin de l'année ses lois pour permettre la propriété privée, Gorbatchev résiliera celles-ci et offrira dans les médias l'explication qu'il faut préserver l'égalité entre les citoyens d'URSS³⁰. En somme, on voit qu'un certain discours conservateur se fait déjà sentir face à la marche des événements, sur lesquels le centre cherche d'ailleurs à maintenir son contrôle. En parallèle, on peut voir un discours réformiste qui se raffermir quelque peu, et on retrouve les deux premières véritables associations entre économie de marché et démocratie. Un article présente la destruction du monopole d'Intourist et l'ouverture à la compétition dans le tourisme comme étant une

²⁶ #24 et #25.

²⁷ #22 et #47

²⁸ Trois mentions dans le #27 et dans le numéro 33 aussi.

²⁹ République Socialiste Soviétique

³⁰ #49

question de démocratie et de chances égales³¹ ; aussi, la propriété et le marché privés du logement est plus tard présenté de même, comme étant la seule réelle possibilité d'être libre dans son choix de domicile. On voit donc que la liberté économique est ici présentée comme un pré-requis à la démocratie et aux libertés individuelles. Toutefois, le discours de cote 5 n'occupe ici que 0,7% du pavé, et on ne peut donc le juger comme significatif. Par contre, on retrouve dans les observations de cote 4 plusieurs articles assez agressifs dans leur revendication de réformes plus profondes et plus rapides. Des lignes comme « Chaque jour doit être porteur de profit³² » ou, à plus forte raison, « Le marché a toujours raison³³ » dénotent déjà un changement d'attitude assez profond ; mais lorsqu'ils sont couplés à des textes qui, de manière générale, présentent l'efficience comme la quintessence du renouvellement et les commandes, la planification et les régulations d'État comme un frein à la croissance et au renouvellement³⁴, on comprend qu'un changement de paradigme est en train de s'effectuer pour une part de la population. En témoignage de cela, il nous faut finalement présenter cet article qui encense l'initiative de ce propriétaire de café qui ajuste les prix selon l'heure du jour³⁵ pour s'approprier le surplus du consommateur, un processus peu répandu même dans nos économies occidentales. En somme, nous pouvons dire de 88 quelle est une année de stabilisation du discours, marquée d'un côté par les craintes et incompréhensions d'une partie de la population et de l'autre par l'insistance des revendications réformistes.

« INTRODUIRE GRAPHIQUE 6 ICI »

Cette période de stabilité se poursuit en 1989. Pourtant, le discours de cote 5 occupe dans cette année une place de plus en plus importante, passant de 0,7% à 16% de la

³¹ #5

³² #52

³³ #47

³⁴ #5, #16, #26, #46, #52

³⁵ #6

couverture. Mis ensemble, les articles de cote 4 et 5 occupent désormais 38% du discours ; cela ne représente toutefois qu'une augmentation de 7% en comparaison avec l'année précédente, et la concentration d'articles négatifs observée vers la fin de l'année 1989, couplée à une fréquence moindre des articles positifs dans cette même période, expliquent la stabilité générale du discours durant cette période. En fait, celui-ci voit sa valeur moyenne diminuer graduellement (voir graphique 7) jusqu'en octobre, moment auquel le premier programme de transition au marché, le programme Albakin, est commandé par l'État pour considération. De même, le début de la chute du discours, en mars, se produit au même moment que les premières élections à candidatures multiples au Congrès des Députés du Peuple. Peut-on observer les traces de ces deux points d'inflexion dans le discours ? Effectivement, on fait quelques mentions du programme de réforme entre octobre et novembre de cette année³⁶. À ce moment, on remarque que le discours réformiste devient impatient et de plus en plus radical : on présente fréquemment les solutions mises de l'avant comme étant insuffisantes³⁷ et l'on dénonce de plus en plus les interventions de l'État dans l'économie comme étant une source de tensions et de baisse d'efficacité³⁸. Ce dernier point peut être identifié comme faisant partie du discours néo-libéral³⁹, tout comme l'association entre la démocratie et le marché que nous retrouvons encore plusieurs fois au cours de cette année⁴⁰. Le pluralisme économique et l'économie de marché sont présentés noir sur blanc comme des pré-requis à la démocratie ou comme des conditions nécessaires pour surmonter les difficultés de la perestroïka et le centrisme du PCUS⁴¹. En somme, le discours réformiste commence ici à demander la propriété privée (le « pluralisme économique ») et la baisse des

³⁶ #42, #44, #50

³⁷ #7, #9, #19, #26, #31, #42, #44, #50

³⁸ #3, #43

³⁹ Voir la partie « Méthodologie », p.17-19 et 26

⁴⁰ #5 et #6.

⁴¹ « unleash production and democracy, allow economic pluralism... dangers and difficulties of perestroika are so great » voir #5

interventions étatiques. À l'opposé et expliquant le maintien de cette stabilité, on retrouve deux articles qui présentent la vie à l'époque de Staline comme étant meilleure qu'à l'époque de la perestroïka⁴² ; d'autres se contentent de dire que les choses sont pires qu'avant, ou que les acquis du socialisme ont été vendus à rabais au capitalisme⁴³. Au milieu de ces extrêmes, le Parti et Gorbatchev en particulier ne modifient pas leur discours ; celui-ci invite les radicaux à se rallier et à apporter des idées neuves⁴⁴ plutôt que de demander des réformes qui vont au-delà des aspirations du peuple et de la perestroïka. Bien que dominant avec 39,5% de la couverture, le discours gorbatchévien en faveur de la perestroïka se fait de plus en plus mince, en baisse de 10% par rapport à l'année 1988.

« INTRODUIRE ICI LE GRAPHIQUE 7 »

Cette chute se poursuit en 90, alors que le pourcentage des articles de cote 3 diminue de 10% à 29,5% ; inversement, celui des articles de cote 4 augmente de 10%, à 31,3%. Au même moment, les articles de cote 5 représentent eux 22% du contenu ; à ce moment, le discours réformiste occupe donc plus de 50% de l'espace, et conséquemment, le discours moyen reprend sa progression après la période de stabilité 88-89. Pourtant, cette hausse n'est que légère : la moyenne pour 90 est de 3,52, en comparaison avec 3,20 pour 89. De plus, durant cette année, le discours reste somme toute stable (voir graphique 8). Encore une fois, on peut remarquer vers la fin de l'année que la concentration d'observations se situant dans les extrêmes est plus élevée ; c'est d'ailleurs lors de l'année 1990 que l'écart type est le plus grand, avec 1,202. On peut donc en déduire que des voix vraiment diverses se font entendre, et que certains préfèrent accélérer le cours des choses alors que d'autres préfèrent la sécurité familière du passé ; nous identifierons les membres de ces catégories dans la prochaine section. Au niveau du contenu comme tel, on remarque que le discours plus conservateur se

⁴² #31 et #41

⁴³ #2, #36, #37, #38, #41

⁴⁴ #35

fait de plus en plus nostalgique. « Subversion idéologique⁴⁵ » et « corruption capitaliste⁴⁶ » sont des expressions que l'on retrouve dans certains articles pour parler de la perestroïka ; d'autres disent seulement ne plus se retrouver dans la « nouvelle » Union Soviétique et ne pas savoir où celle-ci s'en va⁴⁷. Sur une note moins dramatique, les articles de cote 2 se contentent d'inciter à la prudence plutôt qu'au retour en arrière⁴⁸. Le discours de cote 3 prend, lui, une tournure de plus en plus apologétique, en vantant les bienfaits de la perestroïka ; on remarque que ces tentatives viennent surtout du centre et de Gorbatchev. C'est d'ailleurs à cette époque que ce dernier se distancie du Parti et qu'il présente vraiment les réformes comme étant sa création. On rappelle l'impact des réformes sur la Guerre Froide⁴⁹ et les résultats obtenus jusqu'à présent⁵⁰ ; mais plus intéressant encore, on cherche à rappeler la popularité (peut-être plus imaginée que réelle) de Gorbatchev et le besoin de se rallier à l'État, seul guide des réformes⁵¹. La majorité de ces remarques est attribuable, encore une fois, à Gorbatchev lui-même qui cherche d'un côté à convaincre de son leadership tout en préparant pourtant des plans de plus en plus radicaux. De ce côté, on pousse toujours plus pour une économie de marché⁵² et en particulier pour la privatisation des sols⁵³. Mais on insiste aussi beaucoup sur le fait qu'une économie de marché en URSS devrait conserver un rôle pour l'État, entre autres concernant les programmes sociaux⁵⁴. On voit donc que même certains de ceux qui poussent vers la privatisation et le marché commencent à s'inquiéter pour les acquis sociaux ; le ton de certains articles cotés 4 est clairement défensif face aux acquis de l'État-Providence de type socialiste. Au contraire, plusieurs des articles de cote 5 parlent maintenant d'épurer

⁴⁵ #25

⁴⁶ #39

⁴⁷ #20,#22,#33,#45,#46,#48

⁴⁸ #3,#7,#30

⁴⁹ #7 et #13

⁵⁰ #8,#9,#30,#37,#43

⁵¹ #8,#21,#31,#33,#37

⁵² #8,#9,#16,#17,#20, #26

⁵³ #3 et #46

⁵⁴ #8,#32,#35,#43,#51

l'économie du secteur public⁵⁵ et d'utiliser une approche big-bang⁵⁶ : comme on peut lire dans un des articles, « il faut apporter les changements [économiques] maintenant et s'arranger avec les contradictions plus tard⁵⁷ ». Un économiste étranger paraphrase même Friedrich Hayek lorsqu'il dit que « l'Union Soviétique doit s'écarter de la route du servage⁵⁸ ». Ainsi, ce discours qui de prend de plus en plus toutes les facettes économiques, philosophiques et politiques du néo-libéralisme académique est non seulement plus agressif mais aussi beaucoup plus présent, tel que mentionné plus haut. Ce discours présente une vision épurée du marché, parfois en opposition avec la compréhension ordinaire du marché en Occident, comme comprenant une part d'intervention gouvernementale. La forte croissance de ce discours peut être partiellement expliquée par l'indépendance qu'obtient le journal suite à la loi sur l'indépendance des médias, adoptée vers le début de l'année 1990. La table est donc mise pour l'évolution du discours qui surviendra en 1991.

« INTRODUIRE LE GRAPHIQUE 8 ICI »

Durant cette année en effet, le résultat de la progression du discours devient évident : 85% des publications sont cotées 4 ou 5. Plus particulièrement après le putsch raté d'août 1991, le discours devient franchement radical et on s'y permet quelques propos très tranchés. Un article présente une vision plus que positive du chômage, célébrant celui-ci comme une marque de la naissance du capitalisme⁵⁹, alors que d'autres dressent un portrait flatteur de la nouvelle bourgeoisie en relatant son « charme discret⁶⁰ ». Mais dans ces observations contrastant avec le contenu de la période soviétique, la palme revient définitivement à cet

⁵⁵ #22 et #25

⁵⁶ #38 et #47

⁵⁷ #43

⁵⁸ #26. On fait ici référence à l'ouvrage Friedrich Hayek, *The Road to Serfdom*, un classique du libéralisme, surtout du point de vue philosophique. De même, un citoyen dit dans le numéro 31 qu'il ne veut pas être un esclave.

⁵⁹ #24 "Unemployment, a birthmark of capitalism"

⁶⁰ #29 "The discreet charm of the bourgeoisie"

article qui compare mot pour mot l'intervention étatique dans l'économie au viol⁶¹. En fait, les attaques sur l'intervention étatique dans l'économie sont omniprésentes⁶² durant cette année, et plusieurs articles relatent comment le refus des entreprises d'obéir à l'État est source de croissance⁶³. Le discours radical correspond ici très intimement aux éléments économiques et philosophiques avancés par les néo-libéraux ; on peut dire de ce discours qu'il a pleinement atteint sa maturité. En plus d'insister sur le désengagement de l'État (tel que mentionné plus haut), on y recommande plusieurs fois la diminution des services publics⁶⁴ et la « démonopolisation » immédiate de l'économie⁶⁵, le tout dans une approche « Big Bang » qui met l'emphase sur la nécessité de changements complets et immédiats⁶⁶. Pour accomplir ceux-ci, on défend même les *insider privatization*, soit la vente de possessions publiques à rabais à la *nomenklatura*, aux *apparatchiks* et autres opportunistes, bref à quiconque veut la prendre⁶⁷, conformément à l'idée du programme néo-libéral de réformes qui veut qu'une classe bourgeoise aussi mauvaise soit elle est meilleure qu'aucune classe possédante⁶⁸. Finalement, on retrouve aussi cette vision extrêmement positive de l'entrepreneur⁶⁹, fortement caractéristique du néo-libéralisme et des gouvernements de la Nouvelle Droite, c'est-à-dire Thatcher, Reagan, Mulroney, etc. : on dit de lui que ses capacités de gestion en ferait un excellent politicien⁷⁰ et qu'il va « sauver » le peuple en remplaçant l'État⁷¹. Mais finalement, et c'est le plus important, l'association entre économie de marché et démocratie et liberté est

⁶¹ #16

⁶² #18 : L'État vole les travailleurs et les empêche de vivre correctement. #30 : L'État devrait laisser les fondations charitables s'occuper des services sociaux, en redonnant l'argent à ces fondations. #31 (2X)

⁶³ #32 ; Le refus de certaines entreprises de St-Petersbourg de produire les commandes d'État va sauver la ville.

⁶⁴ #30 et #32

⁶⁵ #20 et #32

⁶⁶ #33 "Why doesn't the government explain to the people that the price society is going to pay for this unavoidable radical reform, which is just being put off, goes up with every passing month ?".

⁶⁷ #26, #29 "Private capital is the main drive of progress[...] The market will put everything in its place. If someone has grabbed state property but doesn't know how to work with capital, it'll strip him of it sooner or later" ; #32 "If the nomenklatura uses its status for such acquisitions and proves capable of effectively managing property [...] The market can only stand to a gain."

⁶⁸ Adams et Brock, *Adam Smith Goes to Moscow*, 82

⁶⁹ #36

⁷⁰ #37

⁷¹ #42

ici sans équivoque et répétée plusieurs fois : on peut lire, entre autres, que la « véritable démocratie est impossible sans la propriété privée et le libre marché⁷² ». Donc, bien que le discours radical ne soit pas le plus imposant en termes numériques, il est définitivement utilisé comme une arme contre l'architecture institutionnelle en place, comme le prédit la théorie de Blyth. Les défenseurs de cette dernière, eux, n'ont en 1991 que peu de terrain sur lequel se replier, plus particulièrement après le putsch manqué. On y note la complexité croissante des réformes et les injustices qui en découlent. Plus particulièrement lors de la grève des mineurs du Kouzbass, plusieurs travailleurs revendiqueront des meilleures conditions de travail et l'auto-gestion, plutôt que la libéralisation de l'économie⁷³. Tout de même, ce discours se fait très rare et peu revendicateur ; en ultime témoignage de cette situation et de la mort annoncée de l'URSS, suffit de dire que sur 249 observations en 1991, Mikhaïl Gorbatchev, Président de l'URSS, s'est exprimé une fois.

« INTRODUIRE ICI LE GRAPHIQUE 9 »

Le discours politique et le fil de la perestroïka : l'arme des idées économiques

Nous pouvons résumer la dernière partie ainsi. En 1986, le discours économique est encore largement dominé par l'idéologie traditionnelle du SCA, et le discours réformiste de Gorbatchev ne commence à se faire sentir que tardivement dans l'année. Ce discours continue tout au long de l'année 87, et parvient alors à sa maturité alors que l'architecture institutionnelle de la perestroïka est progressivement implantée ; l'enthousiasme initial observable en réponse à cela explique l'évolution régulière et homogène du discours en 87. Celui-ci se stabilise toutefois en 88, alors que le discours moyen est très proche des idées de

⁷² #11 "veritable democracy is impossible without private ownership and a free market" ; #23 "privatization, liberalization and democratization - all these beaten tracks towards the market economy" ; #30 "how does work for a private employer differ from work for the state [...] The feeling of freedom" ; #35 "no change can begin without free trade and free enterprise"

⁷³ #9, #11, #12, #15

Gorbatchev et que le discours réformiste radical n'est pas encore très fort. Mais en réaction aux quelques ratées déjà observables, le discours devient de plus en plus hétérogène, et les conservateurs se plaignent d'inégalités croissantes alors que les réformistes croient qu'une accélération des réformes aplanira les difficultés rencontrées. En 89, c'est encore l'absence de cohésion qui explique la stabilité du discours, alors que les gens sont de plus en plus convaincus de la nécessité ou du danger des réformes ; le grand perdant est alors le Centre, qui voit son contrôle diminuer de plus en plus, une tendance qui se poursuit jusqu'en 1990. Les discours réformistes et radicaux deviennent à ce moment prépondérants et la valeur moyenne du discours reprend son évolution malgré la désillusion de plus en plus profonde qu'on observe chez les travailleurs et les citoyens. Le discours centriste devient à ce moment très apologétique et se présente de plus en plus comme conservateur en contraste avec celui des réformistes ; c'est dans cette vague que Gorbatchev deviendra lui-même plutôt conservateur. Finalement, 1991 marque clairement le triomphe du discours réformiste et la forte pression du discours radical ; alors que ceux-ci parviennent à maturité, la valeur moyenne du discours augmente et celui-ci devient plus homogène alors que tout conservatisme apparaît risible face à la situation économique.

L'évolution numérique du discours suit-elle son évolution qualitative ? En d'autres mots, le nombre d'articles par journal présente-t-il une évolution significative ? Après quelques modifications⁷⁴, on obtient un test ANOVA significatif bien que faible en comparant la moyenne du nombre d'articles par numéro de journal pour les 6 années : l'éta carré est en effet de 0,25, ce qui s'explique largement par le nombre décroissant mais somme toute régulier d'articles par numéro de journal entre 1988 et 1991. La seule année qui fait vraiment exception est 1986 (voir tableau 6), ce qui peut en quelque sorte confirmer l'idée que le discours très conservateur qu'on y observe en rapport avec 1987 est dû à l'enracinement des

⁷⁴ Pour balancer l'effet des numéros contenant plus de pages et le fait que le codeur alternatif ait effectué moins d'articles par numéro de journal.

habitudes soviétiques et à l'inconfort relié à la critique économique en général. Lorsque celle-ci devient encouragée, le discours bourgeonne et le nombre moyen d'articles par numéro de journal augmente à 4, alors que sa teneur idéologique augmente elle aussi.

« INTRODUIRE LE TABLEAU 6 ICI »

En conclusion, on peut dire que le discours idéologique augmente effectivement avec le temps. Bien que des événements politiques ponctuels soient à même d'expliquer des changements dans le discours sur le court terme, ce sont plutôt des tendances de fond qui expliquent son évolution sur les 6 années étudiées.

- D'abord, l'augmentation accompagnant la maturation du discours pro-perestroïka et l'engouement pour celle-ci ;
- Ensuite, la stabilisation et la fragmentation qui accompagnent les premiers échecs de la perestroïka, exprimant les appréhensions de certains et les espoirs des autres ; et
- Finalement, une nouvelle période de croissance qui accompagne la maturation et la prépondérance des discours réformistes et radicaux et la disparition du discours gorbatchévien, alors que celui-ci devient clairement associé aux désastreuses réformes de la perestroïka.

Conséquemment, on voit que, conformément à la théorie de Blyth, les idées économiques préexistantes, et non les institutions, ont servi à réduire l'incertitude en période de crise. Les idées économiques de la perestroïka ont été présentées comme répondant aux problèmes de la période précédente, en grande partie causés par les institutions ; lorsque celles-ci se sont avérées elles-même porteuses d'échecs, un nouveau discours plus radical ayant fait ses preuves à l'Ouest s'est introduit dans les médias. Initialement, le discours réformiste s'est fait très modéré, mais sous la poussée du discours néo-libéral des propos de plus en plus aux antipodes du socialisme se sont fait entendre et ont pris le dessus. On peut

donc avancer qu'effectivement, les idées économiques ont été utilisées comme des armes : d'abord en faveur de la perestroïka, pour dénoncer la stagnation économique et l'immobilisme bureaucratique, et ensuite contre la perestroïka et en faveur d'un état minimaliste en dénonçant l'ingérence politique du PCUS dans l'économie et en associant la propriété privée à la liberté. Pour nous, ceci prouve à la fois la théorie de Blyth et notre première hypothèse de travail. Il nous reste à voir qui a diffusé ce discours, comment les autres groupes ont réagi à cette diffusion et si cela a permis la construction de coalitions.

Les acteurs de l'évolution du discours : Partisans et opposants du discours radical

Dans notre méthodologie, nous avons présenté notre deuxième hypothèse de travail comme visant à vérifier l'existence de différences entre la moyenne des discours pour différents groupes politiques et économiques. D'entrée de jeu, on peut dire qu'il existe une différence significative entre les moyennes cumulées⁷⁵ pour chaque catégorie (voir tableau 7) : l'analyse ANOVA montre toutefois que cette relation est faible, avec un éta carré de 0,20. Le tableau 7 nous permet aussi de regarder quelles catégories ont les moyennes les plus fortes et les plus faibles. Les cinq catégories les plus fortes sont : les banques (4,55), les entrepreneurs (4,20), les autres partis politiques (4,00), les citoyens étrangers autres que politiciens (3,78) et finalement, les économistes (3,65). Les cinq catégories les plus faibles sont quant à elles les suivantes : les citoyens des pays satellites autres que politiciens (2,08), le Komsomol (2,22), Gorbatchev lui-même (2,36), les citoyens (2,48) et le niveau central du PCUS (2,58). Deux de ces catégories sont numériquement insignifiantes : le Komsomol (9 cas) et les autres partis politiques (5 cas) ne représentent pas assez de cas pour représenter des tendances de fond. Or si nous excluons ces deux catégories, l'on retrouve d'ores et déjà une

⁷⁵ C'est-à-dire la moyenne pour l'ensemble des cotes de chaque catégorie sur toute la période à l'étude.

séparation qui semble soutenir notre hypothèse. En effet, nous avons d'un côté économistes, entrepreneurs et banquiers, soit les gens qui selon Blyth supportent le plus hardiment les réformes néo-libérales ; et nous avons de l'autre Gorbatchev, défenseur de la perestroïka, le PCUS qui, normalement, suit le discours de Gorbatchev, et finalement les citoyens qui n'ont pas, pour la plupart, réellement trouvé leur compte dans la transition. Cette répartition semble soutenir notre hypothèse selon laquelle il y a une différence entre le discours des différents groupes politiques et socio-économiques, mais aussi selon laquelle l'évolution du discours est dirigé par les économistes (qui croient au bienfait du marché) et par les entrepreneurs (qui désirent l'introduction de celui-ci). Toutefois, pour mieux comprendre ces divers phénomènes et pour vérifier si le discours a été utilisé afin de construire des ponts entre les divers intérêts socio-économiques, il nous faut procéder à une analyse à petite échelle. Conséquemment, nous allons maintenant analyser l'évolution du discours pour différents groupes. Ceux-ci sont regroupés de manière à vérifier notre deuxième hypothèse, c'est-à-dire par groupes politiques ou socio-économiques ; nous nous contenterons d'étudier les groupes représentant l'idéologie de la perestroïka, les travailleurs ainsi que les économistes et milieux d'entreprises. Ces catégories sont celles qui importent pour notre hypothèse. Pour vérifier celle-ci, nous analyserons donc ces catégories individuellement, dans un premier temps, et ensuite de manière agrégée pour observer la variance inter-catégories.

« INTRODUIRE LE TABLEAU 7 »

Gorbatchev, le parti et l'État

Comme on peut le voir au graphique 8, plusieurs phénomènes intéressants sont observables pour cette catégorie. Le plus important est sans nul doute la stabilisation parfaite du discours de Gorbatchev après 1989 ; on voit d'ailleurs qu'à partir de ce point, l'écart entre ce discours et le discours moyen s'agrandit, ce qui soutient l'idée selon laquelle la première

vague de progression du discours était soutenue par Gorbatchev et les idées de la perestroïka. En effet, bien que cela ne soit pas apparent sur le graphique, c'est clairement les idées plus libérales de Gorbatchev qui ont lancé l'évolution du discours. Or celui-ci a continué d'évoluer par la suite, ce qui suggère une perte de contrôle de la part de Gorbatchev ; conséquemment, celui-ci a été perçu comme un réactionnaire conservateur. D'ailleurs, on peut remarquer qu'après que Gorbatchev ait transféré sa base de pouvoir à la présidence de l'URSS, le discours du niveau central du Parti augmente très rapidement ; simplement, ce niveau était plus soumis à l'autorité personnelle du chef, en théorie du moins. On peut supposer qu'une fois cette autorité disparue, le Centre a cherché, comme tant d'autres éléments du pouvoir soviétique à cette époque, à se rapprocher du discours moyen pour assurer sa survie. Cette tendance semble confirmée par le fait que le Parti et l'État sont à la fin de 1991 très près du discours moyen. On peut aussi remarquer que le discours de Gorbatchev a rapidement été dépassé par celui des niveaux inférieurs du Parti et du niveau central de l'État, alors qu'il n'a clairement jamais pu contrôler le discours des niveaux inférieurs de l'État. Ce dernier phénomène est bien illustré par les événements (voir plus haut) qui ont entouré la promulgation de la loi estonienne sur la propriété privée et la dénonciation subséquente de celle-ci par Gorbatchev. En somme, on peut résumer ces cinq catégories de la manière suivante : au début de la perestroïka, Gorbatchev soulève de nouvelles idées ce qui entraîne l'augmentation du discours moyen. Soumis à l'autorité du secrétaire-général, le Centre suit cette tendance. À la périphérie toutefois, le Parti redoute quelque peu ces transformations et maintient un discours assez conservateur, qui évoluera toutefois au-delà des limites de la perestroïka en 88, dénotant le manque de contrôle du secrétaire-général sur les niveaux inférieurs du PCUS. Lorsque Gorbatchev remet en question sa confiance envers le Centre du Parti en 1990, ce dernier dépassera aussi le discours de la perestroïka. Quant aux représentants de l'État, leur discours est en général plus réformiste que celui du Centre, ce qui dénote

l'incapacité du parti à contrôler celui-ci, mais peut-être aussi une plus grande volonté de se maintenir en place, la faiblesse accrue des contrôles idéologiques ou peut-être aussi une perception différente des intérêts économiques de l'URSS.

« INTRODUIRE LE GRAPHIQUE 10 ICI »

Travailleurs et citoyens

Si l'État a en effet une telle différence de perception, elle n'est rien en comparaison avec celle des travailleurs. En général, ceux-ci réagissent très mal aux échecs de la perestroïka. Nous analyserons ici les catégories 8 (travailleurs), 10 (citoyens), 17 (journal) et 18 (travailleurs agricoles). Nous avons cru bon de séparer travailleurs et travailleurs agricoles, car la mentalité rurale a souvent été perçue comme favorisant la propriété individuelle, bien que ceux-ci conservent aussi certains traits plutôt collectivistes. Les résultats de la présente section le démontreront. Finalement, tel que discuté au début de ce chapitre, la catégorie « journal » est en elle-même problématique. Tout d'abord, bien qu'elle ait été incluse dans cette section, la catégorie « journal » ne représente ni l'opinion des travailleurs ni celle de simples citoyens ; plusieurs des journalistes ont sans aucun doute un profil socio-économique les rapprochant beaucoup plus d'une autre catégorie socio-économique, malgré que celle-ci n'ait pu être identifiée⁷⁶. Ensuite, avec, entre autres, 27,3% de la couverture en 1991, le journal est responsable pour une grande part de l'évolution du discours, ce qui explique que la ligne du journal se confond avec la ligne de la moyenne sur le graphique 10. Nous avons tout de même choisi d'analyser ici cette catégorie, en gardant les faits précédents en tête.

Le premier phénomène frappant dans le graphique 10 est le recul des catégories « citoyens », « travailleurs » et « journal » de 1988 à 1989. Ce sont eux qui contribuent largement à la stabilité du discours entre 88 et 90 et on peut leur attribuer les commentaires

⁷⁶ Tous les auteurs d'articles ayant pu être associés à d'autres catégories ont été classés dans celles-ci.

plus conservateurs étudiés dans la première partie de ce chapitre⁷⁷. Leur discours qui suit initialement la tendance croissante sous la libéralisation gorbatchévienne est donc ralenti par les échecs économiques et l'incertitude du milieu de la perestroïka, avant de reprendre son ascension. Quels sont les facteurs qui mènent à cette reprise de la croissance ? En 1991, on remarque que les travailleurs perçoivent de plus en plus l'État comme étant nuisible à leur qualité de vie, en particulier dans le dossier des mineurs du Kouzbass. On retrouve ainsi l'idée que le marché est plus humain que l'État dans l'administration de l'économie⁷⁸. Toutefois, la plupart d'entre eux demeurent modérés et se montrent somme toute moins attirés par le marché que par la démocratie et l'auto-gestion⁷⁹. Le principe est le même pour les citoyens, qui sans devenir entrepreneurs, sont tout de même en partie intéressés par les opportunités d'enrichissement personnel qu'offre le passage au capitalisme⁸⁰. La situation est différente pour les travailleurs agricoles, qui revendiquent dès le départ une plus grande autonomie économique⁸¹. Ceux-ci se montreront massivement en faveur des changements économiques jusqu'à la toute fin, avec seulement 2 articles sur 11 cotés « 3 » en 1991⁸².

« INTRODUIRE ICI LE GRAPHIQUE 11 »

Pour les raisons expliquées plus haut, il est beaucoup plus difficile d'interpréter les résultats de la catégorie « journal ». On peut dire à la vue du graphique 10 qu'il semble être un bon représentant de l'évolution générale du discours ; toutefois cette relation est incertaine, en raison de la prépondérance même de cette catégorie dans le calcul de l'évolution moyenne. Il est tout de même intéressant de noter que cette catégorie a elle aussi subi le recul associé à la période 1988-1990, quoique de manière moins importante, en plus d'avoir repris sa progression plus rapidement que d'autres.

⁷⁷ Voir, entre autres, 1988 #22, #33 et #45 ; 1989 #2 et #38 ; 1990 #39 et #45.

⁷⁸ Voir 1991, #14, #18, #40 et #42.

⁷⁹ Voir 1991, #6, #8, #9, #15 et #20.

⁸⁰ Voir 1991, #1, #5, #12, #22 et #24.

⁸¹ Voir 1988, #1, #27 et #45.

⁸² Le reste étant bien entendu supérieur.

Économistes et milieux d'entreprises

À l'opposé, les catégories 9 (directeurs d'usine), 11 (économistes), 20 (banques) et 22 (entrepreneurs) ne montrent aucun signe de la période de recul 1988-1990 ; leur progression est en effet constante. Ces catégories sont en fait celles qui sont le plus intimement reliées à notre hypothèse de recherche, et il est donc très important de bien comprendre l'évolution de ces catégories.

On remarque de la catégorie économistes qu'elle est, de 87 à 91, en permanence au-dessus de la courbe moyenne (voir graphique 12). De plus, bien qu'il soit difficile d'analyser mathématiquement l'impact de la croissance du discours de cette catégorie sur le discours moyen, on peut remarquer qu'entre 1987 et 1989, l'équation de régression de cette catégorie est de $y = 0,021n + 0,780$, ce qui de fait de cette pente une des plus fortes, avec celle de la catégorie « directeurs d'usine ». L'importance numérique de cette dernière catégorie est toutefois quatre fois moindre que celle des économistes. On peut donc dire que le discours des économistes est durant cette période un facteur clé dans l'évolution du discours moyen, à plus forte raison si l'on considère que la catégorie la plus importante durant cette période, soit la catégorie « journal », connaît un recul. On remarquera aussi de la catégorie « économistes » qu'elle connaît un léger recul entre 1990 et 1991 : celui-ci s'explique par le scepticisme de certains face aux solutions néo-libérales et plus radicales⁸³. Certains exposent même très clairement les dangers de la thérapie de choc et proposent une approche plus « gradualiste »⁸⁴. Néanmoins, 40% de ceux-ci se montrent en faveur des idées économiques néo-libérales en 1991 ; ce pourcentage semble démontrer un appui plus théorique qu'autre chose, car ceux-ci utilisent ce discours largement en réaction aux échecs de la perestroïka. Ils expriment l'idée qu'un programme intégré de réformes néo-libérales a déjà fait ses preuves dans d'autres pays et mettent plutôt l'emphase sur les avantages économiques d'un tel programme. Finalement,

⁸³ #8, #10 et #18

⁸⁴ #37

ces idées sont apparues très tôt dans le discours des économistes. Conséquemment, il semble que les économistes qui ont appuyé des réformes néo-libérales l'aient fait de manière désintéressée, en y voyant la seule solution possible à la situation économique en URSS.

« INTRODUIRE ICI LE GRAPHIQUE 12 »

Un tel discernement est plus difficilement observable dans les catégories « entrepreneurs » et « banques », où, en 1991, les pourcentages d'articles supportant des idées néo-libérales sont respectivement de 62,1% et de 100%, bien que ce dernier chiffre soit rendu possible par le faible nombre de cas observable en 1991 (5). Ces deux catégories sont les plus radicales dans leurs revendications de réformes économiques, tel que discuté plus haut. Elles sont aussi très engagées dans leur défense de l'entreprise privée : en 1991, plus de 12 articles sur 37 militent en faveur de pouvoirs politiques pour les entrepreneurs ou mentionnent ouvertement le lien entre marché et démocratie⁸⁵. Ces catégories sont bien entendu nouvelles au regard de l'histoire soviétique, c'est pourquoi on ne retrouve que peu d'interventions entre 88 et 91 ; toutefois, l'on peut remarquer que la valeur moyenne de leurs interventions fait un bond spectaculaire durant cette période. En effet, leur pente pratiquement identique de $0,01n$ entre 1988 et 1991 en fait les catégories qui progressent le plus rapidement durant cette période ; de plus, celles-ci occupent ensemble 15% de la couverture en 1991, les plaçant au troisième rang, légèrement derrière les économistes qui occupent 17,5% de la couverture. Conséquemment, on remarque une progression qualitative et quantitative marquée de ces catégories, qui rattrapent et devancent même la catégorie « économistes ». Mais puisque les idées néo-libérales sont d'abord utilisées par certains économistes, on doit en conclure que les banques et les entrepreneurs ont choisi de se rallier à celles-ci car ils y percevaient une vision du monde qui supportaient leurs intérêts. C'est exactement ce qu'avancait Blyth, tel qu'expliqué dans notre cadre théorique : les milieux financiers et d'entreprises se sont fait les

⁸⁵ Voir 1991, #11,#15,#21,#28,#29,#32,#36,#37,#38,#42,#46,#49

champions d'idées développées par des économistes parce que celles-ci leur étaient avantageuses. Les nombreuses références mentionnées ci-haut quant au rôle désiré des entrepreneurs dans la politique soutiennent cette vision.

La catégorie « directeurs d'usines » montre aussi une progression du discours au fur et à mesure de la perestroïka et elle est généralement supérieure à la valeur moyenne. Toutefois, lorsqu'on observe la différence entre sa moyenne en 86 et sa moyenne en 91, on n'observe qu'une faible différence ; de plus, l'utilisation par ce groupe d'idées néo-libérales demeure limitée, à 22% en 1991. Ce groupe émet aussi des opinions parfois assez conservatrices, et ce jusqu'en 1990⁸⁶ : on rappelle par exemple que, peu importe les événements, il est essentiel de rester fidèle au centre⁸⁷. Finalement, on remarque que la progression du discours de cette catégorie suit de très près celle des économistes, mais que sa valeur moyenne demeure inférieure tout au long de la perestroïka. On peut donc raisonnablement supposer que le discours de cette catégorie se laisse quelque peu porter par la tendance générale, tout en demeurant légèrement plus réservé que certains groupes. Cette situation s'explique par quelques facteurs :

- Tout d'abord, plusieurs gestionnaires sont déjà conscients, au début des années 80, du besoin de réformer l'économie. Ils accueillent donc favorablement, en partie du moins, les ouvertures que proposent Gorbatchev ;
- Toutefois, plusieurs d'entre eux sont aussi très conscients que ces réformes augmentent leurs responsabilités et leurs charges de travail. Leur position ne seront désormais plus assurées et, conséquemment, il en va de même pour leur privilège. De plus, ceux-ci sont habitués à l'utilisation de solutions soviétiques pour régler leurs problèmes et sont habitués à négocier avec les difficultés du système soviétique ; la perestroïka représente ainsi pour eux un

⁸⁶ voir 1990, #9 et #31

⁸⁷ voir 1990, #31

monde d'incertitude, en contraste avec la prédictibilité des années précédentes. Cette situation peut expliquer la légère chute de cette catégorie en 1987⁸⁸ ;

- Par la suite, lorsqu'on commence à discuter de privatisation, une partie de ces directeurs voient les avantages qui découleraient d'une « privatisation spontanée ⁸⁹ » et leur discours recommence à progresser. Celui-ci n'atteindra toutefois jamais le radicalisme des nouveaux entrepreneurs, ni même le niveau des économistes ; plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Premièrement, plusieurs secteurs économiques sont alors non-viables et les cadres de ceux-ci sont très conscients que le support étatique est essentiel, en désaccord avec les prescriptions du néo-libéralisme. Aussi, tel que discuté plus haut, certains cadres continueront jusqu'à la fin de croire en l'autorité du Centre ou, du moins, en la nécessité de respecter celle-ci. Finalement, plusieurs gestionnaires savent qu'ils n'ont pas les compétences pour réussir dans une économie compétitive, et ils préfèrent conséquemment la sécurité du système soviétique.

On peut donc résumer ces quatre catégories ainsi. Les économistes ont profité de la libéralisation du discours pour introduire discussions et idées sur plusieurs sujets économiques, notamment la place de l'État dans l'administration de l'économie. Au fil de ces discussions et des échecs de la perestroïka, plusieurs d'entre eux se sont radicalisés et se sont ralliés à des idées qu'on peut associer au néo-libéralisme. Toutefois, certains d'entre eux sont demeurés plus modérés et ont continué de défendre un rôle important pour l'État dans l'économie. Au contraire, puisque ce rôle nuit à leurs activités, les entrepreneurs et les banques se sont résolument tournés vers les idées néo-libérales pour revendiquer la fin de

⁸⁸ Voir 1987, #17,#21 et #41, ainsi que 1988 #2

⁸⁹ Adams et Brock, *Adam Smith Goes to Moscow*, 80

l'URSS, la privatisation et un désengagement important de l'État. Cette tendance générale a été suivie par les directeurs d'usine, quoique de loin ; certains d'entre eux supportent en effet un rapide passage au marché alors que d'autres se montrent plus incertains et adoptent une position plus modérée.

Analyse des catégories agrégées

Nous avons vu ci-haut comment évoluent le discours de chacune des catégories qui nous intéressent pour notre étude. Nous avons observé le discours des économistes et des milieux d'entreprises qui, selon notre hypothèse, sont les principaux propagateurs des idées néo-libérales dans les médias soviétiques. Nous avons observé le discours de Gorbatchev, du Parti et de l'État, qui sont les instigateurs et les supporters supposés des idées de la perestroïka. Finalement, nous avons observé le discours des travailleurs et des citoyens auquel s'adresse, selon notre hypothèse, le discours néo-libéral. En effet, rappelons-le, nous soutenons que les milieux d'entreprise et financiers ainsi que les économistes ont utilisé le discours néo-libéral, introduit par ces derniers dans les médias soviétiques, pour convaincre les citoyens et les travailleurs de la nécessité du passage au marché. Nous allons donc tester ici si ces catégories combinées diffèrent entre elles. Ces catégories se détaillent exactement comme suit :

- **A : Gorbatchev et le niveau central du PCUS.** Tel que discuté ci-haut, ce niveau du Parti présente un discours plus rapproché du secrétaire-général jusqu'en 1991, en grande partie parce qu'il est plus soumis à celui-ci. De plus, les niveaux inférieurs du Parti et l'État en général n'ont pas aussi bien soutenu le discours de la perestroïka ; or c'est exactement celui-ci que représente cette catégorie.

- **B : Travailleurs et citoyens.** Cette catégorie inclut donc les catégories 8, 10 et 18, soit « travailleurs », « citoyens » et « travailleurs agricoles ». Ces gens sont en général ceux qui perdent le plus des réformes de la perestroïka, qui bénéficient le moins du passage au marché et qui demandent plus la démocratie que l'économie de marché.
- **C : Travailleurs, citoyens et journal.** Cette catégorie est identique à la dernière, mais à laquelle on a rajouté la catégorie « journal ». En comparaison avec la dernière, elle permet de voir l'impact de cette catégorie qui, par sa taille et son hétérogénéité, a un impact exagéré, mais qui représente néanmoins l'opinion d'une partie des citoyens et des travailleurs.
- **D : Économistes, finance et entreprises.** Cette catégorie inclut les catégories 9, 11, 20 et 22, soit « directeurs d'entreprises et cadres », « économistes », « banques » et « entrepreneurs ».

Si notre hypothèse est exacte, cette dernière catégorie devrait être significativement plus élevée, puisqu'elle devrait représenter un plus grand prosélytisme néo-libéral. Notre objectif n'est toutefois pas de vérifier si les travailleurs et citoyens ont été convaincus par celui-ci ; en fait il est même impossible de prouver que tel était l'objectif des membres de la catégorie D. Conformément à notre cadre théorique, il nous faut toutefois assumer qu'un acteur rationnel, conformément à ce qui dit Blyth, définit ses intérêts économiques en fonction des idées économiques : tel qu'expliqué dans notre cadre théorique, les agents rationnels utilisent selon-lui les idées économiques pour attaquer les institutions en place et construire des coalitions d'intérêts économiques⁹⁰. Nous assumerons donc qu'une différence marquée dans le discours est ici signe d'une différence d'intérêts économiques ou, à tout le moins, d'une plus grande conscience de ceux-ci.

⁹⁰ Blyth, *Great Transformations*, 44

Ainsi donc, la première analyse à laquelle nous avons soumis ces catégories agrégées est un test ANOVA pour vérifier si les différences de moyennes entre elles sont significatives. Pour les catégories A, B et D, nous obtenons un éta carré de 0,24, ce qui dénote une relation plutôt faible mais tout de même significative. Toutefois si l'on observe le tableau 8, on remarque que malgré cet éta carré faible, on observe quand même une différence de moyenne intéressante : la catégorie D montre une moyenne supérieure de plus d'un point à la catégorie B, elle même supérieure de 0,3 à la catégorie A. Les écarts de moyenne sont donc tout de même importants, et on peut attribuer la faiblesse calculée de la relation aux forts écarts types que l'on retrouve pour chaque catégorie. Ceux-ci s'expliquent à leur tour par la progression du discours durant ces 6 années, créant ainsi une répartition très vaste des cotes sur la période à l'étude. Si l'on compare plutôt les catégories A, C et D, on obtient un éta carré encore plus faible, à 0,16 (voir tableau 9) ; celui-ci s'explique par le fait que la catégorie C, en incluant la catégorie « journal », présente une moyenne de 3,04, soit 0,30 plus élevée que celle de la catégorie B. On peut donc dire que l'opinion des journalistes augmente la valeur moyenne de l'opinion des citoyens. Ces résultats montrent toutefois la faiblesse de l'analyse ANOVA pour vérifier l'hypothèse à l'étude : en effet, en vérifiant les différences de moyennes entre les catégories pour l'ensemble de la période à l'étude, on ne voit pas l'importance de la progression temporelle du discours à l'intérieur de ces catégories.

« INTRODUIRE ICI LE TABLEAU 8 »

« INTRODUIRE ICI LE TABLEAU 9 »

Pour observer ce phénomène, nous avons regroupé la progression de ces quatre catégories sous forme de graphique. Au graphique 12, on peut observer plusieurs phénomènes intéressants : premièrement, bien que la moyenne des catégories B et C soient supérieures à la moyenne de la catégorie A, cette dernière semble est quasi-constamment supérieure aux deux autres. Cela peut-être facilement expliqué par le fait qu'en 1991, le discours de la catégorie A

disparaît pratiquement de *Moscow News*, avec 6 observations ; en général, le discours de cette catégorie est concentré dans les premières années de la perestroïka, alors que 71% des observations effectuées se situaient en 1988 ou avant, alors que leur valeur moyenne est beaucoup plus faible. En comparaison, 78% des observations pour la catégorie B sont effectuées en 1988 ou après ; ce pourcentage est de 73% pour la catégorie C. On voit donc que la variation de l'importance numérique du discours explique que le discours moyen des travailleurs et citoyens semble supérieur à celui de Gorbatchev et du Parti. Toutefois, en observant le graphique on observe que ces deux éléments combinés se sont presque toujours avérés plus réformistes que les citoyens et travailleurs⁹¹. Ceci met donc en relief l'affirmation classique de plusieurs selon laquelle le Parti était un nid de conservateurs : en fait, il apparaît clair que les principales réticences au changement sont venues généralement des citoyens. En particulier, on observera que le recul du discours moyen dans les catégories B et C survenu en 1989 est pratiquement inexistant dans la catégorie A. Bien entendu, l'on sait que Gorbatchev lui-même est demeuré plus conservateur jusqu'en 1991, et que son discours personnel se situerait alors sous la droite de B et C. Toutefois, celui-ci demeurerait tout de même supérieur aux discours B et C jusqu'en 1990.

« INTRODUIRE ICI LE GRAPHIQUE 13 »

Notre autre point d'intérêt est bien sûr la distance considérable qui existe entre le discours D et les autres⁹² ; on en conclue donc que les idées réformistes et radicales ont effectivement été beaucoup plus présentes dans celui-ci que chez les autres. De plus, ce discours a connu une croissance beaucoup plus rapide que les autres, avant de se stabiliser en 90 et 91 alors qu'une partie des économistes demeurait plus modérée. On peut tout de même conclure que c'est dans cette catégorie que se situaient les réformistes radicaux et que leur discours se distanciat résolument des citoyens et du Parti.

⁹¹ Exception faite de 1986 et 1987, où le journal poussait pour des modifications plus importantes.

⁹² À l'exception de 1986, bien sûr.

Peut-on dire que celui-ci a « tiré » les autres discours vers le haut ? Conclure à une telle relation causale est en dehors des capacités de notre étude. Qui plus est, exception faite de la catégorie « journal », un maigre 9% du discours ouvriers / citoyens est coté 5 en 1991. Les données ne permettent donc pas de conclure que les membres de la catégorie D ont réussi à construire des ponts entre les intérêts économiques durant cette période. Toutefois, il est possible de conclure, en réponse à notre hypothèse 2, que :

- les principaux propagateurs du discours néo-libéral sont effectivement les économistes et les entrepreneurs ;
- les économistes ont été les premiers à introduire ces idées, et ce très tôt durant la perestroïka, au fur et à mesure que la libéralisation du discours scientifique, politique et économique le permettait ; et
- les entrepreneurs n'ont repris ce discours que plus tard, alors les institutions du marché étaient déjà partiellement implantées et que les opportunités d'enrichissement personnel se faisaient plus claires et plus nombreuses. À ce moment, ce discours a été utilisé comme une arme contre les institutions en place, conformément aux idées de Blyth.

Relations fallacieuses et considérations sur l'analyse

Dans cette brève section, nous discuterons des précautions à observer quant à la validité de notre analyse, et nous discuterons brièvement des facteurs qui ont pu affecter nos résultats.

Tout d'abord, il peut sembler curieux d'avoir mis en relation, dans la première partie de notre analyse, le temps et le discours en utilisant la régression linéaire : en effet, le R^2 exprime le pourcentage de variation d'une variable expliquée par l'autre. Or bien entendu, le temps comme tel n'explique ici absolument rien. Même si celui-ci représente l'avancement

général de la perestroïka, on ne peut dire simplement qu'au fur et à mesure que celle-ci avance le discours se développe de manière linéaire. Comme nous l'avons dit précédemment, nous croyons que l'évolution observée du discours est due à un processus dialectique de contradictions, de tensions et d'échecs durant la perestroïka. Dans ce cadre, le temps exprime plutôt l'aggravation des conditions de la société soviétique durant la perestroïka et les potentialités de plus en plus limitées du système pour régler ces difficultés. En ce sens, notre mise en relation du temps et du discours représente plutôt l'évolution du discours au fur et à mesure qu'apparaissent les difficultés en URSS. Le fait que celles-ci n'apparaissent pas de manière linéaire explique les reculs qu'on a pu observer dans le discours moyen pour différentes catégories. Dans ces circonstances, que veut dire le R^2 ? Pour nous, il exprime la direction générale du discours ; ce faisant, il confirme que la tendance de fond a été une croissance marquée de ce dernier. C'est donc ce qui nous a permis de répondre par l'affirmative à notre première hypothèse.

Quant à notre deuxième hypothèse, il faut reconnaître que nous avons choisi de ne pas explorer toutes les catégories recensées, et ce pour deux raisons : premièrement, pour des raisons d'espace, mais surtout, pour des raisons de pertinence. En effet, les catégories que nous avons étudiées sont celles qui importaient à notre analyse. Certaines autres catégories auraient pu être intéressantes, mais ont été abandonnées car elles n'étaient pas assez importantes numériquement ou ne cadraient pas avec notre cadre théorique. Ceci étant dit, il n'était pas dans notre intention de faire un recensement général des opinions économiques exprimées durant la période. Il faut d'ailleurs reconnaître que *Moscow News*, comme tous les journaux d'ailleurs, n'est pas neutre ; il se révèle plutôt être fortement pro-marché. Par exemple, le discours conservateur y est pratiquement invisible à partir de 90, sauf lorsqu'il est

question de le critiquer, en traitant par exemple Nina Andreïeva de « cadavre vivant »⁹³. Ceci explique d'ailleurs le fait que le discours moyen connaisse un tel bond en 91 ; ce bond est d'ailleurs observable dans toutes nos catégories, alors que des voix de plus en plus conservatrices se faisaient pourtant entendre au Parti et que les travailleurs devenaient de plus en plus conscients des dangers économiques d'un passage déréglementé au marché. De plus, l'absence remarquée de Gorbatchev dans les publications de 1991, alors que celui-ci cherchait plus que jamais à se faire entendre, prouve hors de tout doute qu'il y avait une certaine sélection du contenu au journal. Ainsi, notre étude ne peut se targuer d'offrir un portrait fidèle de l'ensemble des médias de l'époque.

Ensuite, certaines autres analyses statistiques auraient pu être effectuées pour mettre en évidence des relations différentes. En particulier, la plupart des analyses présentées ici auraient pu être conduites sur des groupes d'observations divisés par années. Toutefois, nous avons jugé que l'information telle que présentée ici permettait de répondre de manière satisfaisante aux hypothèses posées dans notre mémoire.

Finalement, et tel que mentionné plusieurs fois, nous ne pouvons déduire de notre analyse qu'il existe une relation causale entre nos diverses variables et catégories. Par exemple, les variations du discours des travailleurs ne sont pas nécessairement dues aux variations du discours des économistes. En fait, nous ne pouvons même pas prouver à l'aide des données que la propagation du discours néo-libéral par ses supporters était intentionnelle. Toutefois, selon notre cadre théorique, nous assumons que les idées économiques aident les agents à définir leurs intérêts, et que conséquemment ceux-ci utilisent par la suite les idées de manière rationnelle. C'est cette utilisation de la théorie qui nous permet de conclure que les idées économiques néo-libérales ont été utilisées de manière rationnelle, dans le but de construire des ponts entre les classes et d'attaquer la légitimité du régime en place.

⁹³ Voir 1991 #41

CONCLUSION : LA DÉMOCRATIE, PRÉ-REQUIS AU MARCHÉ ?

En 1994, Lipset écrivait dans son article *Social Prerequisites of Democracy Revisited* qu'il s'était peut-être trompé lorsqu'il avait affirmé que l'économie de marché était un pré-requis à la démocratie : il présentait maintenant l'économie de marché et la démocratie comme étant intimement liés, l'un ne pouvant se développer sans l'autre¹. Le danger, selon lui, était que la privatisation, sans démocratie, mène à une économie hautement oligarchique et fortement inégalitaire. En fait, Lipset a écrit cet article en réaction à la situation qui se développait en Russie. De fait, on peut dire avec le recul que la « thérapie de choc » a été plus laborieuse en Russie que nulle part ailleurs, et encore aujourd'hui l'économie en porte quotidiennement les traces : les écarts sont criants, le consumérisme effréné, et le lien de confiance entre la population et le système économique ne commence qu'à peine à se renouer. « Plus de choc que de thérapie », ont dit plusieurs.

D'où provient ce manque de confiance, tant envers la démocratie qu'envers le marché ? Selon certains, les réformes radicales ayant été effectuées malgré les réticences de la population, celle-ci en a eu assez des « démocrates »². Pourtant, ce mot signifiait en 1991 beaucoup de bonnes choses, mais pas nécessairement les mêmes pour tous. Pour certains, il signifiait auto-gestion, liberté de critique, de presse et d'associations, élections significatives et libres. Pour d'autre, il représentait, comme nous l'avons vu, la nécessité d'effectuer un passage vigoureux dans le futur, en libéralisant l'économie et en harmonisant celle-ci sur les pratiques mondiales, et surtout, occidentales. Boris Eltsine, lui, a en 1991 présenté au peuple russe les deux comme faisant partie d'un tout.

Cette vision des choses est celle du discours économique néo-libéral : cette idée que le marché amène liberté et démocratie est, nous l'avons vu, une partie intégrante de la pensée

¹ Martin Seymour Lipset. « The Social Requisites of Democracy Revisited ». *American Sociological Review*. 59 (1994) 1-22

² Voir Reddaway, *The Tragedy of Russia's Reforms*

des économistes et politiciens de la Nouvelle Droite, se réclamant du monétarisme, du *public choice* et des *supply side economics*. La façon dont ces idées se sont introduites dans les médias soviétiques et les acteurs ayant propagé celles-ci sont les questions qui nous ont intéressés au cours de notre mémoire. Par le fait même, nous avons exploré le rôle des idées et du discours dans le changement institutionnel ; pour ce faire, nous avons choisi d'étudier l'évolution du discours durant la perestroïka en observant les différentes idées économiques qu'on y retrouvait.

Nous nous sommes tout d'abord intéressés à la perception qu'avaient différents auteurs de l'évolution du discours et des idées économiques durant cette période. Nous avons vu que plusieurs auteurs concèdent l'utilisation du discours par la classe politique et économique à des fins propagandistes ou apologétiques. Plusieurs exposaient comment les réformes radicales avaient été présentées tour à tour comme un inconfort temporaire, une nécessité criante, ou un bienfait pour tous. Certains, comme Reddaway et Glinsky, ont défendu l'idée selon laquelle les entrepreneurs avaient utilisé le mouvement démocratique pour parvenir à leur but, en présentant justement le marché comme un gain pour tous ; d'autres, comme Roche, se sont plutôt intéressés à la tournure autoritaire qu'a pris l'État post-communiste pour imposer ces réformes, utilisant le discours pour expliquer ses actions *post facto*. Toutefois, le point commun de tous ces écrits est l'absence d'une étude systématique de l'évolution du discours ; pour cette raison, nous croyons que notre étude est une première dans l'exploration systématique de la diffusion des idées économiques durant cette période.

Ce discours économique est en fait une exigence pour le changement politique, comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique. Nous y avons d'abord observé la nature du changement survenu en URSS entre 1986 et 1991. Nous avons considéré trois options :

- Une révolution, soit le renversement plus ou moins violent de l'ancienne élite et son remplacement par une nouvelle classe ou un nouveau groupe dirigeant ;
- Une modernisation, c'est-à-dire un changement principalement économique apporté de manière contrôlée par l'élite en place afin d'améliorer les performances de l'État, et qui peut apporter ou non une certaine démocratisation ; et
- Une révolution passive, c'est-à-dire un changement où les structures du pouvoir politique sont modifiées sans apporter de réels changements économiques.

Nous avons conclu que le changement survenu en URSS de 86 à 91 ne pouvait être classé dans aucune de ces trois catégories. En effet, les élites n'ont pas été totalement remplacées, mais elles n'ont pas non plus réussi à se maintenir. De plus, au début de cette période, les performances économiques ont empiré plutôt que de s'améliorer. Ces trois types de changement ont toutefois en commun de nécessiter une utilisation du discours pour pousser les citoyens soit à participer, soit à s'abstenir de participer à l'agitation et au changement politique. Comme explication alternative de ce phénomène, nous avons proposé le double-mouvement et le rôle des idées dans le changement institutionnel, selon une théorie de Mark Blyth. Selon lui, le changement institutionnel ne peut être compris à la lumière d'une vision purement institutionnaliste ou rationaliste. En effet, l'institutionnalisme historique explique mal le changement, mais l'institutionnalisme rationaliste, en plus d'expliquer mal la stabilité, assume que les agents sont conscients de leurs préférences et intérêts. Or, selon Blyth, c'est uniquement en référence aux idées économiques que se forment les préférences et intérêts. Ainsi, nous avons montré comment, selon lui, les idées économiques servent tour à tour à :

- Réduire l'incertitude en période de crise et à définir les intérêts des agents ;

- Rendre possible l'action collective ;
- Attaquer la légitimité des institutions existantes ;
- Offrir un plan pour une nouvelle architecture institutionnelle ; et à
- Assurer la stabilité de la nouvelle architecture institutionnelle.

À la lumière de ces étapes, Blyth analysait quatre cas, à la suite desquels il concluait que les milieux financiers et d'entreprise ainsi que les économistes avaient contribué à la production et à la dissémination d'idées néo-libérales attaquant l'État Providence. C'est donc ce même schème que nous avons choisi d'utiliser pour étudier le passage au capitalisme en Russie, et nous avons décidé de vérifier si les milieux d'entreprises et les économistes ont contribué à la dissémination d'idées néo-libérales pour attaquer la légitimité du système soviétique.

Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons choisi de procéder à une analyse de contenu, en analysant tous les articles à caractère économique d'un journal soviétique entre 1986 et 1991 ; notre choix s'est arrêté sur le journal *Moscow News*. Notre analyse est donc de type quantitatif, et nous avons choisi de subdiviser celle-ci en deux parties pour mieux vérifier notre hypothèse de recherche. Conséquemment, nos deux hypothèses de travail ont été :

- H1 : Nous supposons qu'il y a eu, au cours de la période allant de 86 à 91, une diffusion croissante dans les médias russes d'idées économiques supportant une économie privée de type occidental et, plus particulièrement, d'idées néo-libérales.
- H2 : Nous supposons que les principaux propagateurs de ces idées, de par la nature de leur organisation, de leur profession ou de leur position économique, supportent ces idées économiques principalement pour l'une des deux raisons suivantes : soit ils croient à leur efficacité réelle et au bien

qu'elles peuvent apporter à la Russie, soit ils y voient une source potentielle de bénéfice personnel.

Nous avons donc construit une grille d'analyse nous permettant d'appréhender l'opinion de diverses parties face à l'ordre désirable de l'architecture institutionnelle économique. Cette grille représente trois des principaux discours économiques de la perestroïka, soit le discours conservateur (coté 1) en faveur du système de commandement administratif ; le discours gorbatchévien (coté 3) supportant un socialisme renouvelé, alliant petites entreprises, libertés économiques accrues et planification tendancielle par le centre ; et le discours radical (coté 5), supportant un désengagement maximal de l'État et l'abandon du contrôle économique à des institutions de marché nouvellement créées. Autour de ces trois discours, nous avons aussi placé des types moins théoriques, soit un discours vantant la suprématie du socialisme et dénigrant le capitalisme (coté 0), un discours supportant le SCA mais demandant une plus grande liberté de choix et de critique (coté 2), et finalement un discours supportant le principe du marché mais avec un plus grand contrôle de l'État et le maintien de certaines garanties sociales (coté 4). Pour chacun de ces discours, nous avons relevé les positions probables sur quatre sujets, à savoir les problèmes de l'économie soviétique et les solutions à y apporter, la place de l'État dans la gestion de l'économie, la provision de services publics ainsi que le type de propriété et l'attitude face à la richesse individuelle. À l'aide de cette grille, nous avons pu mettre en relation l'opinion face au marché, la provenance politique ou socio-économique de l'auteur et le temps, symbole de l'évolution générale de la perestroïka.

Les résultats de cette analyse ont été présentés en deux temps dans la dernière partie. Tout d'abord, nous avons effectué un survol de l'ensemble de nos données et avons résolu nos trois problèmes associés à l'analyse, à savoir le nombre d'articles par numéro de journal, la présence de la catégorie « journal », très hétéroclite, et l'interprétation possible de la

« signification statistique ». Par la suite, nous avons observé l'évolution générale du discours et l'introduction de nouvelles idées entre 86 et 91. Notre première conclusion a été que le discours moyen a connu trois phases distinctes durant la perestroïka, soit :

1. Une première phase de progression, de janvier 1986 à mars 1988, durant laquelle le discours gorbatchévien pro-perestroïka parvient à maturité. La libéralisation du discours et l'enthousiasme initial de la population entraîne une augmentation de la valeur moyenne du discours.
2. Une phase de stagnation, de mars 1988 à février 1990, durant laquelle le discours moyen ne progresse pas, mais devient de plus en plus hétérogène. Les résultats mitigés de la perestroïka poussent les uns à se replier vers la sécurité des acquis soviétiques, alors que d'autres abandonnent progressivement les idées de la perestroïka et militent de plus en plus pour un passage au marché.
3. Finalement, une deuxième et dernière phase de progression, de février 1990 à décembre 1991, durant laquelle le discours conservateur est évincé du contenu du journal et le discours radical se fait plus fort, alors que les idées néo-libérales apparaissent de plus en plus fréquemment. On observe durant cette période que le discours est de plus en plus homogène ; en partie, cela semble être dû à une certaine sélection des articles plutôt pro-marché.

Sur l'ensemble de la période, les analyses de régression et ANOVA confirment que la relation entre le temps et la valeur moyenne du discours est assez forte. On a aussi remarqué que les discours pro-perestroïka et conservateurs ont dominé jusqu'en 1987, alors qu'en 1988 ce dernier a pratiquement disparu, laissant la place au discours réformiste modéré. À partir de 89, le discours néo-libéral s'est fait de plus en plus fort, pour aboutir à représenter 34% du discours en 1991. À cette même époque, le discours conservateur a totalement disparu de la

couverture. Pour ces raisons, nous avons conclu que l'analyse supportait notre première hypothèse et qu'il y avait bel et bien eu une introduction progressive d'idées néo-libérales dans *Moscow News* de 1986 à 1991. Nous avons aussi conclu que l'analyse soutenait l'idée de Blyth selon laquelle les idées économiques servent en période de crise à réduire l'incertitude et permettent aux agents rationnels de définir leurs intérêts : en effet, les idées réformistes modérées et radicales ont d'abord été introduites par les économistes, qui présentaient une vision comparative et/ou théorique des choses, avant d'être reprises par les entrepreneurs et, dans une moindre mesure, par les travailleurs, pour définir leurs intérêts et revendication

C'est en étudiant l'utilisation des idées par chaque catégorie d'agents que nous sommes parvenus à cette conclusion ; c'est aussi par cette analyse que nous avons pu constater la grande différence entre le discours de différentes catégories. Bien que Gorbatchev ait maintenu sa ligne de pensée tout au long de la perestroïka, le Parti est toujours demeuré plus progressiste que les travailleurs durant les années à l'étude ; c'est vraiment chez ces derniers que nous avons retrouvé les idées les plus conservatrices. Nous avons aussi observé les idées les plus réformistes chez les économistes, quoiqu'en 1991, les entrepreneurs et les milieux financiers aient repris les idées les plus radicales à leur compte, alors que les directeurs et cadres d'entreprises d'État sont demeurés plus posés dans leurs opinions économiques. Une fois regroupées ensemble, nous avons observé que ces différences étaient toujours significatives, bien que les travailleurs et citoyens aient été assez proches de Gorbatchev et du Parti, hormis une petite période de recul entre 1988 et 1990. De manière générale, l'évolution de leur discours a suivi celle du discours des économistes, bien qu'il soit impossible de prouver que l'un est la cause de l'autre. Malgré tout, il nous a été possible, après cette partie de l'analyse, de conclure que notre deuxième hypothèse de travail était juste : le discours néo-libéral a effectivement été introduit par les économistes et les milieux d'entreprises, et ces derniers n'ont fait que reprendre les idées d'abord énoncées par les

premiers. Cette conclusion s'apparentait par le fait même à celle qu'a fait Blyth dans son analyse ; de même, on remarque que les idées ont donc été effectivement utilisées comme des armes contre l'ancienne architecture institutionnelle.

Peut-on dire pour autant que le discours avait pour but de créer un pont entre les classes économiques ? Peut-on dire que les idées néo-libérales qui ont été diffusées l'ont été dans le cadre d'intérêts bien définis, par des agents qui étaient conscient de ce qu'ils cherchaient à obtenir ? Si l'on assume que les agents sont rationnels, comme le fait Blyth, la conclusion qui s'impose à nous est que cette diffusion d'idées vise un but. Selon lui, ce but est la création de coalitions ; de manière générale, il semble logique de dire que le but du discours politique est de mobiliser un support populaire pour un programme d'action quelconque. En présentant le problème sous l'angle d'un passage à la démocratie par le biais de l'économie, le discours radical a présenté à d'autres groupes sociaux le projet de réformes radicales comme un projet avantageux pour tous. De fait, malgré qu'il soit impossible de vérifier les motivations d'un agent simplement en utilisant son discours, notre cadre théorique et le sens commun nous permettent d'affirmer que la diffusion du discours néo-libéral a été effectuée de manière délibérée, dans le but de convaincre d'autres groupes sociaux. Le fait que certains arguments aient été repris par la suite par ces mêmes groupes sociaux tend à donner du crédit à cette vision, puisqu'il montre que des éléments du discours pro-marché et radical sont passés graduellement d'un discours à l'autre.

L'autre possibilité est que ce discours ait été diffusé par les intéressés uniquement pour faire connaître leurs revendications. Dans ce contexte toutefois, la participation des économistes à la diffusion du discours n'a aucun sens, à moins que l'on ne s'attende à ce que chacun d'eux perçoive un bénéfice personnel à la transition. De même, l'utilisation apologétique du discours pour expliquer des situations en cours montre plus une tentative de convaincre que de revendiquer certaines choses. Finalement, l'usage parfois sensationnaliste

du langage ne peut viser qu'à laisser une impression durable sur le public cible, puisqu'il nous faut assumer que toute forme de communication a un récepteur cible. En somme, l'on peut conclure que la conception du discours comme visant à créer des coalitions est beaucoup plus convaincante que celle d'un discours porteur de revendications.

Il est impossible d'étendre les résultats de notre analyse à l'ensemble des médias de l'époque ; tel que mentionné, *Moscow News* s'est montré par moments résolument pro-marché, entre autres en évacuant totalement le discours conservateur de ses publications en 1991. Pour approfondir cette étude, on pourrait donc par exemple comparer la couverture de ce journal avec un journal plus conservateur, comme *Sovietskaya Rossiya* ou *Krasnaya Zvezda*, ou avec un journal plus près des travailleurs comme *Troud*. De même, il aurait été intéressant de procéder à d'autres analyses à l'aide de notre base de données, par exemple une ANOVA multivariée pour déterminer l'impact combiné de l'évolution de la perestroïka et de la catégorie de provenance sur la moyenne du discours. Toutefois, en réponse à ces déficiences, nous tenons à rappeler que notre analyse se veut exploratoire, puisque aucune autre étude systématique du discours économique n'avait été menée jusqu'à présent.

Il a été aussi impossible de vérifier dans le cadre de notre analyse si le but admis du discours de convaincre a été atteint : nous avons pu observer une modification du discours des travailleurs qui suivait de loin celle du discours des économistes et entrepreneurs, mais il est impossible de conclure à une relation causale. Toutefois, là n'était pas le but de notre analyse. Pour nous, la réussite ou non de la diffusion du discours se situe après l'effondrement de l'architecture institutionnelle initiale. Comme nous en avons discuté ci-haut, après avoir détruit la légitimité des anciennes institutions, Blyth croit que les idées économiques servent de plan pour les nouvelles institutions, mais aussi à assurer un support constant pour celles-ci. De ce fait, nous voyons que nous ne pouvons juger de la réussite du discours économique

qu'en observant le support offert aux nouvelles institutions, moment qui se situe au-delà du cadre de notre analyse.

En conclusion, peut-on voir ici un lien entre le succès ou non du discours et la constitution ultérieure d'un état autoritaire, tel qu'observé par Roche ? De 1991 à 1993, au fur et à mesure qu'était effectuée la thérapie de choc, le jeune État russe est devenu de plus en plus autoritaire, culminant dans l'assaut du Parlement en 1993. Un tel dénouement n'aurait certainement pas été nécessaire si la population avait supporté massivement les réformes, ou du moins accepté que l'inconfort associé aux réformes était un mal nécessaire. Or l'absence d'un tel support peut-elle être imputée à l'échec de la diffusion du discours néo-libéral ? Se peut-il que la construction de coalitions ait échoué, et qu'ultimement la Russie n'ait pas suivi le modèle de changement institutionnel basé sur le double mouvement de Blyth ? Si tel était le cas, cela contribuerait à expliquer non seulement le manque de confiance envers le marché qu'on observe encore en Russie, mais aussi le manque de confiance envers les « démocrates », dont les promesses ne sont jamais venues à terme. Cela contribuerait par le fait même à expliquer la popularité des méthodes « fortes » du Président Poutine. Une analyse du discours et de l'opinion populaire post 1991 pourrait peut-être répondre à ces questions. Toujours est-il qu'avec la constitution de cet État autoritaire, la démocratie ne s'est pas établie de la manière prédite par les penseurs néo-libéraux occidentaux et soviétiques. Sous ce jour, les oligarques et autres problèmes de l'économie russe projettent une nouvelle lumière sur l'article de Lipset : peut-être l'économie de marché s'est mal développée en Russie en réaction à ce déficit démocratique sous Eltsine ? Si tel était le cas, peut-être pourrait-on dire que la démocratie est effectivement un pré-requis au marché, plutôt que l'inverse. À tout le moins, nous pourrions confirmer que le développement de ces deux éléments est intrinsèquement lié, et que l'un ne peut se développer de manière saine sans apports de l'autre.

BIBLIOGRAPHIE

Média à l'étude

Auteurs divers. 1986-1991. *Moscow News*. Moscou. Pour information, voir www.mn.ru

Monographies

Adams, Walter et James W. Brock. 1994. *Adam Smith Goes to Moscow : A Dialogue on Radical Reform*. Princeton : Princeton University Press.

Aslund, Anders. 1995. *How Russia Became a Market Economy*. Brookings Institutional Press.

Aurthur, Jonathan. 1977. *Socialism in the Soviet Union*. Chicago : Worker's Press.

Barry, Françoise et Michel Lesage (dir). 1991. *URSS La dislocation du pouvoir*. Paris : Les éditions françaises. .

Blasi, Joseph R. et Maya Kroumova. 1997. *Kremlin Capitalism : Privatizing the Russian Economy*. Cornell University Press.

Burke, John P, 1986. *Bureaucratic Responsibility*. Baltimore : John Hopkins University Press.

Blyth, Mark. 2002. *Great Transformations : Economic Ideas and Institutionnal Change in the Twentieth Century*. Cambridge : Cambridge University Press.

Campbell, Robert Wellington. 1974. *The Soviet-type economies : performance and evolution*. Boston : Houghton Mifflin.

De Laet, Christian. 1963. *Les facteurs de détente dans l'économie soviétique après la mort de Staline*. Montréal : Université de Montréal.

Domar, Evsey D. 1989. *Capitalism, socialism and serfdom : essays*. Cambridge : Cambridge University Press.

Downs, Anthony. 1994. *Inside Bureaucracy*. Prospect Heights : Waveland Press Inc.

Duhamel, Luc. 1988. *Le système politique de l'Union Soviétique*. Montréal : Éditions Québec Amérique.

Fox, William. Trad. Louis M. Imbeau. 1999. *Statistiques sociales*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval. Collection « Méthodes des sciences humaines ».

Gagnon, Nicole. 1984. *Méthode quantitative de l'analyse de contenu*. Québec : Presses de l'Université Laval. Collections « outils de recherche ».

Gorbatchev, Mikhaïl. 1988. *Perestroïka : Vues neuves sur notre pays et le monde*. Paris : J'ai lu.

- Grange, André. 1990. *Réussir l'analyse d'un texte*. Lyon : Chronique sociale. Collection « l'Essentiel ».
- Hammer, Darrell P. 1986. *The USSR : The Politics of Oligarchy* (2ième édition). Boulder et Londres : Westview Press.
- Handelman, Stephen. 1995. *Comrade Criminal : Russia's New Mafia*. New Haven et Londres : Yale University Press.
- Heller, Michel. 1997. *Histoire de la Russie et de son empire*. Paris : Flammarion.
- Hilbers, Paul Louis Ceriel. 1993. *Monetary instruments and their use during the transition from a centrally planned to a market economy*. Washington : Fonds Monétaire International.
- Hough, Jerry F. 1997. *Democratization and Revolution in the USSR 1985-1991*. Washington D.C. : Brookings Institution Press.
- Kagarlitsky, Boris. 1992. *The disintegration of the monolith*. Londres New-York : Verso.
- King, Gary, Robert O. Keohane et Sidney Verba. 1994. *Designing social inquiry : scientific inference in qualitative research*. Princeton : Princeton University Press.
- Lane, David, 1990. *Soviet Society Under Perestroika*. New-York et Londres, Routledge.
- Ledeneva, Alena. 1998. *Russia's economy of favours : blat, networking and informal exchange*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Lesage, Michel. 1981. *L'administration soviétique*. Paris : Economica.
- Lewin, Moshe. 1975. *Political Undercurrents in Soviet Economic Debates : from Bukharin to the modern reformer*. London : Pluto Press.
- Lieven, Anatol. 1998. *Chechnya : Tombstone of Russian Power*. New-Haven, London : Yale University Press.
- Linz, Juan et Alfred Stepan, 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Johns Hopkins University Press : Washington.
- Mawdsley, Evan et Stephen White. 2000. *The Soviet Elite from Lenin to Gorbachev : The Central Committee and its Members, 1917-1991*. New-York : Oxford University Press.
- McFaul, Michael. 1993. *Post-Communist Politics : Democratic Prospects in Russia and Eastern Europe*. Washington : The Center for Strategic and International Studies.
- Michels, Robert. 1968. *Political Parties : A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*. New-York : The Free Press.

- Milner, Boris Z. et Dmitry S. Lvov. 1991. *Soviet Market Economy : Challenges and Reality*. USA : North Holland.
- Murrell, G.D.G. 1997. *Russia's transition to democracy : an internal political history, 1989-1996*. Brighton : Sussex Academic Press.
- Naville, Pierre. *Gorbatchev et la réforme de l'URSS*. Paris : La Pensée Universelle.
- Obolonsky, A.V ed. 1988. *Fighting red tape in the USSR*. Moscou : Progress Publishers.
- O'Donnell, Guillermo. 1988. *Bureaucratic Authoritarianism*. Berkeley, Los Angeles, London : Berkeley University Press.
- O'Donnell, Guillermo. 1973. *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism*. Berkeley : University of California.
- O'Donnell, G., Schmitter, P.C. & Whitehead, L.(..). (1986). *Transitions from Authoritarian Rule*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Pintner, Walter McKenzie et Don Karl Rowney (Ed.) *Russian Officialdom : the bureaucratization of russian society from the seventeenth to the twentieth century*. Chapel Hill : The University of North Carolina Press.
- Popov, Gavriil. 1992. *Que faire ? Mon projet pour la Russie : Entretiens avec Nikita Adjoubéï*. Paris : Pierre Belfond.
- Reddaway, Peter et Dmitri Glinski. 2001. *The Tragedy of Russia's Reforms : Market Bolshevism against Democracy*. Washington : United States Institute of Peace.
- Roland, Gérard. 1989. *Économie Politique du Système Soviétique*. Paris : L'Harmattan.
- Sutela, Pekka. 1991. *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Ticktin, Hillel. 1992. *Origins of the Crisis in the USSR : Essays on the Political Economy of a Disintegrating System*. New-York & Londres : M.E. Sharpe Inc.
- Tilly, Charles. 1984. *Big Structures, Large Processes, Huge comparisons*. New-York : Russell Sage Foundation.
- Veen, Hans-Joachim Ed. 1984. *From Brezhnev to Gorbatchev : Domestic Affairs and Soviet Foreign Policy*. New-York & Hamburg : Berg Publishers Limited.
- Voslensky, Michael. 1984. *Nomenklatura : The Soviet Ruling Class*. New-York : Doubleday & Company, Inc.
- Weber, Robert Philip. 1985. *Basic Content Analysis*. Beverly Hills : SAGE publications.
- Willerton, John P. 1992. *Patronage and Politics in the USSR*. Cambridge : Cambridge University Press.

Winiacki, Jan. 1991. *Resistance to Change in the Soviet Economic System : A Property Rights Approach*. Londres et New-York : Routledge.

Thèses de doctorat

Roche, Michel. 1997. *État et développement des rapports marchands : La question du régime politique dans la transition au capitalisme en Russie (août 1991 – décembre 1993)*. Thèse de doctorat. Département de Science Politique. UQAM.

Articles de périodique

Belova, Eugenia et Paul Gregory. 2002. « Dictator, loyal, and opportunistic agents : The Soviet archives on creating the Soviet economic system. » *Public Choice*. Vol 113, #3-4. Décembre. Pp. 265-286.

Finer, Herman, 1941. « Administrative Responsibility and Democratic Government », *Public Administration Review*, #1, pp. 335-350.

Jowitt, Ken. 1983. « Soviet Neotraditionalism : the political corruption of a Leninist regime ». *Soviet Studies*. Vol 35 #3 Juillet. pp. 275-297.

Glinski, Dmitri et Peter Reddaway. 1999. « The Ravages of "Market Bolshevism" » *Journal of Democracy* Vol 10 #2 Avril

Khryshtanovskaya, Olga et Stephen White. 1996. « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite ». *Europe-Asia Studies*. Vol 48 #5. Juillet. pp. 711-733.

Kotkin, Stephen. 1998. « The Soviet Collapse and the Russian collapse : Stealing the State » *The New Republic*. Avril ; p. 26-33

Kotkin, Stephen. 1999. « The Rubble » *The New Republic*. Janvier ; p. 28-36

Lane, David. 1997. « Transition under Eltsin : the Nomenklatura and Political Elite Circulation » *Political Studies* XLV 855-874

Lane, David et Cameron Ross. 1994. « Limitations of Party Control : The Government Bureaucracy in the USSR ». *Communist and Post-Communist Studies*. Vol 27 #1 Mars. pp. 19-38.

Lebas, Michel et Jane Weigenstein. 1986. « Management Control : The Roles of Rules, Markets and Culture » *Journal of Management Studies*, vol23 #3, Mai, pp. 259-272.

Lipset, Seymour Martin. 1959. « Social Prerequisites of Democracy » *American Journal of Sociology*.

Lipset, Seymour Martin. 1994. « Social Prerequisites of Democracy Revisited » *American Journal of Sociology*.

- Lukin, Alexander. 1999. « Forcing the Pace of Democratization » *Journal of Democracy* Vol 10 #2 Avril p.35-40
- McAllister, Ian et Stephen White. 1995 « The legacy of the nomenklatura : Economic privileges in postcommunist Russia » *Coexistence* 32 : 217-239
- McFaul, Michael. 1999. « The Perils of a Protracted Transition » *Journal of Democracy* Vol 10 #2 Avril 4-18
- Medushesvsky, Andrei N. 1997. « The Formation of a Ruling Class » *Russian Social Science Review* Septembre-Octobre p.51-67
- Oliver, Dawn. 1998. « 'Perestroika' and public administration in the USSR ». *Public Administration*. Vol 66 Hiver. pp. 411-428.
- Ouchi, William G, 1980. « Markets, Bureaucracies, and Clans ». *Administrative Science Quarterly*, Mars, volume 25. 129-141.
- Pakulski, Jan. 1986. « Legitimacy and Mass Compliance : Reflections on Max Weber and Soviet-Type Societies ». *British Journal of Political Science*. Vol 16 #1. Janvier. pp. 35-56
- Pearson, Thomas S. 1997. « Imperial Legacies and Democratic Prospects : Max Weber's *The Russian Revolution* in Historical Perspective » *International Journal of Politics*. Été, Vol 9 #4. p.535-
- Ray, Carol Axtell, 1986. « Corporate culture : the last frontier of control ? » *Journal of Management Studies*, Vol 23 #3 Mai, pp.287-297.
- Seppo, David. 1991-1992. « Contradictions et faillites du gorbatchevisme ». *Quatrième Internationale*. #43, décembre –février. #pp. inconnues.
- Shlapentokh, Dmitry. 1996. « Weber in the Context of Current Events in Russia » *International Journal of Politics*. Été, Vol 9 #4. p.553-569
- Vanagunas, Stanley. 1995. « The Influence of the Nomenklatura on Post-Soviet Administration » *International Journal of Public Administration*. Vol 18 #12. p. 1815-1841
- Wright, Erik Olin. 1974. « To control or to smash the bureaucracy : Weber and Lenin on politics, the state, and bureaucracy. » *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 19, pp. 69-103.

Sources Internet

Auteur Inconnu. 2004. Entrevue avec Yegor Gaïdar pour la série Commanding Heights sur le site de PBS.

http://www.pbs.org/wgbh/commandingheights/shared/minitextlo/int_yegorgaidar.html
Consulté le 29 mars 2005.

Auteur inconnu. Date inconnue. *Timeline of Events in Russia 1988-1995*.
[http://timelines.ws/countries/RUS D 1988 1995.HTML](http://timelines.ws/countries/RUS_D_1988_1995.HTML)

Khryshstanovskaya, Olga. 2002. « The younger generation joins the Komsomol ». *Johnson's Russia List*. <http://www.cdi.org/russia/johnson/6057-6.cfm> Consulté pour la dernière fois le 15 avril 2004.

Kotchegura, Andrei. « Civil Service Systems in Comparative Perspective »
<http://www.indiana.edu/~csrc/kotch2.html> Consulté le 17 décembre 2003

Online Dictionary of Sociology. www.mdx.ac.uk/www/study/sshglo.htm Consulté le 28 mars 2005.

TABLEAUX

Tableau 1 : Fréquence du nombre d'observations par cas

Observations Par Cas					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage Cumulatif
Valide	0	18	1,7	5,8	5,8
	1	52	4,8	16,8	22,6
	2	63	5,8	20,3	42,9
	3	59	5,5	19,0	61,9
	4	27	2,5	8,7	70,6
	5	25	2,3	8,1	78,7
	6	28	2,6	9,0	87,7
	7	15	1,4	4,8	92,6
	8	12	1,1	3,9	96,5
	9	4	,4	1,3	97,7
	10	4	,4	1,3	99,0
	11	2	,2	,6	99,7
	13	1	,1	,3	100,0
	Total		310	28,8	100,0
Manquant	Systeme	767	71,2		
Total		1077	100,0		

Tableau 2 : Fréquence du nombre d'observations par catégorie de provenance

Provenance Catégorie					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Valide	Pourcentage Cumulatif
Valide	Gorbatchev	88	8,2	8,3	8,3
	Parti, Niveau Central	43	4,0	4,1	12,4
	Parti, Niveau Inférieur	31	2,9	2,9	15,3
	État, Niveau Central	51	4,7	4,8	20,2
	État, niveau inférieur	23	2,1	2,2	22,3
	Komsomol	9	,8	,9	23,2
	Organes de sécurité	13	1,2	1,2	24,4
	Ouvriers et autres travailleurs	58	5,4	5,5	29,9
	Directeurs d'usines et cadres de productions	47	4,4	4,5	34,4
	Citoyens	60	5,6	5,7	40,1
	Académique Économique	165	15,3	15,6	55,7
	Académique Autres	70	6,5	6,6	62,3
	Dirigeants, Pays Satellites	10	,9	,9	63,3
	Autres, Pays Satellites	12	1,1	1,1	64,4
	Dirigeants, Pays Non-Satellites	19	1,8	1,8	66,2
	Autres, Pays Non-Satellites	45	4,2	4,3	70,5
	Journal	217	20,1	20,5	91,0
	Travailleur Agricole	20	1,9	1,9	92,9
	Autre journal	18	1,7	1,7	94,6
	Banques	11	1,0	1,0	95,6
	Autre Parti Politique	5	,5	,5	96,1
	Entrepreneurs	41	3,8	3,9	100,0
Total	1056	98,1	100,0		
Manquant	Système	21	1,9		
Total		1077	100,0		

Tableau 3 : Analyse ANOVA – Cotes et moyennes selon les années

Descriptives									
		N	Moyenne	Écart-Type	Erreur-type	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
						Limite inférieure	Limite supérieure		
Moyenne	1986	43	1,3991	,57145	,08715	1,2232	1,5749	,50	2,50
	1987	49	2,3935	,65840	,09406	2,2044	2,5826	,00	3,50
	1988	50	3,0551	,41213	,05828	2,9380	3,1722	2,00	3,80
	1989	50	3,1962	,95198	,13463	2,9257	3,4667	,00	5,00
	1990	50	3,5170	,81860	,11577	3,2844	3,7496	2,00	5,00
	1991	50	4,1682	,37723	,05335	4,0610	4,2754	3,33	5,00
	Total	292	2,9941	1,07926	,06316	2,8698	3,1184	,00	5,00
Cote	1986	75	1,44	,758	,087	1,27	1,61	0	4
	1987	206	2,47	,920	,064	2,34	2,60	0	5
	1988	302	3,08	,796	,046	2,99	3,17	0	5
	1989	116	3,25	1,164	,108	3,04	3,46	0	5
	1990	110	3,52	1,202	,115	3,29	3,75	0	5
	1991	248	4,18	,703	,045	4,09	4,27	2	5
	Total	1057	3,17	1,166	,036	3,10	3,24	0	5

ANOVA						
		Somme des carrés	df	Carré Moyen	F	Sig.
Moyenne	Inter-Groupes	211,899	5	42,380	95,392	,000
	Intra-Groupes	127,061	286	,444		
	Total	338,960	291			
Cote	Inter-Groupes	593,218	5	118,644	148,068	,000
	Intra-Groupes	842,143	1051	,801		
	Total	1435,360	1056			

Tableau 4 : Coefficients et R^2 des régressions moyenne-numéro de cas et cote-numéro de cas – pour l'ensemble de la période et par subdivisions

Coefficients Période	R^2 ajusté	Sig.	Pente	Sig.	Constante	Sig.
Ensemble de la période	0,587	,000	,009	,000	1,509	,000
Janvier 1986 – Février 1988	0,534	,000	,019	,000	0,871	,000
Février 1988 – Février 1990	0,002	,268	,003	,268	2,771	,000
Février 1990 – Décembre 1991	0,277	,000	0,013	,000	0,516	,348

En conséquence, les équations sont les suivantes :

- Ensemble de la période : $y = ,009n + 1,509$
- Janvier 1986 – Février 1988 : $y = ,019n + 0,871$
- Février 1988 – Février 1990 : $y = ,003n + 2,771$
- Février 1990 – Décembre 1991 : $y = 0,013n + 0,516$

Où n représente le numéro de cas

Les résultats non-significatifs de la deuxième période sont dus à la stabilité du discours durant celle-ci ; conséquemment, il n'y a pas de relation observable.

Tableau 5 : Pourcentage des observations par cote et par année.

Cote Année	0	1	2	3	4	5
1986	3,5%	51,8%	24,7%	7,1%	1,2%	0%
1987	2,4%	10,6%	35,1%	40,4%	10,1%	,5%
1988	,3%	3,0%	16,1%	49,3%	29,9%	,7%
1989	,3%	7,3%	12,6%	39,5%	21,8%	16,0%
1990	,9%	8,0%	6,3%	29,5%	31,3%	22,3%
1991	0%	0%	,8%	14,9%	49,8%	34,1%

N.B. : Les catégories en caractères gras sont bien sûr les deux plus importantes pour chaque année.

Tableau 6 : Analyse ANOVA – Nombre d'observations par cas selon l'année

	N	Moyenne	Écart-Type	Erreur-type	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
					Limite inférieure	Limite supérieure		
1986	52	1,4615	,97943	,13582	1,1889	1,7342	,00	3,00
1987	51	4,0392	2,25354	,31556	3,4054	4,6730	,00	11,00
1988	52	5,8077	2,55940	,35492	5,0952	6,5202	,00	13,00
1989	53	5,5425	3,83091	,52622	4,4865	6,5984	,00	25,85
1990	51	5,1147	2,51816	,35261	4,4065	5,8229	,00	11,75
1991	51	4,8627	2,30668	,32300	4,2140	5,5115	,00	10,00
Total	310	4,4729	2,92647	,16621	4,1459	4,8000	,00	25,85

ANOVA					
Nombre d'observations par cas par année					
	Somme des carrés	df	Carré Moyen	F	Sig.
Inter-Groupes	663,178	5	132,636	20,332	,000
Intra-Groupes	1983,164	304	6,524		
Total	2646,342	309			

Conséquemment, $\eta^2 = 663,178 / 2646,342 = 0,251$

Tableau 7 : Moyenne des cotes par catégories

Descriptives Cote								
	N	Moyenne	Écart-Type	Erreur-Type	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
					Limite Inférieure	Limite supérieure		
Gorbatchev	88	2,36	,847	,090	2,18	2,54	1	4
Parti, Niveau Central	43	2,58	1,029	,157	2,26	2,90	1	5
Parti, Niveau Inférieur	31	3,06	1,124	,202	2,65	3,48	1	5
État, Niveau Central	50	3,04	1,124	,159	2,72	3,36	1	5
État, niveau inférieur	23	3,39	,783	,163	3,05	3,73	2	5
Komsomol	9	2,22	1,093	,364	1,38	3,06	1	4
Organes de sécurité	13	3,46	1,198	,332	2,74	4,19	1	5
Ouvriers et autres travailleurs	58	2,69	,883	,116	2,46	2,92	0	5
Directeurs d'usines et cadres de productions	47	3,60	1,014	,148	3,30	3,89	1	5
Citoyens	60	2,48	1,384	,179	2,13	2,84	0	5
Académique Économique	165	3,65	1,064	,083	3,48	3,81	0	5
Académique Autres	70	2,86	1,133	,135	2,59	3,13	0	5
Dirigeants, Pays Satellites	10	3,20	,632	,200	2,75	3,65	2	4
Autres, Pays Satellites	12	2,08	1,505	,434	1,13	3,04	0	4
Dirigeants, Pays Non-Satellites	19	3,37	1,012	,232	2,88	3,86	1	5
Autres, Pays Non-Satellites	45	3,78	,951	,142	3,49	4,06	1	5
Journal	216	3,24	1,090	,074	3,09	3,39	0	5
Travailleur Agricole	21	3,48	1,030	,225	3,01	3,95	1	5
Autre journal	18	2,83	1,043	,246	2,31	3,35	1	5
Banques	11	4,55	,820	,247	3,99	5,10	3	5
Autre Parti Politique	5	4,00	,707	,316	3,12	4,88	3	5
Entrepreneurs	41	4,20	,928	,145	3,90	4,49	1	5
Total	1055	3,17	1,166	,036	3,10	3,24	0	5

ANOVA Cote					
	Somme des Carrés	df	Carré Moyen	F	Sig.
Inter-Groupes	282,419	21	13,449	12,071	,000
Intra-Groupes	1150,886	1033	1,114		
Total	1433,304	1054			

$$\hat{\eta}^2 \text{ carré} = 282,419 / 1433,304 = 0,197$$

Tableau 8 : Analyse ANOVA – Cotes par catégories A, B et D

Descriptives Cote								
	N	Moyenne	Écart-Type	Erreur-Type	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
					Limite Inférieure	Limite Supérieure		
Gorbatchev et Parti Central	131	2,44	,912	,080	2,28	2,59	1	5
Ouvriers et autres travailleurs	139	2,72	1,186	,101	2,52	2,92	0	5
Directeurs d'usines et cadres de productions	264	3,76	1,054	,065	3,63	3,89	0	5
Total	534	3,16	1,214	,053	3,06	3,27	0	5

ANOVA Cote					
	Somme des Carrés	df	Carré Moyen	F	Sig.
Inter-Groupes	191,276	2	95,638	85,463	,000
Intra-Groupes	594,222	531	1,119		
Total	785,498	533			

$$\hat{\eta}^2 \text{ carré} = 191,276 / 785,498 = 0,244$$

Tableau 9 : Analyse ANOVA – Cotes par catégories A, C et D

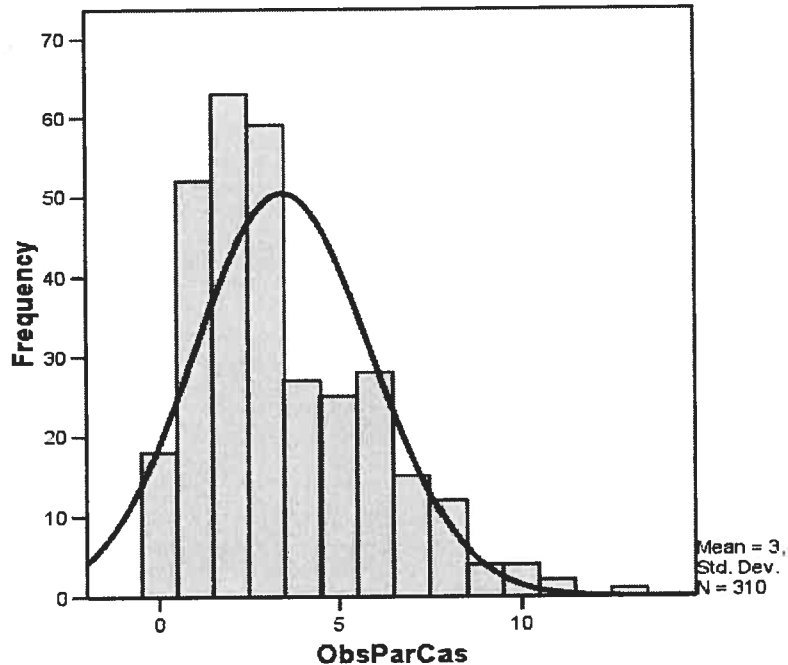
Descriptives Cote								
	N	Moyenne	Écart- Type	Erreur- Type	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Minimum	Maximum
					Limite Inférieure	Limite supérieure		
Gorbatchev et Parti Central	131	2,44	,912	,080	2,28	2,59	1	5
Ouvriers, autres travailleurs et journal	355	3,04	1,155	,061	2,92	3,16	0	5
Économistes, finance, entreprises	264	3,76	1,054	,065	3,63	3,89	0	5
Total	750	3,19	1,179	,043	3,10	3,27	0	5

ANOVA Cote					
	Somme des Carrés	df	Carré Moyen	F	Sig.
Inter-Groupes	169,178	2	84,589	72,406	,000
Intra-Groupes	872,688	747	1,168		
Total	1041,867	749			

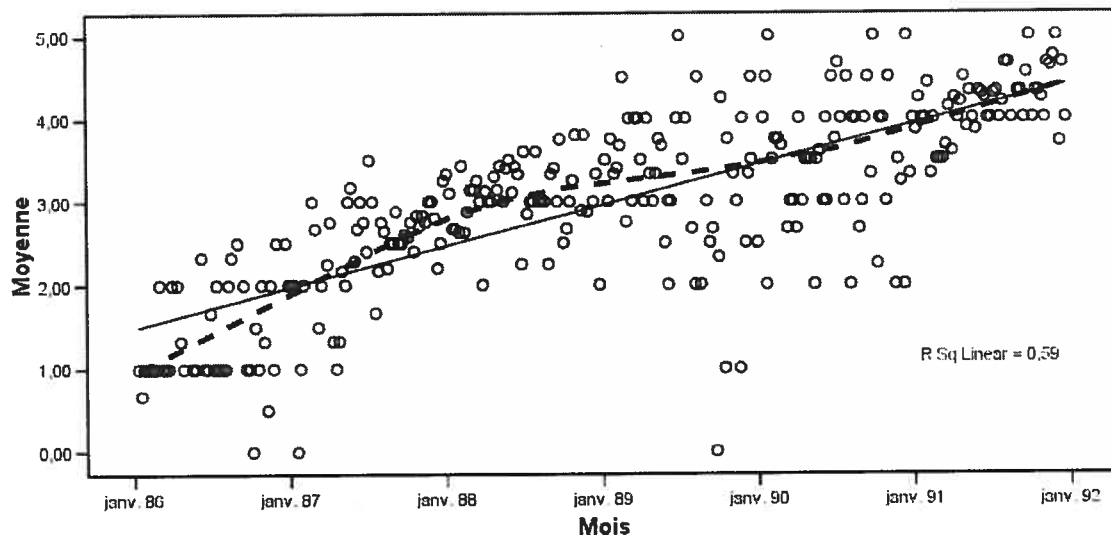
$$\hat{\epsilon}^2 = 169,178 / 1041,867 = 0,162$$

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Histogramme et courbe normale – fréquence du nombre d'observations par cas

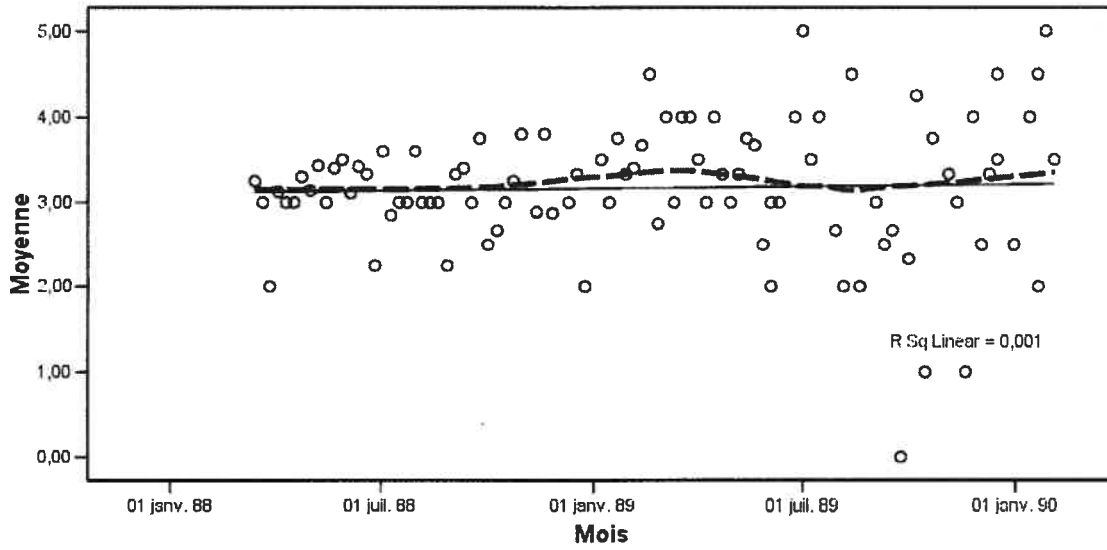


Graphique 2 : Évolution de la valeur moyenne du discours et régression linéaire, janvier 86 – décembre 91



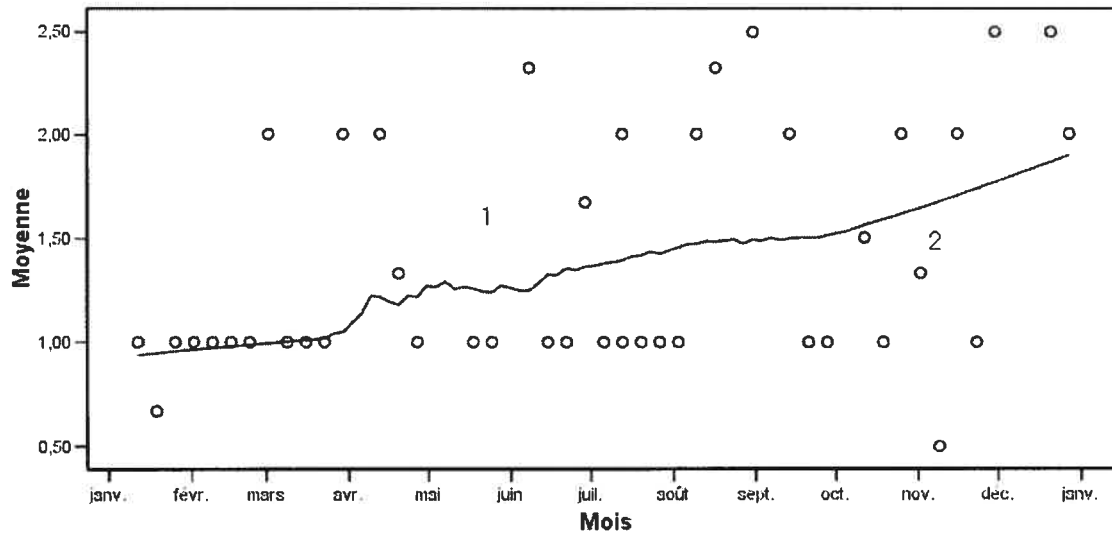
N.B. : À remarquer, les points d'inflexion. La courbe Loess croise la droite de régression en février 87, se stabilise en mars 88, croise de nouveau et passe sous la droite de régression en février 90 et suit celle-ci jusqu'à la fin de la période d'étude.

Graphique 3 : Évolution de la valeur moyenne du discours et régression linéaire, mars 1988-février 1990



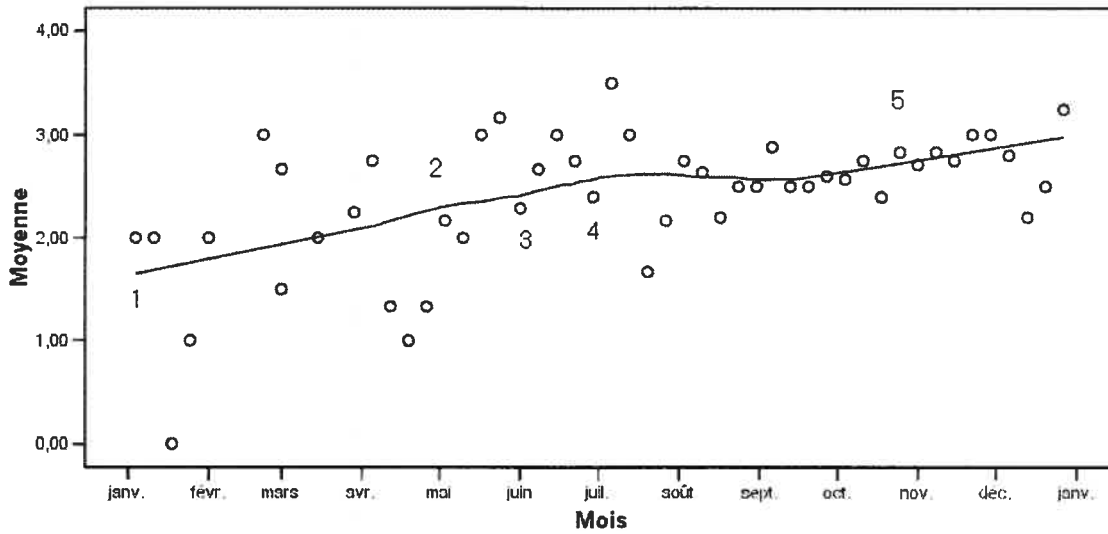
N.B. : Notez l'hétérogénéité croissante du discours ; le nuage de points est beaucoup moins concentré de juillet 89 à février 90 que de mars 88 à juillet 89.

Graphique 4 : Évolution de la valeur moyenne du discours – 1986



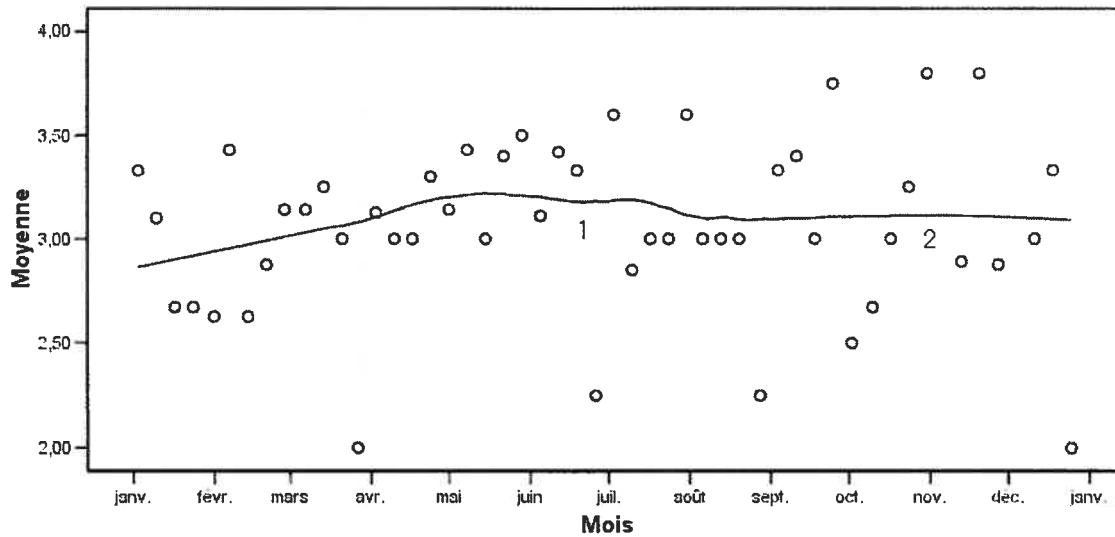
1. Attaque publique de Gorbatchev contre le Gosplan
2. Loi sur le travail individuel

Graphique 5 : Évolution de la valeur moyenne du discours - 1987



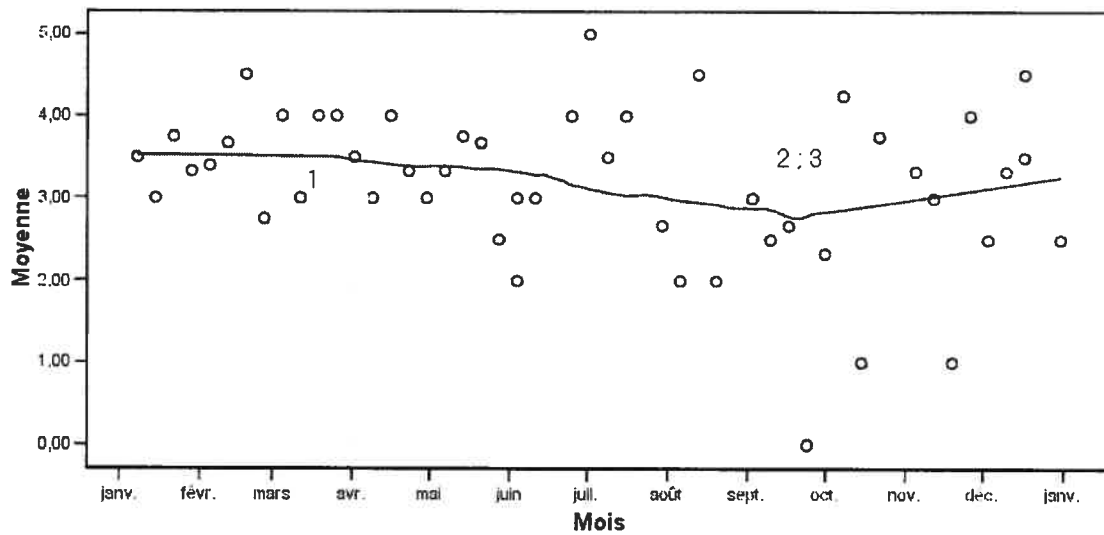
1. En session plénière, le PCUS accepte le principe des élections à candidature multiple.
2. Loi sur les coopératives
3. Loi sur les *joint ventures* avec des entreprises étrangères.
4. Loi sur les Entreprises d'État.
5. 70^{ième} anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Graphique 6 : Évolution de la valeur moyenne du discours - 1988



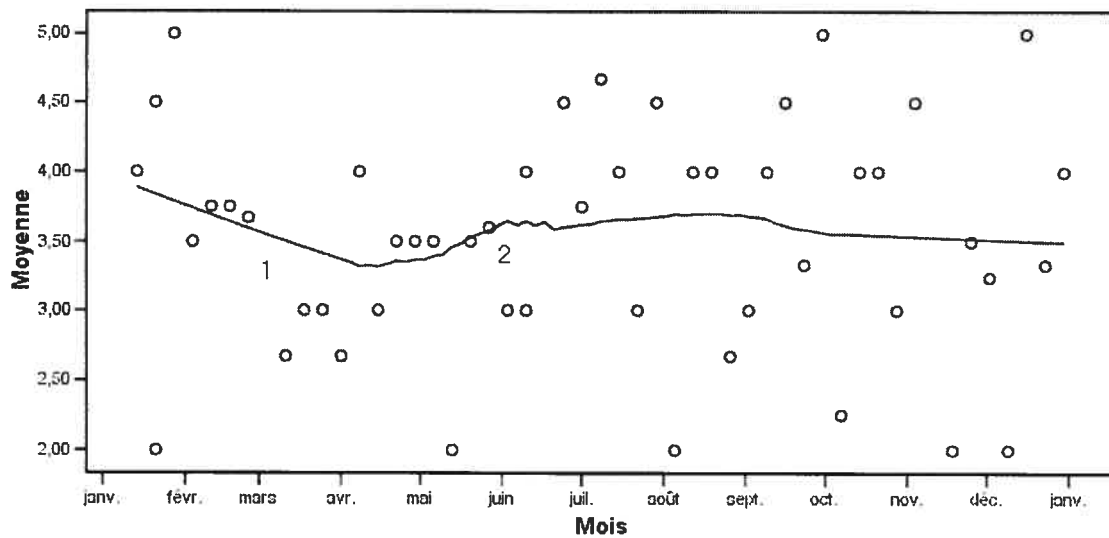
1. 19^{ième} conférence pan-union du PCUS.
2. Déficit annoncé de 58MM\$ US.

Graphique 7 : Évolution de la valeur moyenne du discours – 1989



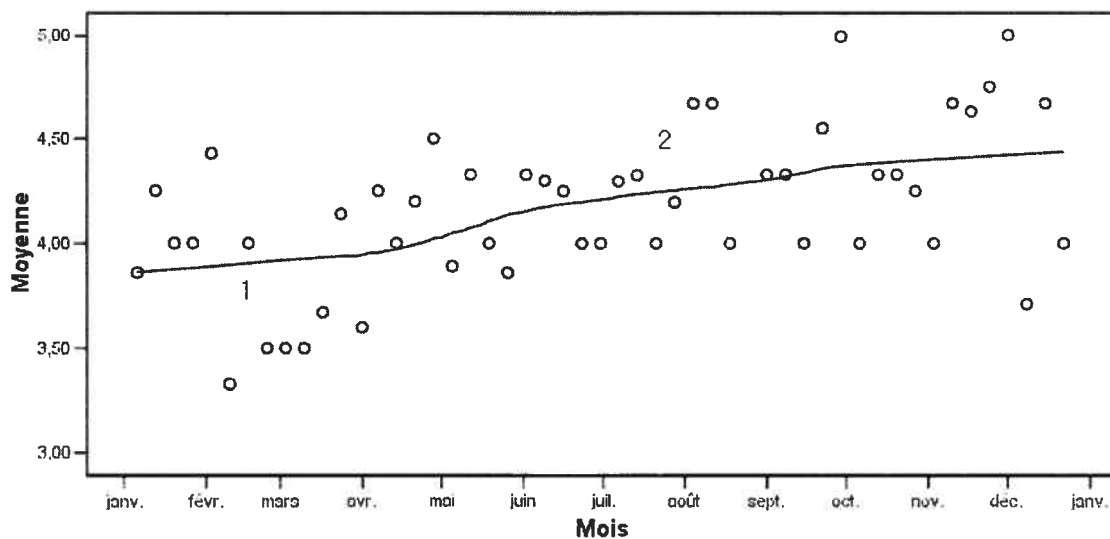
1. Premières élections au congrès des députés du peuple.
2. Purges au Politburo.
3. Programme Albakin de transition au marché.

Graphique 8 : Évolution de la valeur moyenne du discours – 1990



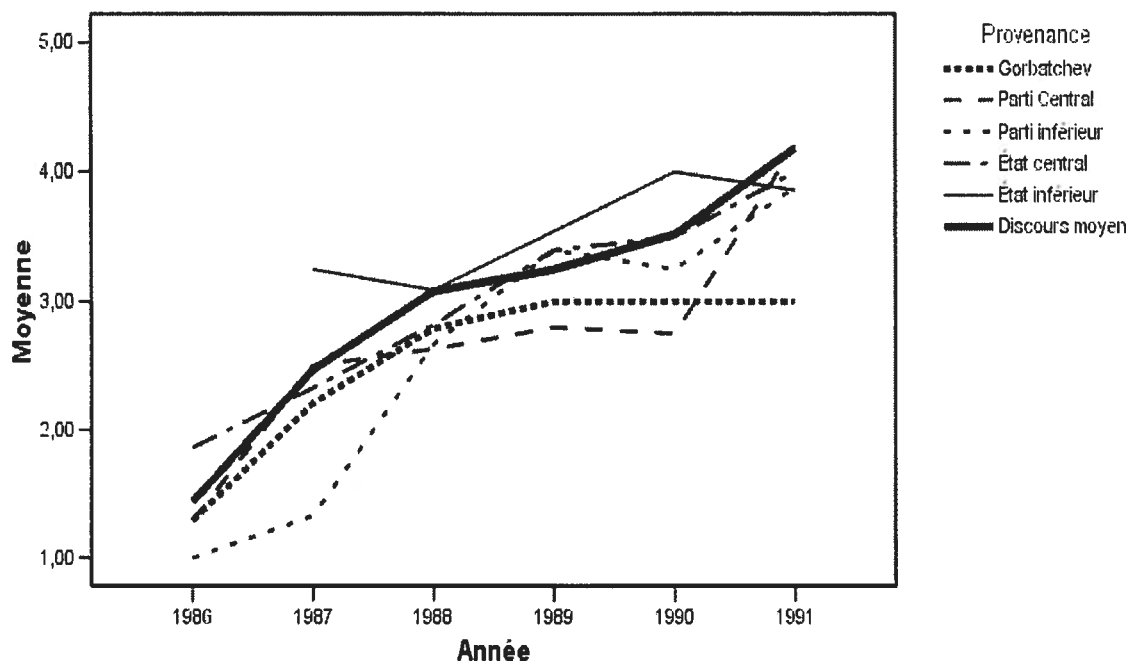
1. Premières élections compétitives en Russie ; gains pour les réformistes et les nationalistes.
2. Eltsine, Président RSFRS ; Critiques de Ligachev face à la perestroïka.

Graphique 9 : Évolution de la valeur moyenne du discours – 1991

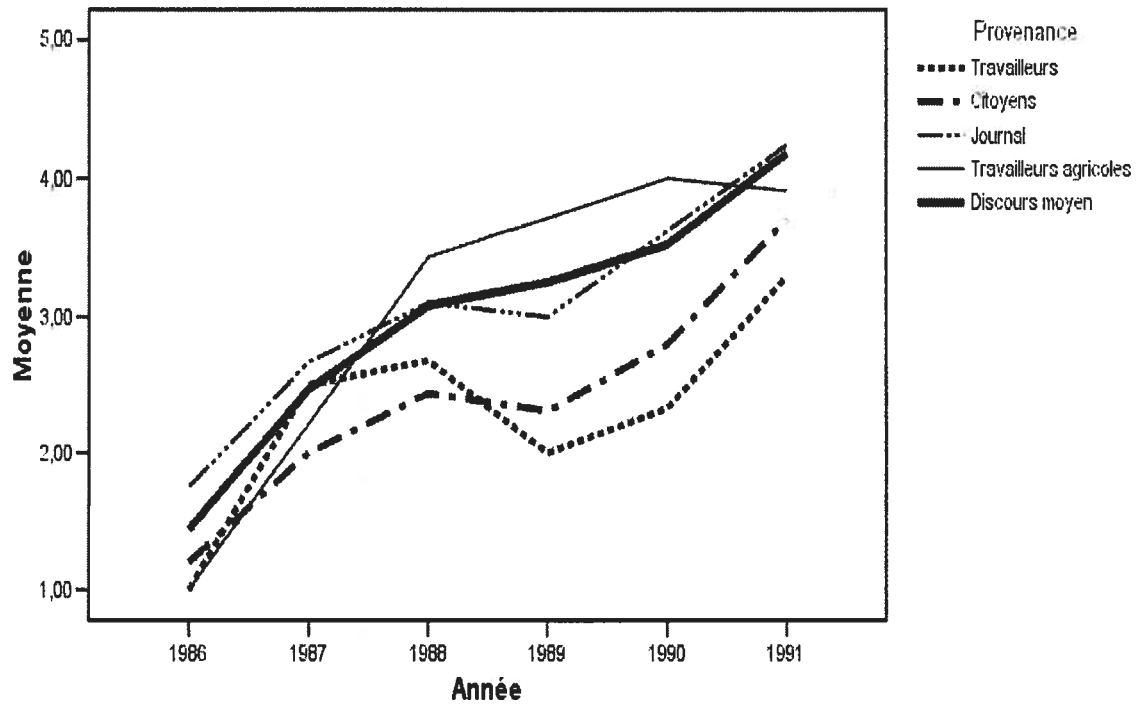


1. Début de la grève des mineurs du Kouzbass.
2. Putsch conservateur raté

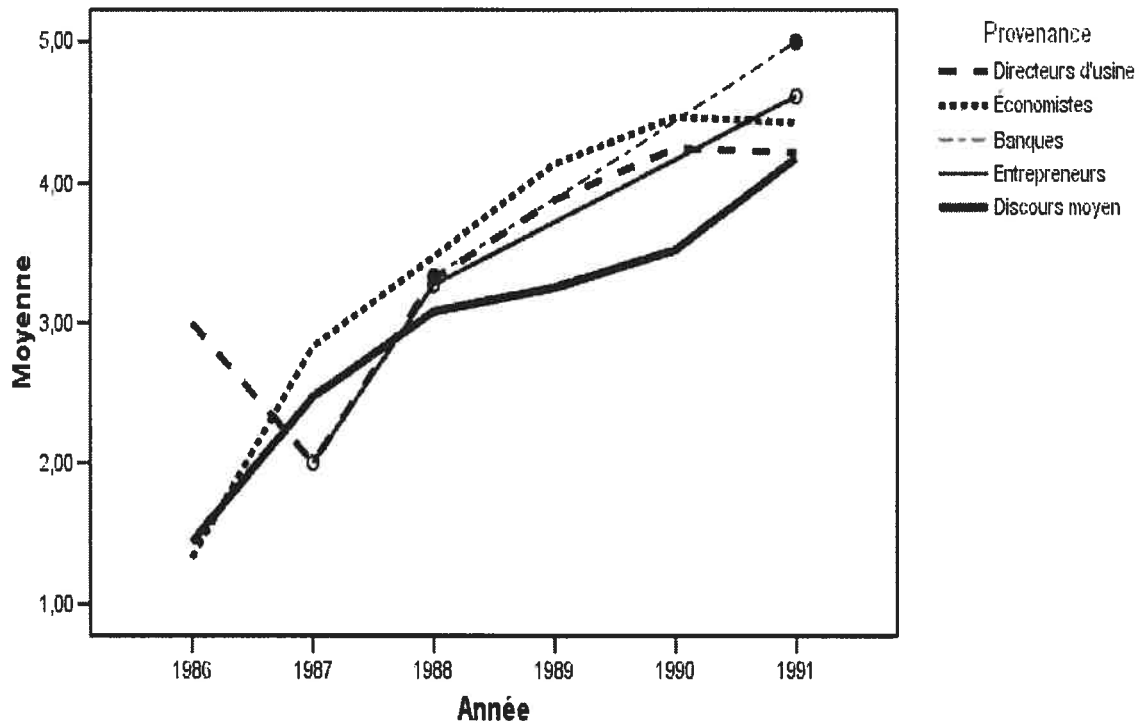
Graphique 10 : Évolution comparative des discours moyens par catégorie – Catégories 1,2,3,4 & 5



Graphique 11 : Évolution comparative des discours moyens par catégorie – Catégories 8,10,17 & 18



Graphique 12 : Évolution comparative des discours moyens par catégorie – Catégories 9,11,20 & 22



Graphique 13 : Évolution comparative des discours moyens par catégories amalgamées –
Catégories A, B, C et D

